

Vladimir Poutine : traitement médiatique du président russe dans le quotidien francophone Le Soir

Auteur : Croisier, Tatiana

Promoteur(s) : Geuens, Geoffrey

Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres

Diplôme : Master en communication multilingue, à finalité spécialisée en langue et culture

Année académique : 2019-2020

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/9444>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Vladimir Poutine doit maintenant choisir son clan



Le Soir* - 05 jan. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

ANALYSE Vladimir Poutine a donc hérité du bureau de Boris Eltsine. La question est de savoir s'il a aussi hérité de sa Famille , le clan animé par le trio Tatiana Diatchenko, la fille du président, Alexandre Volochine, le chef de l'administration présidentielle, et Boris Berezovski, le caissier . Ce groupe, où sont mélangés les hommes de la cour, les politiciens et les financiers, exerce dans l'ombre, depuis longtemps déjà, une influence déterminante sur les décisions de Boris Eltsine. Ainsi, la désignation de Vladimir Poutine au poste de chef du FSB (l'ex-KGB), sa nomination à la fonction de Premier ministre, sa désignation comme dauphin du président et, enfin, la démission de Boris Eltsine et le lancement de Poutine sur la dernière ligne droite dans la course au Kremlin, tout cela a été conçu, financé et exécuté au sein de et par la Famille à un moment où, suite à l'accumulation des scandales et à l'impopularité de M. Eltsine, les intérêts du clan se sont trouvés très menacés.

Selon de bonnes sources, un scénario en trois étapes a ainsi été rédigé. La première était la victoire obtenue aux législatives du 19 décembre par la liste Unité , inventée de toutes pièces par le Kremlin à quelques semaines du scrutin. Succès total: Unité est la deuxième formation de la Douma.

La seconde étape - la démission de Boris Eltsine et l'avancement de l'échéance électorale pour que M. Poutine puisse bénéficier des sondages actuellement particulièrement favorables - a elle aussi très bien marché. La période préélectorale est ramenée à trois mois (peut-être même moins) et, en plus, M. Poutine exercera l'intérim présidentiel, ce qui lui offre, notamment sur le plan des médias, un avantage exceptionnel.

AURA-T-IL L'ESPRIT DE FAMILLE? La troisième étape - son élection à la présidence - est en train de se réaliser. Elle soulève d'emblée la question essentielle: qui sera le président Vladimir Poutine? Il y a trois réponses possibles à cette question.

Première version: M. Poutine, qui n'est sorti de l'obscurité que grâce à la Famille , lui reste fidèle, aussi après son élection à la présidence. C'est l'objectif de toute l'opération, M. Poutine étant censé, dans l'esprit de ses créateurs, garantir la continuité et l'invulnérabilité des intérêts de la Famille . Laquelle, dit-on à Moscou, a pris certes ses précautions, en constituant quelques petites archives dont M. Poutine serait le personnage principal, en prévision d'une éventuelle guerre des kompromaty (documents compromettants), d'ordinaire très efficace en Russie. L'annonce que M. Eltsine gardera un bureau au Kremlin et que M. Volochine conserve sa fonction de chef de l'administration présidentielle sous M. Poutine, pourrait confirmer à la fois le caractère purement tactique du renvoi, annoncé lundi, de Mme Diatchenko et annoncer la continuité de l'ancienne politique après le changement de président.

Deuxième cas de figure: le lien avec la Famille ne serait pour M. Poutine que très conjoncturel. Il ne durerait que jusqu'aux élections, M. Poutine ne pouvant pas dans cette période risquer un conflit avec ses sponsors. Mais cela pourrait changer après le scrutin et l'installation du nouveau locataire dans le cabinet présidentiel. Dans ce scénario, M. Poutine pourrait se chercher des nouveaux soutiens en quelque sorte concurrentiels à la Famille dans d'autres milieux financiers, moins compromis par les scandales.

Enfin, Vladimir Poutine qui, malgré les actuelles relations d' affaires avec la Famille , n'a pas de liens de sang avec les oligarques qui forment les noyaux durs de tous les clans en Russie, pourrait arriver à la conclusion qu'il peut se passer des sponsors financiers, parfois compromettants et que le soutien aujourd'hui particulièrement efficace de l'armée et surtout des services secrets, serait suffisant pour gouverner. Poutine, ancien chef du FSB, sait que tout en portant la responsabilité de terribles abus, celui-ci constitue aujourd'hui une sorte de corps d'élite, composé de cadres en majorité jeunes, très bien informés, éduqués, ambitieux, conscients des faiblesses et des besoins de leur pays.

Il n'y a pas en Russie d'aujourd'hui de partis politiques normalement constitués. La plupart se résument à offrir une façade politique et publique à l'action quasi-occulte des différents clans surtout financiers ou industriels (pétrole, gaz, électricité, armes). C'est en bénéficiant de leurs contacts politiques que ces clans ont réussi, à la faveur de la privatisation

en général détournée, à bâtir de véritables empires. Alors? Alors Vladimir Poutine va devoir choisir son empire. Pour attaquer. Ou contre-attaquer.

POL MATHIL

Elt sine en Terre Sainte pour son dernier voyage L'ex-président russe Boris Eltsine doit effectuer mercredi son dernier voyage officiel en se rendant en Terre Sainte, pour les festivités organisées par les orthodoxes pour le 2.000e anniversaire de la naissance du Christ. Ce voyage avait été décidé avant que Boris Eltsine ne démissionne de ses fonctions le 31 décembre dernier. L'ex-président arrivera mercredi soir en Israël. Les présidents d'autres pays de religion majoritairement orthodoxe - notamment ceux des anciennes républiques soviétiques du Bélarus, Alexandre Loukachenko, et d'Ukraine, Léonid Koutchma - doivent également être présents aux cérémonies. Le patriarche grec orthodoxe de Jérusalem Diodoros Ier remettra jeudi à ses invités l'ordre du Saint-Sépulcre. Boris Eltsine se rendra ensuite à Bethléem, ville autonome palestinienne au sud de Jérusalem transférée en 1995 par Israël à l'Autorité palestinienne, où il rencontrera Yasser Arafat. Le jour de la Noël ortho-doxe, le 7 janvier, Eltsine doit assister à une liturgie à la cathédrale de la Nativité de Bethléem. Avant de repartir pour Moscou le même jour, l'ex-président sera reçu par le président israélien Ezer Weizman. Si Eltsine n'avait pas démissionné, ce voyage aurait été le premier d'un président russe en Terre Sainte. Le précédent déplacement à l'étranger de Boris Eltsine remonte à début décembre lorsqu'il s'était rendu en Chine, malgré l'avis de ses médecins.

(AFP.)

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

La dernière surprise de Boris Eltsine



Le Soir* - 06 jan. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Eltsine était bien plus que l'homme qui a sauvé la Russie en 1991, lorsque le coup d'Etat fomenté par les faucons communistes menaçait d'annuler la perestroïka et la glasnost de Mikhaël Gorbatchev. Pendant les neuf années obscures qui ont suivi, Eltsine a également créé la nouvelle Russie, tout à son image: capricieuse et volontaire, imprévisible mais pleine de promesses. En démissionnant maintenant, Eltsine a donné au successeur qu'il s'est choisi - le président ff Vladimir Poutine - les meilleures chances de gagner les élections de mars prochain.

Ombres des tsars du Kremlin? On serait tenté, comme s'il s'agissait d'une subtile manoeuvre empruntée à l'ancienne école politique communiste, de railler Eltsine. C'est également injuste. Avec les élections présidentielles obligatoires dans le courant de cette année, Moscou était inondée de rumeurs. Pour avoir mis un terme à cette campagne de chuchotements selon lesquels il avait l'intention de s'accrocher au pouvoir à tout prix, le président Eltsine mérite plus d'applaudissements que de moqueries. A travers un dispositif constitutionnel précis et méthodique pour essayer d'assurer sa succession, Eltsine a probablement anéanti toute probabilité d'une lutte chaotique pour le pouvoir au Kremlin sans pour autant sacrifier les principes de la démocratie. La Russie peut maintenant continuer sa transition du communisme vers le capitalisme.

L'Ouest semble nerveux

Mais que savons-nous de l'héritier apparent, Vladimir Poutine? A observer son mystérieux passé KGB, presque rien. Poutine a 46 ans et est marié, il est diplômé de la faculté de droit de l'université de Saint-Péters-bourg. Posté comme agent KGB pendant une dizaine d'années dans l'ex-Allemagne de l'Est, il a vu les pratiques commerciales et démocratiques de l'Ouest de très près et on le croit engagé en leur faveur. Après la chute du communisme, il a travaillé avec des gens comme Anatoly Tchoubaïs au gouvernement libéral de Saint-Pétersbourg au début des années 90. Transféré à Moscou, il a dirigé le FSB (le nouveau KGB transformé) jusqu'à ce que Eltsine le nomme, soudainement, Premier ministre en

août dernier.

Malgré son profil obscur, l'image de renommée et de pouvoir

la plus convaincante de Poutine est faite d'une sévère dureté.

Dans les montagnes ensanglantées et les villes ruinées de

Tchéchénie, Poutine a établi ses lettres de créances

comme l'homme dur dont la Russie a besoin pour restaurer l'ordre et arrêter

la désintégration intérieure en revitalisant le pouvoir

de l'Etat.

Que l'Ouest semble nerveux à son propos ne fait que renforcer son

prestige en Russie. Le fait que les prescriptions d'économie politique

de l'Ouest aient échoué en Russie, que l'Otan s'élargisse

près de ses frontières et que d'anciens alliés comme

les Serbes soient bombardés, que l'Amérique soit perçue

comme voulant affaiblir encore plus la Russie en la morcelant et en contrôlant

le bassin de la mer Caspienne, riche en pétrole, tout cela fait que

les sentiments anti-occidentaux augmentent en Russie. L'antenne politique

zélée de Poutine a saisi cette tendance. Donc le fait que

l'Occident regarde le président faisant fonction avec suspicion le

rend encore plus désirable dans le coeur traditionnel russe.

Vladimir Poutine, par contre, préfère donner l'impression

qu'il est un leader plus moderne et éclairé. Son message (de

Premier ministre) du nouvel an - La Russie au tournant du Millénaire

- a été mis sur le site web du gouvernement, aux yeux du

monde entier, avant d'être publié dans les journaux russes.

Il y souligne son programme présidentiel; flattant la population,

il déclare que la Russie n'est pas un jouet que l'Occident peut jeter

où bon lui semble. Mais la démagogie s'arrête là.

La Russie, déclare-t-il, doit se raccommoder. Elle restera coopérative

et amicale avec le monde, du moment que le monde est coopératif et

amical envers elle. Mais le difficile travail de reconstruction de la Russie

doit être fait par les Russes, sans perdre de temps.

En Russie, les instincts culturels, dans lesquels les idées communes

restent plus valorisées que les principes individuels, aident à

déterminer le succès ou l'échec des politiques. Les

stratégies nationales que Poutine suivra certainement prendront en

compte ces impulsions sociales. Il ne célébrera, dès

lors, probablement pas publiquement les politiques capitalistes impitoyables

de Tchoubaïss et de Gaïdar, même s'il les poursuit en silence.

Comme grand patriote, sans aucun doute, Poutine sait également que

l'image nationale que la Russie a d'elle-même doit être débarrassée

de son arrogance et des ses ambitions impériales. Plusieurs fois, il a dit que l'idée nationale de la Russie doit mélanger les concepts traditionnels russes avec un contenu nouveau et moderne. La Russie qu'il envisage sera, à nouveau, une grande puissance, mais grande comme doit l'être une société réellement moderne: dans ses engagements démocratiques, son économie, et sa tranquillité intérieure.

Le consensus en Russie aujourd'hui est que Poutine est un homme sans grands talents mais sans grands vices non plus. Il apparaît au Russe moyen comme un homme de principes, modeste et honnête - un énorme contraste avec les politiciens corrompus des années Eltsine. Il est un ajustement parfait pour une Russie fatiguée de ses héros, ses révolutionnaires, ses criminels - et même de ses sauveurs - qui rendent la vie excitante mais rarement stable. Une enquête récente montre que ce que la Russie veut le plus c'est un nouveau Brejnev dont les 20 ans de fonctions (1964-1982) ont d'abord été considérées de manière dédaigneuse comme une ère de stagnation, mais dont on se rappelle maintenant de manière nostalgique comme une ère de stagnation dorée. Poutine rentre parfaitement dans le moule désiré de fermeté et de solidité qui assure la stabilité, un état fort et un milieu doré entre les réformes radicales et le commandement pur et dur.

Les Russes, par contre, gardent toujours à l'esprit une peur secrète à propos de Poutine. Elle concerne un homme, un individu calme qui marche sans bruit à travers les couloirs du Kremlin, quelqu'un qui entreprend sans se plaindre (et termine) de nombreuses et difficiles tâches négligées par d'autres, qui se battent à grand bruit pour une haute fonction. Les Russes savent qu'un jour, ces bêtes de somme sans prétention prennent soudainement le dessus, comme Staline l'a fait au début des années 20. Alors, la Russie et l'histoire doivent encore réserver leur jugement quant au président Poutine.

NINA KROUCHTCHEVA

Petite-fille

de Nikita Krouchtchev,

directrice de programme

à l'Institut Est-Ouest

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Russie: dix optimistes face à l'intérimaire favori



Le Soir* - 22 fév. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

La distribution est ainsi bouclée pour une course à la présidence qui devrait s'achever dans un peu plus d'un mois, le 26 mars, puisque tout indique qu'un seul tour suffira à désigner le successeur de Boris Eltsine au Kremlin.

La Commission électorale centrale avait déjà accordé son agrégation au président par intérim Vladimir Poutine, au leader du Parti communiste, Guennadi Ziouganov, au gouverneur réformateur de la région de Samara (sur la Volga) Constantin Titov, à son autoritaire homologue de Kemerovo (Sibérie) Aman Touleyev, et au patriote de gauche qu'est Alexei Podberyozkine.

Elle avait aussi retenu les modestes candidatures du président du Fonds des programmes présidentiels, Evgueni Savostianov, et d'un homme d'affaires d'origine tchétchène. Mais jeudi dernier, la même commission avait écarté du scrutin l'ultranationaliste Vladimir Jirinovski, dont l'obligatoire déclaration de patrimoine omettait un appartement de deux pièces.

Samedi, elle donna surtout le feu vert aux candidatures de Grigori Yavlinski, le chef de file du mouvement réformateur Yabloko, d'Ella Pamfilova, l'animatrice du mouvement Pour la dignité civile, et du réalisateur de cinéma Stanislav Govoroukhine.

Lundi, la Commission électorale a terminé ses travaux en qualifiant, non sans débats, l'ancien procureur général Youri Skouratov.

Le magistrat suspendu par le pouvoir, qu'il s'est juré de combattre, était prétendument impliqué dans un scandale sexuel; et il n'a obtenu que de justesse le nombre requis de signatures, avec un taux étonnant (14,8 %) de non valables.

Des quinze prétendants initiaux, ils ne seront donc plus que dix à défier Vladimir Poutine, le favori... déjà en place, puisqu'intronisé le 31 décembre en vertu de la Constitution qui l'a placé provisoirement à la tête de l'Etat. A ce point favori que les sondages lui accordent entre 50 et 60 pour cent des suffrages, alors que Ziouganov n'en recueillerait qu'entre 14 et 20, Yablinski un maigre 5 pour cent!

Il est vrai aussi que les renoncements d'Evgueni Primakov et de Youri Loujkov, sans parler de la non-candidature de Lebed, ont très tôt ouvert

une voie royale au prétendant venu de l'ex-KGB.

Bien qu'il batte désormais la campagne, plus en quête d'images que de voix, Poutine insiste plutôt sur le terme logique et imminent du conflit en Tchétchénie, devant des auditoires et des médias acquis à sa vérité.

Selon certaines sources, cette issue pourrait signifier le dénouement de l'affaire Babitski, le journaliste dérangeant que les services secrets russes auraient remis à des Tchétchènes.

Si la mobilisation des médias indépendants et des citoyens vigilants a eu pour effet de confronter le président-candidat à la critique de la politique russe en Tchétchénie, l'électeur moyen devrait ne retenir que le succès final proclamé par Poutine. Le sien.

JEAN-PAUL COLLETTE

Un troisième (petit) larron, une femme et des satellites Le constat peut attrister, il s'impose comme l'hiver dans la taïga: derrière le communiste Ziouganov, qui part deuxième, la compétition présidentielle ne propose aucune figure susceptible d'entraver la progression méthodique de Vladimir Poutine. Les candidats qui s'accrochent ne manquent pourtant ni de relief ni d'intérêt, révélateurs de la société.

De tous, c'est incontestablement Grigori Yavlinski, bientôt 48 ans, un économiste de formation bien connu pour son adhésion militante au marché, qui dispose de la base électorale la plus crédible.

Grâce à son parti Yabloko, fondé en 1993, Yavlinski a pu se hisser à la quatrième place lors des présidentielles de 1996 et il s'est fait élire pour la troisième fois à la Douma. Au cours de cette campagne, il répète inlassablement son invite: Votez pour un non-communiste, pour un non-criminel, pour une Russie propre.

Le réalisateur Stanislav Govoroukhine, 64 ans au lendemain du scrutin, n'a entamé qu'en 1993, un quart de siècle après son premier film Vertical , sa carrière parlementaire. Lui aussi a été réélu en décembre dernier sur les listes du parti La Russie - Ma patrie et il cherche à rallier ses concitoyens au nettoyage qu'opérerait, selon ses vœux, une police de la morale .

Ella Pamfilova, 46 ans, a déjà été deux fois député, mais son parti Pour la dignité civile , très sensible à la défense des droits de l'homme et des droits

sociaux, a manqué le seuil de 5 % pour entrer à la Douma en décembre. Dans cette course-ci, elle peut jouer d'une caractéristique vraiment historique, celle d'être la première femme à briguer la présidence.

L'impact des gouverneurs Titov (Samara) et Touleyev (Kemerovo) devrait rester local - à l'échelle de leurs régions. Alexander Podberyozkine, lui, poursuit dans son registre patriotique et postcommuniste.

Les analystes s'accordent en fait déjà sur un pronostic: seul un taux de participation très faible, conjugué à un large vote de protestation, pourrait menacer la marche triomphale de Vladimir Poutine. Quelque peu.

J.-P. C.

Guennadi Ziouganov, celui qui part perdant Un bolchevik ne se rend jamais. La preuve par Guennadi Ziouganov. Le 26 mars, ce sera son deuxième essai. Le dernier, sans doute. Car à moins d'un coup de théâtre, il n'a aucune chance.

Il croit certes que l'heure de sa revanche doit finalement arriver. Il attend ce moment depuis, que lui, Guennadi Ziouganov, 55 ans, chef du parti communiste, a dû, en 1996, s'incliner devant Boris Eltsine, l'homme dont le principal slogan électoral était... A bas le communisme! .

Pour battre Ziouganov, Vladimir Poutine n'a pas besoin d'un tel slogan. Ziouganov... suffit. Visage d'un moujik russe, comportement d'un apparatchik communiste: Ziouganov traîne comme un boulet une image floue et sans charisme. Il a déjà fait le plein: les sinistrés de toutes les années eltsiniennes. Il effraie les intellectuels, ennuie les jeunes, peine à séduire les indécis.

En 1996, Ziouganov espérait pouvoir exploiter une certaine nostalgie des gens pour la petite stabilité soviétique teintée de nationalisme. Aujourd'hui cependant, c'est Poutine qui l'incarne.

Né le 26 juin 1944, fils d'instituteurs de campagne, il embrasse, après des études de mathématiques et de philosophie (marxisme-léninisme), l'enseignement, puis sert dans l'armée et entame sa carrière politique. En 1983, il monte au Comité central à Moscou, devient directeur adjoint du département idéologique. Résolument dans le camp des durs opposés à la perestroïka gorbatchevienne, il est en 1990 l'un des fondateurs du PC de la Russie, vrai bastion des adversaires des réformes. En février 1993, il se fait élire à la tête du PC, d'abord dissous et puis relégalisé par Boris Eltsine.

Ziouganov saura toujours jusqu'où ne pas aller trop loin. Ce n'est pas un aventurier. Il était absent de Moscou lors du putsch d'août 1991. A l'automne 1993, il saura quitter la Douma insurgée à la veille de l'assaut de l'armée. C'est ainsi que le PC sera autorisé à participer aux législatives de décembre 1993, et lui-même aux présidentielles. Il mènera le parti au succès en 1995 (22% des voix) et en 1999 (25%), premier parti dans les deux Douma, lui-même ayant été, en 1996, l'unique rival sérieux de Boris Eltsine. Il ne l'est pas pour Vladimir Poutine.

P. MI

Vladimir Poutine, celui qui part gagnant F février 1944:

déportation des Tchétchènes. Février 2000: massacre

des Tchétchènes. Vladimir Poutine poursuit l'oeuvre de Staline...

C'est par ces mots que commence un appel signé par deux cents personnalités

publié dans Le Monde de lundi soir. Il reste que, même si

cet appel avait été publié en Russie, il n'aurait pas

d'impact sur les chances électorales de Vladimir Poutine.

Car, c'est avec l'écrasement de la Tchétchénie pour

principal slogan électoral que Poutine a entamé et mène

sa marche vers le 26 mars. Bien et... cyniquement joué: Poutine,

qui atteignait à peine 1 % des intentions de vote à la présidentielle

lors de sa nomination à la tête du gouvernement le 9 août

dernier, est devenu, en quelques mois de combats en Tchétchénie,

la coqueluche des Russes.

A 47 ans, ancien officier du KGB, espion notamment en Allemagne, ancien

chef des services secrets et secrétaire du Conseil de sécurité

au Kremlin, Vladimir Poutine n'a pas perdu de temps. Une série de

déclarations ou de gestes énergiques, parfois grossiers -

comme sa promesse de buter les terroristes jusque dans les chiottes ,

ou son bras d'honneur aux terroristes devant les caméras -, lui ont

valu une ascension irrésistible dans les sondages.

Ce n'est pas un homme pressé. Il a beau partir gagnant, il prend

toutes les précautions pour éviter un faux pas et il se comporte

comme si sa victoire était loin d'être acquise. En dépit

d'un style décontracté apprécié de son entourage,

Vladimir Poutine est avant tout un bûcheur qui ne laisse rien au hasard.

Il ne néglige donc pas les règles de base du populisme électoral

en annonçant successivement une augmentation des retraites de 20

%, puis un relèvement du même ordre des salaires des fonctionnaires

(deux catégories dont le niveau de vie s'est écroulé

depuis la fin de l'URSS), augmentant les subventions à l'armée, affichant les aspirations de la Russie au statut de grande puissance, sans oublier d'évoquer les réformes démocratiques. Il parcourt les régions. Dernièrement, il était en Sibérie.

Une foule l'attendait. Par moins vingt...

Il y avait un Lawrence d'Arabie ; il y aura un Poutine de Tchétchénie

.

C'est vrai et c'est court, mais c'est moins romantique.

P. MI

Mort d'Anatoli Sobotchak, le mentor de Poutine Si j'étais rentré trop tôt, j'aurais partagé le sort de Galina Starovoïtova (la célèbre militante démocratique russe assassinée à Saint-Petersbourg) ... C'est ainsi qu'Anatoli Sobotchak, l'une des grandes figures de la nouvelle Russie, l'ancien maire réformateur de Saint-Petersbourg, mentor de Vladimir Poutine, avait expliqué les motifs de son long séjour à l'étranger. Il n'a cependant pas survécu longtemps à Mme Starovoïtova: il est mort d'une crise cardiaque dimanche, à l'âge de 62 ans.

A la tête de la deuxième ville du pays de 1991 à 1996, cet ancien professeur de droit avait été l'une des figures des réformes entamées par Mikhaïl Gorbatchev. Son action était riche de contradictions: c'est sous son mandat (en 1992) que Léningrad avait été rebaptisée Saint-Petersbourg, mais aussi que la ville était devenue l'une des plus dangereuses et corrompues du pays.

Vladimir Poutine avait été d'abord étudiant d'Anatoli Sobotchak à la faculté de droit; et puis, malgré (ou peut-être à cause de) son expérience au sein du KGB, son adjoint à la mairie de Saint-Petersbourg. Anatoli Sobotchak, a déclaré M. Poutine, restera dans l'histoire comme un représentant brillant de la génération des hommes politiques qui ont fondé le nouvel Etat russe .

Pendant les deux années de l'instruction concernant les accusations de corruption, M. Sobotchak s'était mis à l'abri en France.

A son retour en juillet dernier, le dossier avait été classé sans suite. Rien d'étonnant: M. Poutine, qui s'est toujours comporté très loyalement à l'égard de son ancien patron, était devenu entre-temps Premier ministre, favori des présidentielles.

Aujourd'hui, il devra renoncer aux services de son ancien professeur, une des personnalités qui devait jouer un rôle d'autant plus important que... désintéressé dans la campagne électorale.

P. MI

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Massacre dans un village tchéchène



Le Soir* - 26 fév. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Massacre dans un village tchéchène ALKHAST(INGOUCHE) De notre envoyé spécial Loin de Nazran, la capitale, avec ses maisons neuves en briquesorange et ses toits argentés où s'entortillent des gouttièresouvragées, loin des camps de réfugiés alentour, Alkhastest, à une soixantaine de kilomètres de là, un villagetranquille ...

Massacre dans un village tchéchène ALKHAST

(INGOUCHE)

De notre envoyé spécial

Loin de Nazran, la capitale, avec ses maisons neuves en briques

orange et ses toits argentés où s'entortillent des gouttières

ouvragées, loin des camps de réfugiés alentour, Alkhast

est, à une soixantaine de kilomètres de là, un village

tranquille de la campagne ingouche. Avec ses cours fermées, sa mosquée,

son kolkhoze abandonné. Et les tuyaux du gaz peints en jaune vif

qui courent à ciel ouvert le long de la grande rue. Une impression

d'ordre et de propreté.

Dans l'une de ces maisons habite le mollah tchéchène

Arbi, avec femme, enfants, famille. Réfugiés là depuis

le début de la guerre en octobre dernier. A Grozny, le mollah a été

douze ans instructeur pour les tramways chez les Russes , il a enseigné

aussi, loin du wahabbisme (fondamentalisme), l'éthique de l'islam

à des enfants. Aujourd'hui, j'ai peur de dire ça, le Tchétchène

est devenu l'ennemi , soupire-t-il.

Le mollah disparaît derrière un rideau, accompagné

de deux femmes tchéchènes venues en consultation. Car c'est

aussi un guérisseur. Quand il revient, il parle de ses enfants qui,

dans ce village ingouche, ne vont pas à l'école: Il n'y

a pas de place pour eux . Des enfants, des adolescents, restent cloîtrés

à la maison, désœuvrés. Je ne veux pas qu'ils sortent,

je ne veux pas qu'on les prenne pour des boïviki (combattants

tchéchènes). C'est un matin de bruine où la télé

ronronne sans que personne ne la regarde.

SOUDAIN, L'HORREUR Et puis, soudain, l'horreur. Un homme

dans la force de l'âge, en chemise blanche, vient d'entrer. Il s'appelle

Charip Youssoupov, un habitant d'Aldi, faubourg sud de Grozny, dans le quartier

de Tchernoretchié. Il raconte, encore sous le choc après des

nuits d'insomnie.

C'était le 5 février. Les Omons (unites

spéciales du ministère de l'Intérieur) sont arrivés
et ils ont tué 106 personnes. Ils sont venus avec leur camion Kamaz.
Ils ont pillé. Et ils ont tué. Moi, j'ai perdu onze membres
de ma famille. Je peux vous dire leur nom: Zina, Sultan, Mariam, Kokheta
et Mouslin Khassokhannov; Moussa et Issa Koudozov mes deux neveux, Avalou
Sougaïpov, Sultan Temirov, Ziardi Azimov, Malik et Ahmed Alpoukhanov.
La belle-fille de ce dernier, elle avait 18 ans, a été violée
par trois soldats. Aujourd'hui elle est ici, elle a perdu la raison. On
a dû lui attacher les mains car elle voit un agresseur dans chaque
personne qui s'approche d'elle.
Il y a 56 disparus. Dont deux membres de ma famille. Racontez
cela. Ils ont pris 45 hommes, ils les ont rassemblés près
de la mosquée. Et ils les ont fusillés. C'est un cauchemar.
Nous sommes coupables d'être tchéchènes. Moi, j'ai
pu me cacher dans une cave. Et on a caché des jeunes sous un tas
d'ordures. Ils ont pris d'autres jeunes, ils avaient 20 ans et ils les ont
emmenés. On est sans nouvelles. Dix-huit personnes ont pu sortir
avec un drapeau blanc et la milice de Gantamirov (tchéchène
pro-russe) a accompagné jusqu'au block-post ceux qui avaient
des documents d'identité. Cinq jours cela a duré. Ils ont
tout nettoyé et ils sont partis. Alors je suis sorti de la cave,
j'ai enterré les miens dans les cours et je suis parti. Racontez
cela. Notre seule possibilité, c'est de parler aux étrangers.
A la sortie de Nazran, au poste de contrôle Kavkaz 1,
point de rencontre de bien des réfugiés, sur un panneau en
aggloméré délavé par la pluie, une liste écrite
à la main donne, rue par rue, les noms de 40 morts d'Aldi. Le témoignage
que nous avons recueilli est confirmé par d'autres rassemblés
par l'organisation des droits de l'homme Human Rights Watch.
Plus tard, chez le mollah Arbi, Adam Koudaïev confirmera
ces faits. Couturier pour vêtements en cuir, réputé,
il habitait Aldi. La guerre l'a surpris en Estonie, à Tallin. Il
y travaillait depuis six mois dans le vêtement de cuir, s'apprêtait
à ouvrir un restaurant caucasien avec un partenaire estonien. Il
est rentré à Aldi en octobre pour faire sortir sa famille
de Tchétchénie. A la frontière ingouche, au poste de
contrôle, il a dû attendre dans le froid plus de 24 heures.
Notre bébé d'un mois n'y a pas survécu .
Il était revenu à Aldi à la fin janvier
chercher des affaires quand les Russes sont venus nettoyer . Il a pu fuir

avec Charip Youssoupov qui, lui, habite chez le mollah: à Grozny,
ils ont été voisins pendant 17 ans.

Les autres réfugiés d'Aldi vivent dans le camp
Sputnik. Là circule une liste d'une trentaine de tués d'Aldi.

Des femmes du camp sont retournées là-bas le 19 février.

Elles ont compté 116 corps et les ont rassemblés dans la cour
de la mosquée et de l'école. Les vieux ont dit que les
hommes ne doivent pas rentrer. Alors, pour enterrer les morts, on a envoyé
les femmes. Elles ont roulé les corps dans les couvertures et
les ont provisoirement enterrés dans les cours dans des trous de
trente centimètres. Plus tard, on leur donnera une sépulture .

Mais Sergueï Iastrjembksi (le conseiller de Poutine
chargé de l'information sur la Tchétchénie) dira
encore à la télévision que ce sont des boïviki
qui ont été tués et non des civils, il le dira ,
rage le Mollah. Un de ses fils passe son temps à dessiner dans un
cahier d'écolier: des chars, des fusils mitrailleurs, des mosquées.

Les wahabbites ou Poutine, pour nous cela revient au même: ils
nous anéantissent. Parfois, je me demande si cela ne serait pas mieux
pour nous de mourir tous ensemble, d'un seul coup.

JEAN-PIERRE THIBAUDAT

* Libération

Premières images de fosse commune La diffusion
par les télévisions du monde entier, jeudi et vendredi, à
la suite de la BBC, d'un reportage montrant une fosse commune en Tchétchénie
a relancé les accusations lancées contre les forces russes.

Moscou a ordonné une enquête, tout en jugeant
prématuré de tirer des conclusions des images. L'affaire a
été évoquée vendredi entre le ministre des Affaires
étrangères russe Igor Ivanov et le commissaire européen
aux droits de l'homme Alvaro Gil-Robles. Ailleurs à Moscou, le document
a été accueilli avec beaucoup de réserve et la plupart
des réactions ont été hostiles, certaines évoquant
une falsification. Mais le conseiller du Kremlin pour la couverture médiatique
du conflit tchétchène, Sergueï Iastrjembksi a estimé
qu'il s'agissait d'un document sérieux qui exige d'être
étudié en détail, en particulier en ce qui concerne
les circonstances de la mort des Tchétchènes .

Sur les images, qualifiées par la BBC de premiers

indices visuels dignes de foi d'atrocités commises, des cadavres sont enterrés dans des fosses communes; certains ont les pieds attachés, mais il est impossible de distinguer des marques de torture. D'autres montrent des soldats russes arrêtant des Tchétchènes dans un village. L'opération s'est déroulée sous les yeux d'un journaliste allemand que les soldats russes ont laissé faire car ils étaient contre les ordres qu'ils devaient exécuter , a commenté la BBC.

Vendredi, cependant, un caméraman russe a affirmé avoir lui-même tourné ces images pour la chaîne allemande mais il assure que les corps filmés étaient ceux de Tchétchènes victimes des combats et non exécutés.

Par ailleurs, le journaliste russe de radio Svoboda, Andreï Babitski, a été arrêté vendredi par la police russe à Makhatchkala, au Daguestan (Caucase russe). Le sort d'Andreï Babitski était inconnu depuis qu'il avait été échangé le 3 février dernier par Moscou contre des soldats russes prisonniers des Tchétchènes. (D'après Rtr, AFP, AP)

Poutine en campagne pour la dictature de la loi C'est par une lettre ouverte publiée vendredi dans le quotidien Izvestia que Vladimir Poutine a esquissé, pour la première fois, et à un mois seulement de l'échéance électorale, les grandes lignes d'un programme ou, plutôt, d'un catalogue d'idées qui révèlent - ou confirment - bien davantage le style de l'homme que ses intentions concrètes.

Un style dicté par une volonté musclée: une phrase se dégage de ce texte, qui sera sans doute abondamment retenue et commentée, tant elle est lourde de sens, non seulement dans le contexte du conflit tchétchène, mais aussi dans la perspective d'une gestion à long terme de la Russie: aux yeux de Vladimir Poutine, la démocratie, c'est la dictature de la loi .

Certes, le président par intérim fait allusion au développement de groupes criminels dans son pays et il l'attribue aux deux problèmes du gouvernement russe, le manque de volonté et l'absence de fermeté . Il déplore manifestement les violations des lois civiles par les groupes mafieux, par les acteurs de la corruption et de la fraude fiscale, deux maux majeurs qu'il entend combattre en priorité.

Il est impossible de bâtir un libre marché civilisé , écrit ainsi le candidat Poutine, dans une

nation infestée par la corruption. Il est impossible d'aider les pauvres si les gens ne paient pas leurs impôts. Sa détermination est forte: Il est temps de s'attaquer ouvertement aux problèmes. Continuer à les esquiver est beaucoup plus dangereux que de relever le défi.

Mais le président par intérim cite la Tchétchénie comme troisième exemple d'une criminalité inacceptable, en même temps que comme troisième objectif de sa croisade en faveur de la loi, donc d'un Etat fort: Pendant que nous parlions de lutter contre la criminalité, une république entière, une région russe, la Tchétchénie, a été envahie par le monde du crime qui l'a transformé en forteresse .

Pour Vladimir Poutine, aucun doute: le succès de l'armée russe en Tchétchénie constitue un pas véritable vers la prééminence du droit et vers la dictature d'une loi équitable pour tous. C'est le premier pas, d'autres suivront. Faut-il avoir peur d'un tel vocabulaire - le mot dictature , même dans une acception positive - et d'un contexte où une campagne militaire est offerte comme illustration d'un programme civil mis en oeuvre par un Etat fort? Plus un gouvernement est fort, plus la personne est libre , assure Vladimir Poutine.

Qui refuse que la conduite de la guerre en Tchétchénie ou son propre passé au sein du KGB lui soient opposés pour brandir l'épouvantail de l'autoritarisme: Ceux qui nous font peur, en disant que nous allons utiliser cette opportunité pour établir une dictature, sont hantés par leurs propres ombres.

(...) Un grand pays chérit sa liberté et respecte celle des autres.

Et si un seul mot d'ordre devait dominer la campagne du président? Celui de dignité .

J.-P. C.

Garder la dictature et oublier la loi Ce n'est pas un programme électoral. Le document est trop vague, trop axé autour de généralités et de slogans pour constituer l'engagement formel d'un candidat à réaliser des objectifs concrets.

Ce n'est pas non plus un appel électoral censé assurer au candidat le soutien populaire nécessaire pour enlever le scrutin. Vladimir Poutine n'en a pas besoin : selon un dernier sondage, 60 % des Russes lui témoignent leur confiance.

La lettre de Poutine est une sorte de manifeste , une formule populiste, pratiquée par les tsars et par les leaders bolcheviks, pour s'adresser au peuple russe en des occasions particulièrement solennelles.

Dès le départ, il aurait été naïf de croire que Vladimir Poutine doit sa popularité uniquement à la façon, brutale (les terribles révélations filmées par la BBC) et méprisante dont il mène la guerre contre les Tchétchènes. Le manifeste évoque toutes les sources de l'actuelle smouta russe (du nom d'une période de malaise au début du XVIIe siècle) et confirme ce constat. Il constitue, comme il le dit d'ailleurs, un grand inventaire de toutes les frustrations et angoisses des Russes à la fin de leur terrible XXe siècle, ouvert par la chute du tsarisme, dominé par septante ans de désastre communiste, pour culminer par la décennie de l'échec réformiste.

Vladimir Poutine est bien informé. Il est un des anciens hauts officiers de la FSB (héritière du KGB), membre donc de la nouvelle élite de la nation, conscient des faiblesses de son pays, du climat social et des aspirations populaires.

Ce qui explique qu'il y a surtout dans sa longue Lettre trois lignes de force générales, précisément déterminées, parfaitement ciblées psychologiquement.

Il parle donc sans complaisance de la misère économique de son peuple et de son humiliation à l'extérieur, sur la scène mondiale.

Comment faire face? La solution passe par un Etat fort.

Et - mais cela, il ne le dit pas - par un président fort. A cet égard, le manifeste est aussi un discours sur la méthode. Il désigne les massacres en Tchétchénie (les victimes civiles, selon lui, n'existent que dans la propagande occidentale) comme une étape vers un Etat de droit. Et il proclame la dictature de la loi comme son credo politique.

Il ne faut pas faire à Vladimir Poutine de procès d'intention. Mais, si la guerre en Tchétchénie doit guider la Russie, actuellement à la dérive, sur le chemin vers un Etat de droit, non seulement les Russes si confiants, mais aussi les Occidentaux, si complaisants jusqu'aujourd'hui à l'égard de Poutine de Tchétchénie , peuvent légitimement craindre que, des termes de sa formule, la dictature de la loi , le nouveau président

ne garde que la dictature et oublie la loi.

POL MATHIL

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Poutine et l'Otan: une utopie réaliste



Le Soir* - 07 mar. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

La Russie dans l'Alliance atlantique? Chimère mais coup triple: électoral, diplomatique et... financier. La propagande en plus.

ANALYSE L'idée d'une adhésion de la Russie à l'Otan est complètement absurde mais, en la lançant à 20 jours des élections présidentielles(à condition, bien sûr, que la Russie soit traitée comme un partenaire égal), Vladimir Poutine a gagné son pari. Il a en effet réussi à forcer les Occidentaux à s'occuper d'autre chose, à propos de la Russie, que de la Tchétchénie. Les réactions officielles sont évidemment aussi polies que possible. Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, le Britannique George Robertson, a accueilli très chaleureusement l'esprit positif dont a fait preuve le président russe par intérim, mais, sorry , cette adhésion n'est pas actuellement à l'ordre du jour.

UN REVE... Réaction moins naïve chez les plus intéressés, à savoir les anciens satellites soviétiques, actuellement membres de l'Otan. C'est une façon très sympathique de penser, mais dans le registre du rêve et de l'utopie , a jugé lundi le ministre des Affaires étrangères polonais Bronislaw Geremek, dont l'analyse était partagée par ses collègues. Que la Russie fasse partie de l'Otan serait magnifique car cela signifierait que l'Otan n'a plus de raison d'être , a-t-il ajouté, jugeant cependant que les propos de M. Poutine montrent que l'Otan n'est plus perçue par M. Poutine comme un ennemi .

Sur le plan moins diplomatique, le coup de Vladimir Poutine est considéré comme caractéristique de son assurance, son habileté et son pragmatisme.

M. Poutine se montre d'abord très sûr de lui-même. Il donne l'impression de n'accorder aucune importance aux sondages, de ne guère s'occuper de sa cote de popularité. Pour certains, il peut se le permettre dans la mesure où, comme le laissent supposer plusieurs experts, il pourrait remporter le gros lot au premier tour. Pour d'autres, en allant à l'encontre des sentiments populaires anti-occidentaux

(que lui-même a par ailleurs contribué à faire surgir),
il suit sa logique politique qui est de régler les problèmes
du pays sans se soucier de ce que disent les uns et les autres.
Un de ces problèmes tout à fait fondamentaux
est de savoir ce qu'il va faire the day after , le lendemain de son élection.

Sa petite phrase n'excluant pas l'entrée de la Russie dans l'Otan
implique évidemment le risque de voir Vladimir Poutine se priver
d'un certain nombre de voix des durs anti-occidentaux.
Mais, d'une part, il va compenser ce manque par l'adhésion
des réformateurs et des libéraux, et, surtout, il envoie un
signal fort aux Occidentaux, auxquels il manifeste sa volonté de
renouer les rapports, de ne pas s'isoler, de mettre, après plusieurs
mois, fin à la brouille avec l'Occident provoquée par les
bombes de l'Otan en Yougoslavie puis par les brutalités russes en
Tchéchénie.

Selon les spécialistes, à Moscou et en Occident,
la déclaration de M. Poutine va en effet dans le sens d'une possible
réorientation de la politique extérieure russe. L'idée
ne serait pas tant que la Russie entre dans l'Otan mais dans l'Europe.
Vladimir Poutine reconnaît que le système politique
mondial, mis en place après la Seconde Guerre mondiale, n'existe
plus et que la Russie ne dispose pas de moyens réels pour résister
à l'expansion militaire et politique de l'Otan , selon le quotidien
Vremia . Mais, peut-on ajouter, il se rend compte que seule la certitude
occidentale que ce qui reste de la capacité russe de nuire ne sera
pas utilisée contre la stabilité du continent pourra ouvrir
les vannes de l'aide financière et technologique sans laquelle le
décollage de son pays ne sera pas possible.

LE TEMPS DES AFFAIRES C'est pour cela qu'alors que le
sentiment anti-occidental est toujours vif en Russie, M. Poutine risque
quand même d'essayer maintenant de régler ses rapports avec
l'Occident. Le risque de cette opération est très bien calculé.
M. Poutine sait qu'en fait le sort de la Tchéchénie ne figure
pas sur la liste des priorités occidentales, et que, s'il arrivait
à donner de l'affaire tchéchène une image moins atroce,
il pourrait continuer à faire ce qu'il veut dans son pays. Avec l'aide
occidentale en plus...

Le président américain Clinton s'est, il y a
quelques jours, déclaré convaincu que M. Poutine est quelqu'un
avec qui il est possible de faire affaires. L'hypothèse d'une

adhésion de la Russie à l'Otan a déjà été
formulée de nombreuses fois par le passé. En la relançant,
M. Poutine démontre que lui, il est prêt...

POL MATHIL

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Parler à Poutine sans être l'otage de sa «sale» guerre

MIS EN LIGNE LE 10/03/2000 A 00:00

PAR POL MATHIL

Parler à Poutine sans être l'otage de sa «sale» guerre

Deux premières ce vendredi à Saint-Pétersbourg. Le chef du gouvernement britannique Tony Blair sera le premier leader occidental à se rendre en Russie depuis que Vladimir Poutine est devenu président par intérim, le 31 décembre. Et les deux leaders passeront la soirée au théâtre Mariinski pour assister à la première (nouvelle mise en scène) de l'opéra «Guerre et Paix» de Prokofiev.

Leurs entretiens pourraient porter le même titre. Les Britanniques vont évidemment souligner leurs inquiétudes sur la disproportion des moyens utilisés par les Russes en Tchétchénie. Mais ils vont aussi souligner que les divergences sur la Tchétchénie ne devraient pas altérer les efforts de consolidation des liens entre l'Ouest et la Russie.

Certes, si amoureux de musique soit-il, M.Blair aurait pu, pour voir l'opéra de Prokofiev, choisir un autre moment que le jour où débute le dernier sprint électoral de M.Poutine. S'il a décidé de voter Poutine 14 jours avant les Russes, c'est justement pour faire savoir que les 55% de Russes qui souhaitent toujours le voir au Kremlin peuvent, à leurs voix, ajouter aussi celles des Occidentaux.

Ils ont en effet l'impression d'avoir enfin, après de folles années d'«eltsinisme», trouvé en la personne de Vladimir Poutine

quelqu'un, comme dit Bill Clinton, avec qui on peut faire affaire, un homme prévisible et responsable, qui promet de continuer les réformes sans tolérer leur côté «sauvage» et leurs bénéficiaires accapareurs.

Pour accréditer cette image, M.Poutine a fait quelques gestes significatifs. Il a notamment écarté de son entourage Tatiana Diatchenko, la fille de l'ex-président, et Pavel Borodine, deux des personnes les plus mouillées dans les scandales qui ont terni la dernière phase du règne d'Eltsine.

MANOEUVRES D'APPROCHE

Il a aussi annoncé la mise à l'écart de la politique du principal «oligarque», Boris Berezovsky. Il a fait venir en revanche ses amis de Saint-Pétersbourg, plutôt inconnus et pas compromis, comme Léonid Reyman, le nouveau ministre des Communications, et Valeri Yachine, patron des télécoms.

L'Occident croit avoir tout intérêt à aider M.Poutine à renforcer sa légitimité internationale, à le pousser à se préoccuper des affaires étrangères.

Les relations entre la Russie et l'Ouest se sont en effet fort détériorées depuis les frappes de l'Otan contre la Yougoslavie au printemps 1999. Les critiques de l'étranger contre l'opération de Tchétchénie, lancée et soutenue par M.Poutine, ont encore tendu la situation.

Or, les leaders du monde sont d'accord pour estimer que leurs rapports avec la Russie ne doivent pas être otages de la guerre en Tchétchénie, si cruelle et si cynique soit-elle. D'autant moins que, ces derniers temps, la diplomatie russe a tenté de normaliser les relations, notamment en promettant de renouer les liens avec l'Otan, à l'occasion de la visite du secrétaire général de l'Alliance, George Robertson, le 16 février à Moscou.

M.Poutine lui-même a causé la surprise en suggérant que la Russie pourrait un jour adhérer à l'Alliance atlantique. Quarante-huit heures plus tard, il a déclaré avoir été mal compris, mais le démenti était si ambigu et maladroit qu'il n'a

rien enlevé à l'essentiel du message: Vladimir Poutine sait que, comme disait Clemenceau, Faire la paix est plus difficile que faire la guerre .

Dans la vie, pas à l'opéra.

POL MATHIL

Tchéchénie: poids des larmes, coût des armes



Le Soir* - 10 mar. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Tchéchénie: poids des larmes, coût des armes ...

Tchéchénie: poids des larmes, coût

des armes L'état-major russe semble avoir identifié un

nouvel adversaire en Tchéchénie: le printemps, dont l'arrivée

dans les montagnes caucasiennes signifiera le retour d'une végétation

propice au camouflage et aux actions d'indépendantistes contraints

à mener une guerre de partisans.

Les militaires et les policiers du ministère de l'Intérieur

ont tiré argument de cette perspective pour fixer un nouveau délai

à l'élimination des derniers rebelles: d'ici à

la fin de mars .

Et ce n'est pas un hasard si cette échéance correspond

à celle de l'élection présidentielle, le 26 mars: son

favori, le président par intérim Vladimir Poutine, accueillerait

avec plaisir l'annonce d'une victoire qu'il a promise à l'heure d'entamer

son ascension dans les sondages.

Mais une autre urgence s'est imposée. Celle de mettre

fin à la litanie des pertes humaines que les autorités russes

éprouvent de plus en plus de mal à minimiser. A cet égard,

le massacre de 20 policiers pris dans une embuscade le jeudi 2 mars près

de Grozny et les funérailles très médiatisées

faites à onze d'entre eux, dans le cadre symbolique de la ville historique

et religieuse de Sergiyev Posad (ex-Zagorsk), non loin de Moscou, ont à

coup sûr constitué un tournant: on peut masquer des bilans,

pas les larmes des veuves.

Aujourd'hui, la vérité officielle s'articule

autour du constat fait par le colonel Guennadi Alyokhine, le chef du centre

de presse pour le Caucase du Nord: Malheureusement, oui, nous avons enregistré

des pertes. Mais elles sont insignifiantes comparées à celles

des rebelles.

Ce que cela donne en chiffres? Impossible, évidemment,

de départager les propagandes croisées. Mais des sources tierces

permettent d'apporter des corrections: ainsi l'agence russe d'informations

militaires AVN a-t-elle affirmé mardi qu'un affrontement, la semaine

passée, avait fait 86 victimes parmi les parachutistes russes, et

non 31 comme le commandement en chef l'avait annoncé.

Il est encore intéressant de noter que la même

agence AVN, citant des officiers russes, résume cet épisode

sanglant comme l'encerclement de 90 hommes par quelque... 2.000 indépendantistes.

Qui, eux, auraient perdu 500 des leurs. Un quart!

DEPUIS OCTOBRE, 120 MILLIARDS Ce récit témoigne

en fait des difficultés qu'éprouvent les forces russes à

réduire la résistance des Tchétchènes dans le

sud de la petite république. Plus d'une semaine après la chute

de ce qui était réellement le dernier gros bastion indépendantiste,

le bourg de Chatoï, les Russes ont affirmé jeudi avoir totalement

écrasé les rescapés réfugiés dans

les gorges d'Argoun.

Ici encore, les bilans sont invérifiables: Moscou parle

de 150 Tchétchènes tués pendant la seule journée

de mercredi, de 600 pour les cinq jours de l'opération, mais reconnaît

la perte de 84 paras en quatre jours, la semaine dernière.

La réalité militaire est donc celle d'affrontements

aussi localisés que violents entre une guérilla indépendantiste

et des forces russes qui en sont restées à une disposition

classique, la majorité des 50.000 hommes occupant désormais

dans les plaines des positions figées de contrôle. Sans y avoir

éliminé la menace de coups isolés, comme l'a montré

l'embuscade de Grozny.

Le pouvoir russe devra donc maintenir longtemps de très

importantes forces en Tchétchénie. Un engagement qui ne manquera

pas de saigner plus encore le budget de l'Etat. Selon le député

à la Douma et colonel de réserve Serguei Youchenkov, cité

par Nezavisimaya Gazeta, les soldes des militaires et policiers coûteraient

3,6 milliards de francs par mois; le carburant et les munitions quelque

1,6 milliard. En janvier et février, les opérations auraient

au total exigé 9,5 milliards de francs.

L'expert qu'est Youchenkov, qui puise ses chiffres à

de bonnes sources, tente même un devis : Si le nombre d'hommes

en Tchétchénie est divisé par deux (l'intention

affichée de l'état-major), les coûts tourneraient

encore autour de 1,5 milliard de roubles (2,2 milliards de francs)

par mois. Sans parler des milliards d'investissements qu'exigera une

occupation durable.

Le coût de la guerre depuis octobre, estimé à

120 milliards de francs, impose une formidable ponction dans les moyens de la Russie. Elle a déjà effacé le surplus de revenus pétroliers que la Fédération attendait de la hausse du brut. Et elle équivaut au montant des nouveaux emprunts que le vice-Premier ministre Mikhaïl Kasianov a annoncés le 28 février pour assurer le service de la dette extérieure...

JEAN-PAUL COLLETTE

Parler à Poutine sans être l'otage de sa sale guerre Deux premières ce vendredi à Saint-Pétersbourg.

Le chef du gouvernement britannique Tony Blair sera le premier leader occidental à se rendre en Russie depuis que Vladimir Poutine est devenu président par intérim, le 31 décembre. Et les deux leaders passeront la soirée au théâtre Mariinski pour assister à la première (nouvelle mise en scène) de l'opéra Guerre et Paix de Prokofiev.

Leurs entretiens pourraient porter le même titre. Les Britanniques vont évidemment souligner leurs inquiétudes sur la disproportion des moyens utilisés par les Russes en Tchétchénie. Mais ils vont aussi souligner que les divergences sur la Tchétchénie ne devraient pas altérer les efforts de consolidation des liens entre l'Ouest et la Russie.

Certes, si amoureux de musique soit-il, M.Blair aurait pu, pour voir l'opéra de Prokofiev, choisir un autre moment que le jour où débute le dernier sprint électoral de M.Poutine.

S'il a décidé de voter Poutine 14 jours avant les Russes, c'est justement pour faire savoir que les 55% de Russes qui souhaitent toujours le voir au Kremlin peuvent, à leurs voix, ajouter aussi celles des Occidentaux.

Ils ont en effet l'impression d'avoir enfin, après de folles années d'eltsinisme, trouvé en la personne de Vladimir Poutine quelqu'un, comme dit Bill Clinton, avec qui on peut faire affaire, un homme prévisible et responsable, qui promet de continuer les réformes sans tolérer leur côté sauvage et leurs bénéficiaires accapareurs.

Pour accréditer cette image, M.Poutine a fait quelques gestes significatifs. Il a notamment écarté de son entourage Tatiana Diatchenko, la fille de l'ex-président, et Pavel Borodine, deux des personnes les plus mouillées dans les scandales qui ont terni la dernière phase du règne d'Eltsine.

MANOEUVRES D'APPROCHE Il a aussi annoncé la mise à l'écart de la politique du principal oligarque , Boris Berezov-sky. Il a fait venir en revanche ses amis de Saint-Pétersbourg, plutôt inconnus et pas compromis, comme Léonid Reyman, le nouveau ministre des Communications, et Valeri Yachine, patron des télécoms.

L'Occident croit avoir tout intérêt à aider M.Poutine à renforcer sa légitimité internationale, à le pousser à se préoccuper des affaires étrangères.

Les relations entre la Russie et l'Ouest se sont en effet fort détériorées depuis les frappes de l'Otan contre la Yougoslavie au printemps 1999. Les critiques de l'étranger contre l'opération de Tchétchénie, lancée et soutenue par M.Poutine, ont encore tendu la situation.

Or, les leaders du monde sont d'accord pour estimer que leurs rapports avec la Russie ne doivent pas être otages de la guerre en Tchétchénie, si cruelle et si cynique soit-elle. D'autant moins que, ces derniers temps, la diplomatie russe a tenté de normaliser les relations, notamment en promettant de renouer les liens avec l'Otan, à l'occasion de la visite du secrétaire général de l'Alliance, George Robertson, le 16 février à Moscou.

M.Poutine lui-même a causé la surprise en suggérant que la Russie pourrait un jour adhérer à l'Alliance atlantique.

Quarante-huit heures plus tard, il a déclaré avoir été mal compris, mais le démenti était si ambigu et maladroit qu'il n'a rien enlevé à l'essentiel du message: Vladimir Poutine sait que, comme disait Clemenceau, Faire la paix est plus difficile que faire la guerre .

Dans la vie, pas à l'opéra.

POL MATHIL

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Une campagne de routine pour l'élection de Poutine



Le Soir* - 13 mar. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Une campagne de routine pour l'élection de Poutine...

Une campagne de routine pour l'élection de Poutine

Tony Blair n'est pas inscrit sur les listes électorales russes.

Mais le suffrage que le Premier ministre britannique a accordé au favori de la présidentielle, l'actuel chef de l'Etat par intérim Vladimir Poutine, en quittant Saint-Péters-bourg dimanche, vaut quelques millions de bulletins dans les urnes.

Dans les termes, la portée de son jugement dépasse de loin l'échéance du 26 mars. Tony Blair s'est en effet déclaré séduit par la personnalité de Vladimir Poutine et il estime positive l'évolution de la situation humanitaire en Tchétchénie.

Voilà un regard étonnant de certitude sur les deux thèmes qui, jusqu'ici, ont maintenu une énorme zone d'ombre sur le prochain président de la Russie: l'homme reste largement inconnu, trop identifié à l'agent du KGB qu'il fut avant d'entrer en politique à Saint-Pétersbourg, tandis que son action la plus lisible, depuis son adoubement par Boris Eltsine, comme Premier ministre puis comme successeur, se résume à sa conduite extrêmement brutale de la guerre en Tchétchénie.

Il semble en tout cas que le courant soit très bien passé entre le Britannique et le Russe, respectivement âgés de 46 et de 47 ans. Par quoi donc Tony Blair a-t-il été séduit chez le nouvel occupant du Kremlin? Il est facile à vivre, très ouvert, d'un abord aisé et il apprend vite. Le Premier ministre du Labour pense même que M. Poutine fait partie d'une génération de leaders en Russie, très ouverts et tournés vers l'avenir, avec lesquels nous avons besoin de développer des relations.

Et quels arguments le président russe a-t-il utilisés pour que son visiteur retienne une conclusion positive de leurs échanges sur la Tchétchénie? Essentiellement, la possibilité (et seulement la possibilité) d'une coopération de la Russie avec des organisations comme l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et le Conseil de l'Europe. Peut-être

une enquête. Vladimir Poutine a même affirmé que son pays devait corriger sa politique en matière de droits de l'homme, y compris en Tchétchénie .

Tony Blair a choisi de croire à des changements , à un signe très positif . De prendre les paroles du futur président russe pour argent comptant. Au risque de s'attirer les foudres de ses adversaires à Londres: dès avant le retour du Premier ministre, le Sunday Telegraph estimait que la rencontre de Saint-Pétersbourg avait été un triomphe de propagande pour Vladimir Poutine, qualifié par le journal de boucher de Grozny.

A quinze jours du scrutin présidentiel que l'intérimaire du Kremlin devrait remporter haut la main, la première expression du Sunday Telegraph , celle qui constate un triomphe de propagande , pourrait aussi s'appliquer à la séduction que le favori exerce sur la population russe. La majorité de celle-ci ne connaît pourtant pas Vladimir Poutine depuis plus longtemps que Tony Blair et il y a gros à parier qu'elle se soucie moins que lui des exactions dans le Caucase.

DE FORTES FORMULES TIENNENT LIEU DE PROGRAMME En réalité, ce que révélera Poutine de ses intentions concrètes et ce que les Russes en croiront constituent les véritables enjeux des deux dernières semaines de cette course en solitaire et, surtout, des premières semaines d'après le 26 mars.

Quand la guerre en Tchétchénie sera effectivement terminée dans sa phase de combats - et tout indique qu'aujourd'hui ceux-ci se réduisent à deux poches de résistance tchétchène dans les montagnes. Quand les dépouilles d'hommes jeunes ne seront plus portées en terre avec une régularité de plus en plus criante. Quand les vrais bilans seront établis dans les familles.

Et quand les Russes rappelleront à leur nouveau président ses slogans en matière de salaires, de pensions, de sécurité, d'ordre social...

Car Vladimir Poutine n'a pas été avare de fortes paroles, à l'adresse de l'immense majorité des Russes qui n'ont pas accès aux médias critiques. Puisqu'il ne doit même plus tenir compte de la compétition, il distille régulièrement des formules qui, à quinze jours de l'échéance, lui tiennent toujours lieu de programme. Comme la fameuse dictature de la loi ...

A Moscou et dans les milieux mieux informés, la circonspection

le dispute à l'inquiétude.

Ainsi quand Vladimir Poutine tire ses conclusions de l'affaire Babitsky (le journaliste de Radio Liberté qui dérangeait par sa couverture du conflit tchéchène, qui fut arrêté par les Russes dans le Caucase, remis à des Tchétchènes, longuement détenu, puis libéré et inculpé en Russie), en estimant qu' il aurait dû respecter la loi russe s'il voulait être traité selon la loi .

Ainsi quand il avance la présomption d'innocence, une règle d'or dans tout système démocratique , lorsqu'on lui reproche de ne rien avoir entrepris ou fait entreprendre contre son précédent patron dans l'administration présidentielle, Pavel Borodine, impliqué dans plusieurs affaires de corruption.

La capacité à invoquer le droit dans deux lectures opposées inspirait ce commentaire à Nikolaï Petrov, du Centre d'études Carnegie à Moscou, dans le Moscow Times de samedi: Il est clair que Poutine s'identifie lui-même aux intérêts de l'Etat et qu'il entend déterminer lui-même ce que sont ces intérêts. Dans ses références constantes à la dictature de la loi , il semble qu'il la comprenne comme la dictature de ceux qui ont obtenu le droit d'établir cette loi.

Si les sondages ont raison, aucun des dix candidats qui lui restent opposés ne sont déjà plus en mesure de lui contester la légitimité de ce droit. Le 27 mars, Vladimir Poutine devrait être au-delà des mots.

JEAN-PAUL COLLETTE

Pas de secret mais un phénomène derrière la victoire annoncée Les jeux sont-ils faits? Un seul tour sera-t-il suffisant pour que Vladimir Poutine devienne le deuxième président de la Fédération de Russie issu du suffrage universel? Tout l'indique. Quatorze jours avant l'élection, il est crédité de 59% des intentions du vote. Si elles se confirment le jour J , l'actuel président par intérim deviendra président tout court.

Son principal rival, le candidat communiste Guennadi Ziouganov, arrive loin (30 points) derrière, suivi par le réformateur d'opposition Grigori Iavlinski avec... seulement 4%.

La question est posée: y a-t-il un secret Poutine

? Un secret, peut-être pas. Pourtant, la réponse semble facile.

La formidable ascension d'un homme pratiquement inconnu il y a huit mois

à peine reflète l'immense fatigue des Russes, leur nostalgie d'un peu d'ordre et de stabilité, leur souhait de se doter d'un vodj , un chef, de voir un homme fort, qu'ils croient en outre honnête, aux commandes du pays.

S'il n'y a pas de secret, il y a certainement un phénomène Poutine . Cet homme sans charisme, d'un physique peu imposant, toujours soigné mais d'un style très apparatchik , apparaît aujourd'hui, selon une récente étude sociologique, comme un grand frère protecteur qui inspire la sympathie, la confiance, le respect et la... peur. Et qui incarne à la fois la jeunesse, par opposition au grand-père Boris Eltsine, et la force, grâce à ses succès militaires en Tchétchénie.

Même la dérision semble jouer en sa faveur.

Contrairement à Eltsine, il marche tout seul , ironise la presse, et il répond intelligiblement aux questions . Poutine n'a rien de particulier, à l'exception de ses muscles et de manches un peu longues, mais ces dernières cachent les premiers , constate le quotidien Kommersant .

Pour certains, le processus de canonisation est en cours, pour les autres le tsar revient ...

Derrière quelques gestes de fausse modestie, M. Poutine, ancien officier du KGB, qui n'a jamais détenu un poste électif, semble être très sûr de lui-même. Au point de se permettre de négliger... la campagne électorale. Apparemment, il n'en mène aucune. Pas de meeting, ni de publicité. Il a même renoncé à son temps à la télévision, pourtant le seul moyen d'arriver dans chaque foyer en Russie. Mais seulement en apparence. En réalité, cette non-campagne est très professionnellement calculée par son état-major. Trop... occupé, le candidat ne participe pas aux débats (il n'est pas un bon polémiste), ne danse pas devant la foule, promet peu.

Le chef travaille , expliquent ses conseillers en image.

A la place des engagements, il y a des slogans: il faut bannir la pauvreté, reconstruire un Etat fort, restaurer la place de la Russie dans le monde.

Le programme électoral est remplacé par un manifeste, une lettre ouverte aux électeurs . Avec pour principal message: les années Poutine seront exactement à l'opposé des années Eltsine.

La majorité des Russes assument le risque de le croire.

Dans les Koukly (les guignols russes), Vladimir Poutine a été
montré dans un hôpital où les malades implorent l'aide
d'un docteur. Il arrive en blouse blanche avec, dans les mains, un lance-flammes
et une hache...

POL MATHIL

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

La Russie vote dimanche (I) A la roulette russe, les jeux sont faits Le président a.i. se raconte mais ne se dévoile pas MODE D'EMPLOI

PAR POL MATHIL

Le 21/03/2000 à 00:00

A la roulette russe, les jeux sont faits

La Russie vote

dimanche (I).

L'homme qui présidera la Russie est connu: Poutine. Seule incertitude du scrutin: son projet politique...

A cinq jours de la deuxième élection pluraliste d'un président de la Russie, les jeux semblent faits. Selon les derniers sondages, la majorité des Russes (59 %) a l'intention de se rendre aux urnes le 26 mars et la majorité de cette majorité (encore 59 %) entend voter pour Vladimir Poutine. Qui pourrait donc s'imposer dès le premier tour.

Le candidat communiste Guennadi Ziouganov arriverait loin derrière, avec 22 % des voix, suivi par le réformateur d'opposition Grigori Iavlinski qui ne récolterait que 4 %. Neuf autres candidats tenteront leur chance, sans la moindre... chance.

Le président de la commission électorale centrale Alexandre Vechniakov estime que le taux de participation devrait être aussi élevé qu'aux législatives de décembre 1999, soit au moins 60 % des électeurs. Il reste que le Kremlin redoute un taux élevé d'abstentions ou de votes blancs le 26 mars car de nombreux Russes pourraient estimer qu'on connaît déjà le grand vainqueur du scrutin. Or, pour que le scrutin soit valable, plus de la moitié des électeurs enregistrés doivent y prendre part. En outre, si le nombre de votes blancs dépasse le nombre de votes en faveur du candidat en tête, l'élection n'est pas valable.

UNE ANTI-CAMPAGNE EFFICACE

En l'absence de tout suspense et bien que l'enjeu politique soit historique et déterminera l'avenir de la Russie, la campagne électorale est plutôt terne. Tout le monde s'ennuie : les candidats font semblant de lutter pour les suffrages, les commentateurs font semblant d'observer cette lutte, et les électeurs font semblant de s'intéresser à ce qui se passe, constate désabusé le quotidien Izvestia.

Ce ne sont qu'apparences. Indifférent aux sondages, absent des meetings, refusant de participer à tout débat contradictoire public ou de tourner des spots électoraux (qu'il a comparés à une publicité pour « des Tampax ou des Twix »), Vladimir Poutine mène en fait une anti-campagne très efficace et gère parfaitement sa popularité. Il est omniprésent sur les écrans et se maintient en tête de tous les sondages. Et s'il a refusé d'affronter à la télévision son principal concurrent, le leader communiste Ziouganov, c'est que, selon les observateurs et selon Poutine, participer à un débat direct ne ferait que donner de l'importance à un concurrent en le présentant comme un égal.

Absent du débat, Vladimir Poutine était présent lundi à... Grozny, où il s'est rendu en avion de chasse Soukhoï-27 (il occupait la place du copilote) pour rencontrer les commandants militaires. Il lui fallait rassurer plus d'un tiers des Russes (35 %) qui, selon un sondage, estiment que l'offensive contre la Tchétchénie n'est pas menée de façon suffisamment ferme et efficace. Chiffre qui a augmenté de 6 points par rapport à novembre 1999; 45 % de Russes se déclarent satisfaits, alors que 10 % seulement jugent que les actions militaires sont menées de façon trop dure et précipitée.

M. Poutine a profité de son voyage pour se déclarer, pour la première fois, prêt à engager des négociations avec eux. Nous sommes prêts à entamer des négociations même avec ces gens-là, pour régler les problèmes du territoire où nous nous trouvons par la voie de négociations pacifiques et d'un processus politique, a-t-il déclaré. Tout en menaçant ceux qui refuseraient la négociation d'être étranglés sur place...

DES GADGETS SANS SUCCÈS

Certains concurrents du président ad interim ont voulu sortir du piège de la non-campagne. Ils ont cherché à être originaux, sans grand succès. Le candidat ultranationaliste Vladimir Jirinovski est allé voir une voyante... sous les caméras. L'intellectuel réformateur Grigori Iavlinski s'est forcé à partager la soupe des soldats dans une caserne, avant de donner son sang dans un hôpital... Un défilé de prostituées et le soutien d'une association de masseuses au candidat Iouri Skouratov, ex-procureur en chef de Russie et héros d'un scandale mêlant - sexe et politique, n'ont que peu agité le long fleuve tranquille de la campagne. Le désintérêt est tel qu'à Kazan, dans le Tatarstan, des centaines de supporters de foot ont inondé de coups de fil une télé locale qui voulait couper la diffusion d'un match pour retransmettre un débat électoral.

En fait, la campagne électorale de Vladimir Poutine a pris fin le 31 décembre, lorsque Boris Eltsine l'a « désigné » à sa succession. A ce moment-là, la guerre en Tchétchénie avait déjà fait de lui le meilleur candidat pour les Russes. Les temps ont donc changé. L'écart entre les émotions passées et la monotonie actuelle est frappant. Les débats, avec les spots électoraux, constituaient un grand moment des campagnes précédentes. On se rappelle l'effet presque magique qu'avaient produit sur les Russes

les spots inédits de Boris Eltsine avant la présidentielle de 1996. Dont celui, sans doute, décisif : C'est moi ou le communisme...

Cela dit, si, à quelques jours du scrutin, on semble connaître le futur président, on ignore tout de sa politique future. L'enjeu humain n'existe plus. L'enjeu politique demeure entier.

POL MATHIL

Le président a.i. se raconte mais ne se dévoile pas

Merci Natacha, grâce à vous, nous le connaissons mieux... Natacha, c'est Natalia Gevorkhian, journaliste au « Kommersant ». Lui, c'est Vladimir Poutine. Ensemble, avec un autre journaliste, Andrei Kolesnikov, et une responsable du service de presse du Kremlin, ils ont passé 24 heures, en l'espace d'un mois et six rencontres. En conversant. Le résultat est mitigé : il est sûr que Natacha est célèbre; il est moins évident que Poutine soit mieux connu.

Certes, intitulé « A la première personne : conversations avec Vladimir Poutine », le livre publié par la maison d'édition « Vagrius » contient des détails intéressants. Vladimir Poutine parle notamment pour la première fois de son passé au KGB. Des livres, des films m'ont fait rêver d'une vie d'espion, cela me paraissait inaccessible comme la planète Mars, dit le favori du scrutin du 26 mars. Volodia (diminutif de Vladimir) s'est donc rendu, à 15 ans, au siège du KGB de Leningrad (Saint-Petersbourg), mais a été éconduit car on n'accepte pas les gens qui se présentent eux-mêmes. Sur le conseil de l'officier rencontré ce jour-là, Vladimir fera des études de droit, pour finalement entrer au KGB en 1975.

Beaucoup de gens coopéraient avec les « organes ». Nonante pour cent des informations des services secrets étaient recueillies auprès de citoyens soviétiques, explique-t-il. Tout en reconnaissant n'avoir jamais été dissident au sein du KGB, il critique la persécution des dissidents : C'était, dit-il, le comportement d'un Etat totalitaire.

Sur 16 ans passés au KGB, il en a passé cinq en Allemagne de l'Est. Je comprenais déjà que ce système n'avait pas d'avenir. Et que l'URSS n'en avait pas non plus, déclare-t-il aujourd'hui.

Les auteurs affirment avoir découvert un autre Poutine : franc et spontané. Il raconte notamment : Mon grand-père était cuisinier, visiblement un bon professionnel car il a été le cuisinier de Lénine, puis de Staline.

En août 1991, lors de la tentative de putsch contre Mikhaïl Gorbatchev, à laquelle participait le chef du KGB de l'époque, Vladimir Krioutchkov, M. Poutine dit avoir compris qu'il n'obéirait jamais aux putschistes. J'ai démissionné (du KGB). C'était difficile, d'autant plus que j'étais un bon officier et que je n'avais pas à me plaindre.

En juillet 1998, haut cadre dans l'administration présidentielle, il est nommé par Boris Eltsine à la tête des services secrets rebaptisés FSB. Je ne peux pas dire que cela m'ait fait plaisir : je ne voulais pas trop revenir sur mes pas. Mais il a cédé et, aujourd'hui, il défend la réputation des « services ».

A une question sur l'éventuelle implication des services secrets dans les attentats terroristes en septembre dernier, M. Poutine répond : C'est du délire total. Il n'existe pas au sein des services secrets de gens capables de commettre un tel crime. L'hypothèse n'est qu'un élément d'une guerre médiatique contre la Russie ...

Les auteurs du livre avouent: Quand Vladimir Vladimirovitch est fâché, il ne soigne guère son langage. Mais ils ne le citent pas. Dommage. Quelques échantillons de ce « langage » auraient permis de le connaître encore mieux. Sans trop peser sans doute sur le choix des électeurs...

P. MI

MODE D'EMPLOI

Les pouvoirs présidentiels en Russie. Comment, si tout va bien, Vladimir Poutine va-t-il se sentir dans le costume présidentiel taillé sur mesure pour Boris Eltsine, un homme plus grand, plus lourd et plus... large, au propre comme au figuré? Très bien, sans doute.

Conformément à la Constitution adoptée le 12 décembre 1993, le président russe dispose de larges pouvoirs. Elu pour quatre ans il détermine les grandes lignes de la politique intérieure et extérieure, est commandant en chef des forces armées, nomme le chef du gouvernement qui doit être confirmé par la Douma. Il peut cependant dissoudre l'assemblée, si elle rejette à trois reprises la candidature du Premier ministre ou si elle censure à trois reprises le gouvernement. Il présente pour approbation au parlement un candidat à la présidence de la Banque centrale, des candidats à la Cour constitutionnelle, à la Cour suprême et au poste de Procureur général, nomme et limoge les commandants des forces armées, décrète la loi martiale, instaure l'état d'urgence, confirme la doctrine militaire de la Russie, a le droit de suspendre les actes pris par les pouvoirs exécutifs, édicte des décrets, nomme et rappelle les représentants diplomatiques, décide de l'octroi de l'asile politique et dispose du droit de grâce.

On attribue à Vladimir Poutine l'intention de modifier certaines parties de la Constitution. Notamment de proposer la prolongation du mandat présidentiel à... 7 ans, au lieu de quatre.

© Rossel & Cie - 2020

Conditions générales d'utilisation - Conditions générales de vente - Politique

de cookies - Politique de Protection Vie privée - Charte des médias - Droits de reproduction

Dans son fief, Poutine serait plutôt «la mite» qu'un mythe

PAR ANNE NIVAT

Le 21/03/2000 à 00:00

Dans son fief, Poutine serait plutôt «la mite» qu'un mythe

SAINT-PÉTERSBOURG

De notre envoyée spéciale

Elle se balance entre deux maisons d'une rue piétonne, dans le centre, secouée par un vent glacial. A Saint-Pétersbourg, la banderole «élections présidentielles du 26 mars» est le seul élément visible de la campagne électorale. Il n'y a aucune autre affiche de propagande pour les douze candidats en lice qui s'affronteront pourtant dans quelques jours.

Les médias locaux, télévision et presse écrite, ne semblent pas non plus se soucier de ce scrutin fédéral, leur attention étant tournée vers une autre élection, prévue pour le 12 mai: la course au poste de «gouverneur», le maire de la ville.

Le fait même que le «favori» du scrutin, Vladimir Poutine, soit natif de la «capitale du Nord» et qu'il y ait accompli la majeure partie de sa carrière semble au contraire particulièrement ennuyer les Saint-Péters- bourgeois, pour lesquels, à l'instar de l'opinion publique du pays, les jeux sont déjà faits. Cependant, il y a ceux qui voteront pour lui sans hésiter, parce qu'il n'a rien fait de mal dans notre ville lorsqu'il était dans l'équipe d'Anatolii Sobtchak (l'ancien maire démocrate décédé fin février), comme l'affirme Karl Chlemenzone, ingénieur; et il y a ceux qui doutent, comme Emma Savieleva, biologiste à la retraite: Peut-être est-ce justement parce qu'on a été témoin du fait qu'il n'a rien fait de spécial chez nous qu'on doute de sa véritable stature présidentielle. Ici, l'intelligentsia a toujours été plus libérale qu'ailleurs. Aussi étonnant que cela puisse paraître, le score de Poutine ne sera pas plus élevé ici. Et il y a son passé au KGB (services secrets russes, rebaptisés FSB) que l'on ne peut pas oublier, commente-t-elle, assise à sa table de cuisine.

«OBSÉDÉ PAR L'IDÉE

NATIONALE»

Pour Boris Poustyntsiev, président de la section locale de l'organisation de défense des droits de l'homme «Human Rights Watch», le passé du favori de ce scrutin pourrait effectivement apparaître comme un frein à son élection: Son appartenance à

cette terrible organisation, le KGB, en dit long, et cela se remarque dans la différence avec laquelle il s'adresse aux Russes et aux étrangers. Son idée de «nouveau nationalisme russe» peut facilement mener au vieil atavisme russe de l'isolement. Et si un homme qui occupe le poste de Premier ministre et celui de président par intérim est tant obsédé par l'«idée nationale», c'est qu'il est très dangereux. Bien sûr, il n'est jamais guère plus concret, mais d'autres s'en occupent pour lui: des cours spéciaux sur l'«idée nationale» ont été introduits dans les universités, explique-t-il, l'air soucieux.

Encore plus précis, Kirill Boldovskii, qui a travaillé un peu plus de trois ans sous la direction de Vladimir Poutine au «Comité des relations extérieures de la mairie», explique quelle était l'importance du KGB pour le futur éventuel président: Vladimir Vladimirovitch a toujours eu une représentation idyllique de son travail dans les «organes». Son obsession a toujours été de répondre à la question suivante: le renforcement des structures dites «de force» est-il inévitable pour le bon fonctionnement du pays? Deux voies sont possibles: soit il élargit ces fonctions, soit il les réorganise de façon à ce qu'elles fonctionnent normalement. J'espère qu'il choisira la seconde voie. Il faut que ces structures travaillent mieux et non pas qu'elles aient davantage de pouvoir.

Mais, en général, à Saint-Pétersbourg, on a plutôt de la peine à se remémorer «l'homme Poutine», comme n'hésite pas à l'affirmer Andrei Bakonine, ancien officier devenu président de l'agence d'investigation «A et R»: Poutine, à l'opposé de son supérieur Sobtchak, ne se donnait jamais en spectacle, donc quasiment personne ne se souvient de lui. Fait amusant, son surnom au KGB était «la mite», parce qu'il restait toujours dans l'ombre. D'autre part, je ne vois rien de nouveau au discours «poutinien»: éliminer les criminels, déclarer la guerre à la prostitution, affirmer que ces batailles seraient toutes terminées en six mois, c'est tout ce que Sobtchak nous avait promis pour la ville de Saint-Pétersbourg. Ce ne sont rien d'autre que des slogans.

C'EST SON ÉQUIPE

QUI LE CRÉE

Depuis que Vladimir Poutine est devenu un candidat plus que sérieux à la présidentielle, des ribambelles de journalistes russes et étrangers sont passés à Saint-Pétersbourg dans l'espoir de comprendre les clés de sa popularité ou de trouver des éléments scandaleux de sa vie sur les bords de la Neva. Peine perdue.

Il y a bien quelques rumeurs d'«affaires» qui ont éclaté en 1991, selon lesquelles Poutine, alors à la tête du «Comité des affaires extérieures», aurait fixé des prix anormalement bas à l'exportation de matériaux précieux et empoché la différence mais, selon Andrei Bakonine, il n'y a aucun document prouvant la corruption et l'intention criminelle est quasiment improuvable. Non, décidément, rien à redire.

Aux suppositions d'autoritarisme de Poutine ou au fait qu'il aurait tendance à gouverner seul, n'écoulant que sa propre étoile, son ancien collaborateur à la mairie, Kirill Boldovskii, répond par la négative: Je n'ai pas eu beaucoup de chefs dans ma vie, mais c'était indéniablement un des meilleurs, car il comprend réellement les problèmes de ses subordonnés. Je ne l'ai jamais entendu donner des ordres, alors que c'était l'habitude de Sobtchak. Je dirais que c'est plutôt l'équipe dans son entourage qui le crée et non le contraire: Poutine a l'habitude d'écouter ceux en qui il a vraiment confiance, et parfois il fait même trop confiance, finit par expliquer l'ancien fonctionnaire devenu consultant.

Malgré ces bons souvenirs, Boldovskii ne sait pas encore s'il donnera sa voix à son ancien chef: Voter pour un type bien - c'est objectivement ce qu'est Poutine - je ne suis pas contre, mais ce n'est pas un programme présidentiel. Je connais ceux qui travaillent dans son entourage et cela ne me dit rien de bon. Ce qui doit être changé dans ce pays devrait être discuté avant les élections et non après, soupire-t-il.

ANNE NIVAT

© Rossel & Cie - 2020

Conditions générales d'utilisation - Conditions générales de vente - Politique de cookies - Politique de Protection Vie privée - Charte des médias - Droits de reproduction

Le sacre du tsar Poutine aura-t-il lieu dimanche?



Le Soir* - 25 mar. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Le sacre du tsar Poutine aura-t-il lieu dimanche? MOSCOU De notre correspondante particulière Jour J-1: alors que l'élection présidentielle...

Le sacre du tsar Poutine aura-t-il lieu dimanche? MOSCOU

De notre correspondante

particulière

Jour J-1: alors que l'élection présidentielle

doit avoir lieu ce dimanche, le seul suspense piquant encore la curiosité

des rares Russes pas totalement indifférents au scrutin concerne

le nombre de tours éventuels. Parmi ceux qui prévoient une

victoire de Vladimir Poutine, on trouve les deux instituts de sondage les

plus sérieux (dont l'un, le VtSIOM, estime que le dauphin désigné

par Boris Eltsine devrait recueillir entre 53 et 55 % des suffrages exprimés),

et... Gueorgui Rogozine, ancien astrologue assermenté du Kremlin

du temps d'Eltsine.

Selon ce sage , Vladimir Vladimirovitch [Poutine]

élu, la Russie sera plus forte et davantage centralisée.

Pas vraiment difficile à prédire, puisque c'est à peu

près tout ce que l'on sait des intentions de l'homme blond aux yeux

bleus, inconnu il y a encore six mois, et propulsé sur la grande

scène politique par Eltsine lui-même, à l'occasion

de sa démission, le 31 décembre dernier.

Vendredi, le président par intérim, également

Premier ministre, a prononcé sa dernière allocution officielle,

avant la clôture de la campagne. S'adressant surtout aux abstentionnistes,

dont le nombre est seul susceptible de peser sur le résultat du scrutin.

J'ai accompli mon devoir: organiser les élections anticipées ,

a avant tout souligné Vladimir Poutine. Dans notre pays, selon

notre Constitution, l'unique source de pouvoir est le peuple, et, si certains

déclarent que cela ne vaut pas la peine d'aller voter, cela revient

à priver le peuple de s'octroyer un président , ajoutait-il,

un brin menaçant. Désapprouvant visiblement les mouvements

Non! et Contre tous! , plutôt à la mode dans des villes

telles que Moscou et Saint-Pétersbourg, qui incitent à ne

voter pour aucun des candidats en lice.

ANNE NIVAT

Les Russes vont apprendre à connaître leur président Renard ou loup? Les Russes, inspirés par les fables de Krylov, le La Fontaine russe, hésitent quand ils doivent choisir l'animal auquel on leur demande de comparer Vladimir Poutine. Mais ils sont d'accord pour désigner ses traits essentiels: la ruse, la dureté et le sang-froid.

Une triple caractéristique qui a fait que, presque inconnu avant sa nomination en août dernier comme Premier ministre, Vladimir Poutine s'est trouvé en moins d'un an, et après un parcours sans faute, aux portes du pouvoir en Russie.

SOUS LES PROJECTEURS TCHETCHENES La ruse n'est pas à démontrer. Dauphin désigné de Boris Eltsine, l'ancien chef des services secrets avait immédiatement compris la portée électoralement décisive de deux dossiers: l'affaire brûlante de la Tchétchénie et la nostalgie des Russes pour un peu de dignité, d'ordre et de discipline.

Il est devenu très vite populaire parmi les Russes, profondément choqués par les attentats à la bombe, attribués (sans preuves) par le Kremlin à des terroristes tchétchènes .

Il a mis en scène une répétition générale: aux élections à la Douma (19 décembre), Unité (centre-droit), un nouveau parti, sans aucune base et aucun passé, créé de toutes pièces par Poutine, a remporté un succès éclatant : la deuxième place, avec 23 % des suffrages.

Ses principaux concurrents, les dirigeants du parti OVR (centre-gauche), l'ancien Premier ministre Evgueni Primakov et le maire de Moscou Iouri Loujkov, en font les frais.

Les communistes se laissent corrompre: Poutine leur cède la présidence de la Douma et amène Unité à partager avec eux la plupart des directions des commissions parlementaires. L'accord scandalise les démocrates, mais les communistes sont neutralisés. Le champ est libre.

La dureté? On connaît sa froide détermination face aux indépendantistes tchétchènes, sa cruauté face à la population civile de la république. Cette fermeté est largement acceptée. Sa guerre, en fait les massacres des Tchétchènes,

apparaît à la majorité des Russes, nostalgiques de la grandeur passée, comme le seul moyen de mater les terroristes et maintenir l'intégrité territoriale du pays.

LE SOUTIEN OCCIDENTAL MALGRE LES CRIS Et le sang-froid?

Homme-énigme, visage de joueur de poker, Poutine a supporté sans plier le tir critique groupé de toutes les institutions internationales, depuis le Conseil de l'Europe jusqu'au FMI en passant par les organisations de défense des droits de l'homme. Il a complètement négligé le cri outré de toute la presse mondiale, pour réussir finalement à convaincre ses homologues occidentaux qu'ils ne doivent pas, dans leur propre intérêt, chercher ou soutenir un autre candidat au Kremlin. Tous, depuis Clinton jusqu'à Blair, ont voté Poutine.

Bien avant les Russes.

Qui est Poutine? On n'en sait rien. Démocrate? Cet ex-agent du KGB soviétique, faucon de la guerre de Tchétchénie, n'a pas fait grand-chose jusqu'ici pour polir une image de démocrate.

Dans sa Lettre ouverte aux électeurs , publiée début mars, le candidat Poutine livre une phrase clé pour comprendre sa vision politique: La démocratie, écrit-il, c'est la dictature de la loi . Slogan ambigu.

A bas Poutine-ochet! s'exclament les méfiants qui l'accusent de dérives dictatoriales et craignent que la loi s'éclipse et que seule reste la dictature.

Mais Poutine est non seulement rusé, il est aussi un bon psychologue. Manifestement, son discours musclé répond à l'attente de beaucoup de Russes, à qui l'expression dictature ne fait pas peur. Ils ont connu la dictature du prolétariat sous les soviets, la dictature de la conscience sous la perestroïka, maintenant on leur parle de la dictature de la loi...

Même l'odyssée du journaliste Andreï Babitski, d'abord arrêté et puis disparu en Tchétchénie, enfermé dans un atroce camp de filtration , n'a pas changé cette perméabilité russe à la dictature. C'est un fascisme bureaucratique, a déclaré Babitski après sa libération, que veulent instaurer les services secrets, qui ignorent ce qu'est la liberté. Peu de gens l'ont entendu...

Mais Poutine peut-être est-il réformateur? Boris Eltsine, qui avait abattu l'URSS, se flattait d'avoir offert la liberté individuelle aux Russes. Vladimir Poutine n'en a (encore) rien détruit,

mais il met l'accent sur une autre priorité: la restauration d'un

Etat fort.

Plus un Etat est fort , proclame-t-il, plus l'individu

est libre . Impeccablement joué dans un pays miné par les

mafias, la corruption et les intérêts partisans.

Grigori Iavlinski, candidat (sans aucune chance) libéral

à la présidentielle, dénonce les méthodes

soviétiques, selon lesquelles la fin justifie les moyens , utilisées

par le pragmatique Poutine, notamment en Tchétchénie. Personne

cependant ne lui prête attention. C'est compréhensible: selon

un sondage de l'institut Vtsiom, la plupart des intellectuels - 73 %! -

approuvent la politique de Poutine.

Poutine, disent ses critiques, ce n'est pas un visage, c'est

un masque. Ce n'est pas tout à fait faux. Car l'homme est aussi un

grand acteur. Tout en cultivant son image de leader à poigne, sportif

(il pratique le judo et le sambo, un sport d'autodéfense russe, court

aussi souvent que possible, ne fume pas et boit très peu), il a su

également se montrer sous un jour plus humain, voire inattendu.

Ainsi, esprit sain dans un corps sain , Vladimir Poutine,

KGBiste impénitent, colonel-espion, se déclare... croyant.

Il a révélé que sa mère, orthodoxe pratiquante,

l'avait fait baptiser à sa naissance. Quatre ans avant la mort

de ma mère, je suis allé en Israël. Maman m'a alors donné

ma croix de baptême pour la faire bénir sur le tombeau du Christ.

Je l'ai prise et pour ne pas la perdre, je l'ai mise autour du cou. Depuis,

je ne l'ai pas enlevée , raconte-t-il.

Sûr de lui et dominateur, il affirme néanmoins

sa fidélité aux valeurs spirituelles spécifiques

russe (sans les citer) et compte manifestement aussi sur la Providence.

Il a raison. Il en aura besoin.

POL MATHIL

Le sacre du dauphin aura-t-il lieu dimanche? r début

en première page

J e ne vous demande qu'une chose, rendez-vous aux bureaux

de vote et votez! pressait-il enfin. Ce dimanche, on change d'heure

pour passer à l'heure d'été , a-t-il encore ajouté,

très sérieux: on quitte l'ancien temps, c'est très

important . Vladimir Poutine ne cache pas son souhait d'éviter

un second tour qui, s'il avait lieu, se tiendrait le 16 avril.

Le jour fatidique approchant, les sondages qui, il y a encore

quelques jours, donnaient tous Vladimir Poutine victorieux dès le premier tour, ont revu leurs estimations à la baisse, certains le faisant même passer au-dessous de la barre fatidique des 50 %. Mais quelle crédibilité leur accorder, alors que fréquemment, dans la dernière ligne droite avant une élection importante, les chiffres des favoris baissent artificiellement, afin de pousser la population à se rendre aux urnes?

En tout cas, les Russes n'ont guère eu l'occasion de participer à cette campagne accélérée, qui s'est caractérisée par une morosité extrême, autant de la part des électeurs que des douzes participants au scrutin.

Les jeux sont faits d'avance! Je me demande bien à quoi cela sert que je me déplace pour aller voter Poutine ou un autre, lâche, dégoûtée, Galia Aristova, femme de ménage à Moscou. Avis partagé par la plupart de ses congénères, convaincus qu'ils n'ont pas droit au chapitre, puisque, de toute façon, les gouvernants ne pensent qu'à eux-mêmes et n'amélioreront pas leur quotidien.

Contrairement à l'élection présidentielle de 1996, il n'y a eu cette fois à Moscou aucun meeting des trois principaux rivaux: Vladimir Poutine, Guennadi Ziouganov, leader des communistes (crédité de 25 % des voix), et Grigori Iavlinski (chef de file des libéraux, 6 %). D'autres, parmi lesquels l'ultranationaliste Vladimir Jirinovski, le gouverneur de la région sibérienne de Kemerovo Aman Toleev (gauche) ou Konstantin Titov, gouverneur de Samara, sur la Volga (libéral), se sont certes déplacés en province, comme c'est la tradition, mais il leur a été particulièrement difficile d'y concurrencer le président par intérim, présent pendant les quinze premières minutes des journaux sur tous les écrans de télévision tous les jours. Tout en prétendant ne pas faire campagne .

A. Nt

Un entourage qui n'a jamais été très loin C'est la relève. A peu d'exceptions près (notamment celle de Tatiana Diatchenko, la fille de Boris Eltsine), Vladimir Poutine s'est entouré d'un groupe de conseillers jeunes et pragmatiques, surtout non impliqués dans les scandales qui ont émaillé les dernières années de l'ancien régime.

Les hommes du (futur) président lui ressemblent: ils

sont, en général, minces et droits comme des officiers...

qu'ils sont parfois. Cette équipe a été formée

tout au long de la carrière de Poutine à Saint-Pétersbourg;

d'abord au KGB, puis dans les services de la mairie où il dirigeait le département des Relations extérieures.

Parmi les anciens du KGB, on trouve Sergueï Ivanov, 47

ans, qui a travaillé dans les services de renseignements extérieurs

(comme Poutine), aujourd'hui secrétaire du puissant Conseil de sécurité.

Intelligent et modéré, on le dit très fidèle

en amitié.

L'actuel chef du FSB (ex-KGB) Nikolaï Patrouchev est également

un ancien du KGB de Saint-Pétersbourg, considéré comme

l'un des fidèles parmi les fidèles du président par

intérim. Son adjoint Viktor Tcherkessov serait lui aussi l'un des

rares à qui Poutine fasse confiance.

Les civils de l'équipe ont travaillé pour la

plupart à la mairie de Saint-Pétersbourg juste après

la chute de l'URSS, donnant à leur ville, à l'époque,

la réputation d'être la plus occidentalisée des métropoles russes.

Le plus en vue est Dmitri Medvedev, chef, à 34 ans,

de l'état-major électoral du candidat Poutine. Il pourrait

occuper, après l'élection, le poste de chef de l'administration

du Kremlin, l'appareil présidentiel qui tient les véritables

clés du pouvoir.

DES PROCHES SONT DEJA AU GOUVERNEMENT C'est cependant

un homme plus discret, l'économiste Guerman Gref, qui pourrait jouer

un rôle majeur d'éminence grise du président Poutine.

Souvent vanté comme le plus brillant de l'équipe pétersbourgeoise,

Gref dirige le Centre d'études stratégiques (CES) créé

à la demande de Vladimir Poutine, chargé d'élaborer

une stratégie sur dix ans du développement de la Russie.

Dmitri Kozak, chef de l'administration du gouvernement et chef

d'état-major de campagne, et Igor Setchine, numéro deux de

l'administration présidentielle, sont également deux noms

à retenir. Le premier, un juriste, fut l'un des proches conseillers

de Poutine à la mairie de Saint-Pétersbourg. Le second travaille

depuis 1991 au secrétariat de l'actuel président par intérim.

Vladimir Poutine, Premier ministre depuis août 1999,

a aussi des proches au gouvernement: Alexeï Koudrine, vice-ministre

des Finances, que l'on dit appelé à de plus hautes fonctions,
venu à Moscou de Saint-Pétersbourg en même temps que
Poutine, Valentina Matvienko, ministre des Affaires sociales, que le président
voudrait voir devenir gouverneur de Saint-Pétersbourg, ou encore
le ministre des Finances Mikhaïl Kassianov, l'un des candidats sérieux
au poste de Premier ministre au lendemain de la présidentielle.

Les hommes du président, disent leurs détracteurs,
sont sans visage et sans passé. C'est vrai. Mais, en connaissant
la réputation, le passé et les visages de l'ancienne équipe
au Kremlin, c'est tant mieux pour les nouveaux. Et tant mieux pour leur
patron.

P. Ml.

Ziouganov ou le communisme de l'accordéon EKATERINBURG

De notre envoyé spécial

Est-ce l'absence d'illusions? Le soulagement inconscient que
procure le sentiment de livrer un dernier baroud personnel? Le Ziouganov
qui débarque dans l'Oural à quelques jours de l'échéance
présidentielle apparaît patelin, presque détendu.

La région, pourtant, est une des moins favorables au
Parti communiste, qui n'y constitue plus que la quatrième force politique,
tandis que sa métropole Ekaterinburg lui est indifférente.

Le candidat à la présidence joue cependant le
jeu comme si la victoire était au bout de sa bonne parole, malgré
les sondages nationaux qui lui attribuent de 19 à 25 % et la photographie
impitoyable sortie des urnes législatives le 19 décembre.

Le discours est rôdé, la distribution des rôles
parfaite: quand Guennadi Ziouganov s'installe face aux journalistes locaux,
dans la superbe demeure de la Paix et de la Liberté créée
au XXVIII^e siècle pour le chef des forestiers de l'Oural, il prend
place entre un consultant armé d'un... PC portable et un général
de l'Armée rouge retraité, Albert Makachov, candidat à
une élection partielle pour la Douma fédérale, bardé
de médailles soviétiques et de certitudes intactes, stalinien
et antisémite déclaré. Il s'assied entre le patron
musclé du PC régional et une députée de la Douma
de Moscou, Tarama Plietchieva, dont le brushing et le verbe rappellent Valentina
Terechkova, la première cosmonaute.

Le programme de la journée révèle le soin
très professionnel apporté à la campagne: la presse,

le dépôt d'une gerbe au monument à Lénine, devant...

vingt émus et dix badauds, un déjeuner avec des décideurs

, une rencontre offerte aux électeurs gagnés à sa cause,

et un affrontement en définitive plus facile que prévu avec

les étudiants de l'Université polytechnique...

Le premier acte, devant les journalistes, se déroule

presque sans surprise. Guennadi Ziouganov développe sa rhétorique

à la manière d'un bon élève. Il dénonce

la nature antidémocratique d'un Poutine qui aurait détourné

à son profit la campagne dans les médias publics. Il s'en

prend avec une froide violence au jeune parti Mai qui, sur des thèmes

de gauche, grignote l'influence du PC: C'est une création du Kremlin

pour tenter de nous affaiblir. Et, ici dans l'oblast de Sverdlovsk, une

liste de marionnettes dans les mains du gouverneur Rossel.

Ziouganov prend des couleurs sous le vent polémique.

Il reconnaît volontiers que la Russie aspire à être dirigée

d'une main forte. Mais pas celle de Poutine! Et cite à l'appui de

sa démonstration une anecdote qu'il assure authentique:

Deux hommes d'affaires parlent de l'élection. L'un

n'ira pas voter, l'autre votera Ziouganov.

- Mais tu es fou, s'exclame le premier.

- Non, je préfère que, le 27 mars,

on vienne m'inviter au comité central du PC plutôt que, dans

la nuit du 26 au 27, on m'emmène à la Loubianka - le quartier-général

de l'ex-KGB.

Le trait fait long feu, sauf chez les journalistes communistes,

dont l'un limitera son intervention à la lecture... d'une ode au

parti et à son dirigeant.

Guennadi Ziouganov remercie. Mais l'homme de fer prend vite

le relais du candidat un peu gêné: quand le représentant

d'une radio lui pose une question (d'ordre régional) qu'il juge dérangeante,

le communiste lui reproche son jeune âge, 20 ans, et lui demande avec

méchanceté pour quel parti il travaille...

COMBATTRE L'ELTSINISME COMME JADIS LE FASCISME Manifestement,

celui qui concentre aujourd'hui la nostalgie soviétique et la déprime

des laissés-pour-compte du réformisme est plus à l'aise

face à ceux qu'il ne doit pas convaincre. Dans ce qui ressemble à

un gigantesque goûter de pensionnés, sous les lambris, les

marteaux et les faucilles du centre Andreiev, le théâtre des

cheminots, il joue des effets les plus attendus, promettant de combattre

l'eltsinisme comme jadis le fascisme , lynchant le traître
Gorbatchev avec la même corde (sensible) que les voleurs et les criminels.
Le discours ferait froid dans le dos - retour aux frontières
de l'URSS, renationalisation des activités stratégiques (le
pétrole, le gaz) et... culturelles - ou sus-citerait l'incrédulité
- rétablissement du monopole d'Etat sur la vodka, retour au plein
emploi dans les deux ans - , si on ne le savait vain, impuissant.
Avec un peu d'ironie, on noterait que la seule promesse crédible
consiste à passer plus de musique traditionnelle russe à
la radio et à la télévision.
C'est que la salle ondule de plaisir et chante à mi-voix
quand un (excellent) duo lyrique et un accordéon lui offrent quelques
airs de son Oural.
Et de son glorieux passé.

JEAN-PAUL COLLETTE

L'enjeu du scrutin: le chaos, la dictature ou la démocratie?

La Russie, disait le grand philosophe Petr Chadaïev, n'appartient
à aucune des grandes familles de l'humanité, ni à l'Est
ni à l'Ouest.

C'est cela qui explique peut-être le paradoxe: des
réformes qui devraient transformer la Russie se laissent finalement
elles-mêmes transformer par la Russie.

L'histoire de ce pays est marquée par des tentatives
de réformes tuées par à la fois la géographie
(onze fuseaux horaires), l'inertie des masses mais surtout par l' appareil
, les structures politiques qui, à l'ombre des clans financiers
ou bureaucratiques, couvrent la Russie d'un maillage de véritables
empires.

La Russie est donc aujourd'hui devant un seul scrutin et
un double choix. Le 26 mars, elle va élire un président. Le
27, le président devra élire son empire .

Appelé à nommer ses héros, Vladimir

Poutine a cité deux noms : Charles de Gaulle et Ludwig Erhard. Le
premier parce qu'il a fait de la France un Etat digne, solide et centralisé;
le second parce qu'il a, après les destructions de la guerre,
placé l'Allemagne de l'Ouest sur le chemin du succès économique.

Vladimir Poutine n'a pas cité Boris Eltsine. Pourquoi ? La réponse
constitue le grand enjeu du scrutin de ce dimanche.

Car comme rien n'est ici impossible, la Russie pourrait

se retrouver dans le giron de la Famille . Boris Eltsine n'est-il pas en quelque sorte le créateur de Poutine ? Est-il exclu de voir les garanties d'un automne doré accordées par Poutine à son parrain, en échange d'une éclipse anticipée, garantir aussi les intérêts de son clan ?

Mais, ce même dimanche soir, un autre Poutine, orphelin, sans famille , sans liens de sang ou racines génétiques avec l'ancien régime, élu et les mains libres, pourrait décider de se passer des oligarches et baser son pouvoir sur l'armée, la police et les services secrets, des instruments suffisants, selon lui, pour gouverner et... réformer la Russie.

Dans la première hypothèse, ce serait le chaos.

Dans la seconde, la dictature. Une troisième Russie, celle des réformes dans la démocratie, est-elle possible ? Le scrutin de dimanche et l'arrivée au pouvoir, cela est sûr, d'une nouvelle génération, libre du syndrome de la guerre mondiale et du carcan de toute idéologie, vont-ils constituer un changement dans la continuité de l'ancien régime ou le premier acte d'une nouvelle ère ?

La Russie ne possède pas les relais qui permettent, dans les démocraties normales , de protéger le citoyen de l'arbitraire, de contrôler efficacement l'exécutif. Il n'y a pas en Russie de société civile. L'opinion, muselée par 70 ans de communisme, désabusée par 10 ans d'un oligarchisme corrompu, doit encore être formée à la pratique de la démocratie.

Des années de pouvoir arbitraire et inepte ont laissé leur empreinte; les réformes mal préparées ont plongé le pays dans le chaos et une grande partie de la population dans la misère.

La démocratie est devenue synonyme d'incompétence et de corruption.

Il faut évidemment plus qu'un scrutin pour s'en débarrasser...

De nous, les Russes, comme du bois , a écrit il y a longtemps Ivan Bounine, le prix Nobel de littérature oublié, on peut faire des gourdins ou des icônes. Tout dépendra de celui qui travaillera le bois.

La Russie et le monde attendent le menuisier...

POL MATHIL

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

POUTINE A L'EPREUVE DES FAITS



Le Soir* - 28 mar. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Sans programme, sans biographie respectable, sans véritable...

Sans programme, sans biographie respectable, sans véritable parti, sans autre idéologie que celle... de ne pas en avoir, Vladimir

Poutine s'est assis lundi matin à son bureau du Kremlin fort d'un viatique inestimable, dont aucun de ses prédécesseurs dans ces murs séculaires, hormis Eltsine, n'aurait pu rêver: la légitimité.

Il vient d'accéder pour quatre ans, de manière parfaitement démocratique, aux commandes d'un pays qui était naguère la deuxième puissance de la planète mais qui végète aujourd'hui entre une richesse inutile et une pauvreté insupportable.

C'est dire si la tâche de cet inconnu est incommensurable.

C'est craindre que l'aventure - pour une fois! - ne naisse pas d'une épreuve de force, mais de l'épreuve des faits: on ne promet pas le pragmatisme, on ne l'érige pas en doctrine sans - très vite - être confronté à l'épreuve des réalités.

Or, celles-ci sont terribles: 35 millions de Russes sous le seuil de pauvreté, des inégalités révoltantes, la drogue, la pollution, un système de santé en ruines...

La majorité de la population évolue dans une détresse morale qui oscille du désarroi au désespoir.

On boit, on s'injecte la mort blanche, on se suicide au pays de Poutine comme jamais aux temps des tsars et du parti de Lénine.

On y meurt trop, et trop jeune; on y naît trop peu, et trop vulnérable.

Les Russes que nous avons rencontrés en campagne crient, avec un consensus troublant qui traverse les classes économiques et les fortunes intellectuelles, leur ras-le-bol de la violence, de l'arbitraire, de la corruption.

Sur ce terrain, leur attente est telle qu'ils ne craignent pas d'appeler de leurs vœux un pouvoir plus fort, voire fort.

Vladimir Poutine détient là un capital précieux.

Mais c'est aussi une arme redoutable. Dans les mains d'un aventurier, et

ce président doit encore faire la preuve qu'il n'en est pas un, cette aspiration à l'ordre musclé brille comme un chèque en blanc à l'autoritarisme.

Les Russes disent aussi, avec la même force, qu'ils en ont assez d'être considérés comme un peuple du tiers-monde, dans l'acception la plus péjorative qu'y mettent les contempteurs des républiques bananières et des régimes pourris.

Si Vladimir Poutine comprend que la vraie, la première dignité d'un peuple consiste à pouvoir décentement nourrir et éduquer ses enfants, à choyer ses anciens, il aura évité l'écueil le plus insidieux; il aura ramené la vieille Russie dans le concert des nations qui marchent vers le progrès.

Mais s'il se contente de flatter la fierté des Russes en leur offrant le spectacle télévisé de l'agressivité nationale, s'il continue à chercher l'ennemi là où il n'est pas, en Tchétchénie plutôt que dans les cercles corrompus, il aura justifié les appréhensions de ceux qui, dans l'expression du candidat Poutine vantant la dictature de la loi, ont retenu le retour du premier concept, qu'ils croyaient devenu obsolète.

Alors, une fois de plus, malgré les images rassurantes d'une société qui consomme et s'amuse presque comme nous, malgré les dollars des nouveaux Russes et le réel dynamisme de ceux qui se battent pour l'avenir avec leur seul courage pour devise, nous aurons à nouveau peur de la Russie.

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

La coopération russo-atlantique se normalise

Moscou fait les yeux doux à l'Otan

MIS EN LIGNE LE 15/03/2000 A 00:00

PAR PIERRE LEFEVRE

La coopération russo-atlantique se normalise Moscou fait les yeux doux à l'Otan

Le réchauffement des relations entre l'Otan et la Russie, amorcé lors de la visite de Lord Robertson à Moscou le 16 février dernier, devrait se confirmer ce mercredi. Le Conseil conjoint Otan-Russie, créé en 1997, doit se réunir à Bruxelles et, pour la première fois depuis la crise du Kosovo, élargir son ordre du jour à d'autres questions que le maintien de la paix en Bosnie et au Kosovo.

Les ambassadeurs occidentaux et russe devraient de nouveau discuter de désarmement et de stratégie, en particulier des nouveaux concepts stratégiques adoptés par l'Otan en avril 1999 et par Moscou en janvier dernier. Ils devraient aussi parler de désarmement conventionnel et nucléaire, mais sans aborder la délicate question des projets américains de défense antimissile qui divise les alliés.

Ce réchauffement ne se limite pas au cadre formel du conseil conjoint. Le président russe par intérim et nouvel homme fort du Kremlin, M. Vladimir Poutine, a spectaculairement déclaré, le 5 mars dernier, qu'il n'excluait pas que la Russie se joigne un jour à l'Otan. Geste symbolique plutôt que perspective réelle,

mais qui démontre la volonté de M. Poutine de redorer son image à l'Ouest et de sortir Moscou de son isolement actuel.

Il est d'autant plus significatif qu'une telle déclaration n'est pas sans comporter des risques électoraux pour M. Poutine dans une Russie où l'Alliance reste mal venue après les bombardements de la République yougoslave et les critiques occidentales contre la très populaire guerre de Tchétchénie. Le secrétaire général de l'Otan George Robertson s'est empressé d'accueillir chaleureusement l'esprit positif affiché par le dirigeant russe.

CONCESSION À TONY BLAIR

Dans le même esprit, M. Poutine a rencontré le Premier ministre britannique Tony Blair, samedi dernier à Saint-Pétersbourg, et s'est ouvert à cette occasion à la possibilité d'une coopération avec des organisations internationales pour mener une enquête sur les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. M. Blair, qui était le premier chef de gouvernement occidental à rencontrer le président russe par intérim depuis son entrée en fonction, s'est répandu en commentaires très positifs sur son interlocuteur.

Si la fin probablement imminente de l'offensive russe en Tchétchénie facilite la reprise du dialogue, tout n'est pas réglé pour autant. Dans un article confié au «Washington Post», la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright vient de rappeler que les commentaires élogieux prononcés récemment par le président Clinton à propos de M. Poutine ne signifient pas une adhésion à sa politique. Elle a répété que la Russie doit régler la question tchétchène par une voie politique et non militaire.

Les Russes ne sont pas davantage satisfaits de l'attitude de l'Otan au Kosovo. Le ministre des Affaires étrangères Igor Ivanov a récemment encore menacé de réexaminer la participation des soldats russes à la Kfor si l'intégrité territoriale de la Yougoslavie n'est pas garantie.

On pourra mieux juger de la profondeur réelle de ce réchauffement lors de la réunion ministérielle de printemps de

l'Otan, les 24 et 25 mai, à Florence, où les ministres russes des Affaires étrangères et de la Défense sont attendus.

L'enjeu n'est pas mince. En dehors d'une reprise de la coopération économique russo-occidentale qu'il favoriserait, un vrai rapprochement permettrait de relancer un processus de désarmement nucléaire gelé depuis plusieurs années faute d'une ratification du traité Start II par la douma. L'arsenal atomique russe menace plus par son délitement que par sa dimension. Un nouveau traité Start III permettrait à la fois de le réduire et de l'entretenir à un coût acceptable.

PIERRE LEFÈVRE

© Rossel & Cie - 2020 — Conditions générales d'utilisation - Conditions générales de ventes - Politique de cookies - Politique de Protection Vie privée - Charte des médias - Droits de reproduction

Vladimir Poutine a très vite tourné la page électorale



Le Soir* - 28 mar. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Vladimir Poutine a très vite tourné la page...

Vladimir Poutine a très vite tourné la page

électorale MOSCOU

De notre correspondante

particulière

Lundi, la Russie s'est réveillée avec un nouveau

président: Vladimir Poutine. A 47 ans, cet ancien des services secrets

soviétiques puis russes est le second président élu

de la Russie. C'est la première fois, depuis l'accession de Staline

au secrétariat du Parti communiste, qu'un homme si jeune parvient

à une telle fonction.

Dimanche, pendant une partie de la nuit, le favori a longtemps

été donné en ballottage. Mais alors que le dépouillement

atteignait lentement les régions européennes de la Russie,

traditionnellement moins conservatrices, son score augmentait. Ainsi, sur

plus de 98 % des bulletins dépouillés, Vladimir Poutine obtenait

plus de 52 % des voix. Aucune surprise, mais la tâche s'annonce difficile

pour ce natif de Saint-Pétersbourg, car il va falloir ne pas décevoir

les électeurs.

Réformer l'économie, réduire les inégalités

sociales, lutter contre la corruption et redonner à la Russie un

rôle sur la scène internationale, tels sont les principaux

thèmes qui avaient été abordés par l'hyperactif

candidat.

Dès lundi matin, il est apparu, en forme, le visage

impassible, serrant avec rythme les mains de ses vice-Premiers ministres

et représentants des ministres de force (Intérieur, Défense

et Sécurité), se présentant devant lui à la

queue-leu-leu.

Aucun mot sur la victoire, ou presque, le nouveau président

- qui ne le sera officiellement qu'après publication des résultats

officiels, c'est-à-dire début avril - tient à coller

à l'image de celui qui agit plutôt qu'il ne palabre. On

va être encore plus efficace et dynamique, a-t-il seulement déclaré.

La veille, tard dans la nuit, pendant le décompte, alors

qu'il n'avait pas encore passé la barre fatidique des 50 %, Vladimir Poutine, comme il l'avait promis le matin même en glissant son bulletin dans l'urne, s'était rendu à son quartier général, à deux pas du Kremlin, pour une conférence de presse. Pas question de sabrer le champagne ni de faire un banquet, ses collaborateurs qui ont travaillé toute la nuit ont eu seulement droit à des sandwiches et des boissons non alcoolisées. En pull torsadé ras-du-cou, le favori du scrutin était apparu plus jeune que jamais, reposé après une séance de bains russes à la campagne . Mais surtout, calme et confiant, et c'est ce qui plaît le plus aux Russes.

Lundi, trois déclarations essentielles ont été prononcées: d'abord, des négociations sont envisagées avec les opposants politiques électoraux, dont Guennadi Ziouganov, leader des communistes. Je dois leur parler pour voir s'ils sont prêts à travailler dans le cadre de la politique menée par le gouvernement , a déclaré Poutine; puis le programme politique, qui n'a pas encore été dévoilé et dont le volet économie était prévu pour mai, sera rendu officiel plus rapidement; enfin, ainsi que l'a annoncé le ministre des Affaires étrangères Igor Ivanov, après une réunion avec le président par intérim, nous allons apporter des modifications pour prendre en compte la nouvelle conception de politique étrangère du pays récemment étudiée par le Conseil de sécurité .

DOSSIERS DELICATS Le premier test sera l'entourage. Poutine a toujours promis qu'il se débarrasserait des oligarques, hommes d'affaires riches influençant la politique du Kremlin. Comment s'y prendra-t-il? Dans quel délai? Leurs remplaçants en tant que conseillers seront-ils des anciens collègues du FSB (héritier du KGB)? Car Poutine reste mystérieux en ce qui concerne son entourage, la fameuse famille qui avait tant nui à Boris Eltsine.

Dans la pratique, personne ne comprend comment il compte s'y prendre. Surtout lorsque les récents propos de Boris Berezovski, magnat des médias et de l'industrie automobile, éminence grise sous Eltsine et oligarque par excellence, laissent entendre que l'entente va continuer. ORT, la première chaîne de télévision appartenant en partie à ce même Berezovski, est la chaîne qui a mené la campagne la plus active en faveur du candidat Poutine. Quant au choix du Premier ministre, il est déjà sujet à débat: selon des rumeurs, il pourrait s'agir de l'actuel

vice-Premier ministre Mikhaïl Kassianov, en qui l'Occident a confiance.

Pour le reste du gouvernement, tout se passera dans le calme et sans changement d'ici la prestation de serment du nouveau président, prévue début mai.

Mais surtout, que fera Poutine en Tchétchénie?

Osera-t-il s'engager avec les indépendantistes autour d'une table des négociations? Parviendra-t-il aussi facilement à arrêter la guerre qu'il ne l'a commencée? Et quelles relations instaurera-t-il avec les militaires, qui, par une coïncidence extraordinaire, ont procédé hier à deux tirs de missiles balistiques depuis un sous-marin nucléaire positionné en mer de Barents (nord-ouest)?

Ils ont traversé le pays d'ouest en est, pour atteindre leurs cibles à 8.000 km de leur point de départ... dans le Kamtchatka. Il s'agirait d'un cadeau au commandant suprême des forces armées, selon un anonyme du ministère de la Défense.

ANNE NIVAT

Les chiffres presque définitifs Avec plus de 98 % des bulletins dépouillés, les résultats étaient lundi soir les suivants:

- Vladimir Poutine: 52,64 % ;
- Guennadi Ziouganov, le candidat du Parti communiste: 29,4 % ;
- Grigori Iavlinski, chef de file libéral: 5,85 % ;
- Aman Touleiev, le gouverneur de Kemerovo, proche des communistes: 3,04 % ;
- l'ultranationaliste et extrémiste de droite Vladimir Jirinovski: 2,72 % ;
- Constantin Titov, le gouverneur de Samara: 1,5 % ;
- Ella Pamfilova, féministe: 1,02 %;
- Youri Skouratov, l'ancien procureur d'Etat: 0,43 % .

L'intérimaire du Kremlin avait trois belles cartes dans son jeu Et maintenant ? Imposteur ou homme providentiel ? Inconnu il y a six mois encore, Vladimir Poutine, l'homme qui n'a jamais dirigé une importante administration civile, va s'installer à la tête d'un pays de 150 millions de citoyens et de... 20.000 ogives nucléaires. Pour combien de temps? Pour au moins quatre ans. Pour quoi faire? That is the question .

ANALYSE On sait que désormais Poutine mène la Russie, mais on ne sait pas encore dans quelle direction.

Poutine bénéficie d'un bilan d'ouverture particulièrement positif, d'un triple crédit. Le premier: un crédit de confiance populaire; 52 % , ce n'est pas une élection, c'est un plébiscite. Les Russes lui ont donc accordé le bénéfice du doute et s'ils ont remis leur sort entre ses mains, c'est qu'ils ont pris au sérieux ses promesses.

Elles sont vagues et banales, alors que les enjeux - et les attentes - sont énormes. Réformer l'économie, réduire des inégalités sociales criantes, lutter contre la corruption et redonner à la Russie un rôle sur la scène internationale...

Vaste programme!

Depuis la chute de l'URSS, à la fin de 1991, les inégalités sociales n'ont cessé de se creuser: 10 % de la population se partagent aujourd'hui près d'un tiers des revenus. Et si les bases de la transition vers l'économie de marché ont été jetées, pratiquement aucune des grandes réformes structurelles n'a été menée à bien.

Poutine a promis un Etat de droit. Quel chantier! Quelque 40.000 entreprises et 550 banques sont contrôlées par la mafia...

Il y a en Russie un suffrage universel, mais il n'y a pas de tradition démocratique. Bref, ce peuple veut voir en Poutine le justicier , le vojda , le guide (peu importe qu'il soit tsar, secrétaire général du PC ou président) capable enfin de faire régner un peu d'ordre, de dignité et de justice. Poutine a promis une dictature de la loi . Certains sont prêts à l'accepter même si, vu l'immensité de la tâche, cela devrait être la loi par la dictature .

Le deuxième crédit est économique. Les marchés financiers parient sur Poutine, sur la croissance et une renaissance de l'économie. Les valeurs de la Bourse de Moscou sont en hausse et cela dans des volumes d'activité inconnus depuis la crise d'août 1998.

Les réserves en devises avaient retrouvé leur niveau d'avant la crise, s'établissant à 15 milliards de dollars (une hausse de 700 millions de dollars en une semaine). La croissance industrielle se poursuit à un rythme plus élevé que prévu, s'établissant à 13 % pour janvier et février par rapport à un an plus tôt.

Poutine est-il condamné à gaspiller ce capital dans des subventions qu'il a promises aux militaires et au fameux complexe

militaro-industriel , sans même évoquer le coût de l'aventure tchéchène? Se rappelle-t-il que ce complexe a été un des principaux facteurs de la ruine du régime communiste? L'autre risque est une fuite des capitaux qui, bien que ralentie, atteint environ un milliard de dollars par mois. Résultat, les investissements font cruellement défaut, en particulier dans le secteur productif. Les investissements directs étrangers se sont élevés à 4,3 milliards de dollars l'année dernière. A titre de comparaison, ils ont atteint 8,3 milliards en Pologne, quatre fois moins peuplée que la Russie.

LE VOTE DE L'OCCIDENT Enfin, le troisième crédit est international. Dès l'apparition de Vladimir Poutine sur l'Olympe russe, l'Occident a compris que le scrutin allait opposer un KGBiste à un communiste et que, dans la perspective d'une succession de Boris Eltsine, il ne disposait d'aucune alternative crédible à Poutine, seul parmi les candidats capable de l'emporter contre le communiste Guennadi Ziouganov.

C'est à ce moment que les leaders occidentaux ont décidé d'appliquer à Poutine de Tchétchénie la présomption d'innocence et de ne tenir, dans leurs rapports avec lui, aucun compte de ce qui se passait et de ce qu'il assumait dans le Caucase. L'Occident a donc refusé de faire de sa diplomatie l'otage du drame des Tchétchènes et il a, bien avant les Russes, massivement voté Poutine.

Un des derniers actes de Vladimir Poutine en tant qu'intérimaire a été de féliciter Horst Köhler pour son élection à la tête du Fonds monétaire international. Il a ajouté n'avoir aucun doute que l'activité du nouveau président du FMI servira le développement de la coopération entre la Russie et le FMI .

On le comprend. Moscou avait signé avec le FMI, en juillet 1999, un programme économique assorti de 4,5 milliards de dollars jusqu'en décembre 2000, dont une seule tranche, de 640 millions de dollars, a été versée. En votant Poutine, les Russes ont aussi, croient-ils, voté pour une reprise de ce programme.

Le président Poutine sera, chez lui comme à l'étranger, jugé à ses actes. C'est d'autant plus vrai qu'il ne peut être jugé ni sur son programme ni sur ses intentions: le candidat Poutine ne les a jamais dévoilés...

POL MATHIL

La nuit s'illumina à Saint-Pétersbourg Dimanche,
en fin de journée, alors que le décalage horaire obligeait
d'attendre Moscou, avant Saint-Pétersbourg et l'avancée occidentale
qu'est l'enclave de Kaliningrad sur la Baltique, une dépêche
d'agence avançait que les résultats d'Extrême-Orient,
qui ne peuvent être publiés, suggèrent la possibilité
d'un second tour. Mais ajoutant: Les données pour cette région
ne sont pas significatives du reste de la Russie. On n'aurait pas pu
mieux écrire. Car, du Kamtchatka à la frontière de
la Pologne, d'est en ouest et d'heure en heure, la carte s'est redessinée
en faveur d'une élection directe de Vladimir Poutine, comme si le
président-candidat avait écrit le scénario pour les
Russes d'Europe - ses premiers supporters - et les télévisions.
Il est manifeste en effet que la Sibérie et les régions
les plus orientales du pays, que ce soit celles de l'Amour, de Yakoutie
ou du lac Baïkal, se sont montrées les moins enthousiastes pour
le vainqueur désigné, ne lui attribuant que de 40 à
45 % selon les zones, tandis que le communiste Ziouganov y enregistrait
ses meilleurs scores, jusqu'à 36,9 % au bord du Pacifique.
En Sibérie centrale, fief du gouverneur et candidat
Touleiev, puis en Sibérie occidentale, dans les vieux bassins miniers,
Ziouganov put encore croire au ballottage.
En revanche, une fois passée la modeste barrière
érodée de l'Oural, les régions européennes se
révélèrent acquises à Vladimir Poutine. A l'exception
de Moscou, plus tiède dans son adhésion, réservant
surtout un très bon score au jeune leader libéral Yavlinski.
Comme on s'y attendait, les chiffres les plus éclatants
(64 %) vinrent de Saint-Pétersbourg, le seul lieu de l'immense Russie
où Poutine ne fût pas un inconnu...

J.-P. C.

Une défaite qui... ravit le PC C'est difficile
à croire, quand on conserve à l'esprit les mots et les gestes
de ceux, rencontrés en campagne et dans la vie de tous les jours,
qui constituent l'électorat naturel de Guennadi Ziouganov: à
travers le score de celui-ci, un peu moins de 30 %, le Parti communiste
sort tout à fait indemne de l'effet Poutine, celui-là même
qui était censé le priver d'un vote nationaliste ou désenchanté.
Alors que tous les sondages et, peut-être plus, l'air
du temps ne créditaient son candidat que de 22 à 25 % des

voix, voilà donc le PC renforcé à plusieurs titres.

Il constitue d'abord, et bien plus sûrement qu'à

la veille du scrutin, la deuxième force politique de Russie (son

implantation croît vers l'Est) derrière la majorité

informe qui appuie Vladimir Poutine: le président élu et Ziouganov

ont réuni, à eux seuls, plus de 80 % des suffrages.

Cette position contraste avec la faiblesse électorale

d'une famille libérale trop éclatée, probablement sous-représentée

par rapport au poids de ses idées.

Le Parti communiste peut aussi se targuer, et pour un bon bout

de temps encore, de détenir le quasi monopole de la représentation

de la gauche dans le paysage politique. Il regagne du terrain par rapport

aux législatives de décembre et s'approche même du score

de 32 % réalisé par Ziouganov à la présidentielle

de juin 1996.

On peut même estimer que les thèses communistes

ont recueilli dimanche quelque 32,5 % des suffrages: le score obtenu par

Aman Touleiev, le gouverneur de Kemerovo, en Sibérie occidentale,

peut être lu sociologiquement comme un vote communiste et être

ajouté au résultat de Ziouganov. L'homme est proche du PC,

mais il entend jouer la carte d'un pouvoir régional et personnel

fort.

Guennadi Ziouganov ne devrait d'ailleurs regretter qu'une seule

conclusion du combat: il n'aura plus jamais l'occasion... d'espérer

contraindre un Poutine à un second tour. Y-a-t-il cru vraiment, jusqu'à

minuit (heure de Moscou) dimanche, quand le ballottage restait possible?

Il savait trop bien que le vote de la Russie la plus occidentale,

et de Saint-Pétersbourg en particulier, allait offrir au vainqueur

les pourcentages synonymes de majorité absolue. Alors, sur les plateaux

de télévision, le leader communiste a feint de s'indigner

de la diffusion prématurée des projections quand les bureaux

de Kaliningrad n'avaient pas encore fermé.

Ce coup de sang lui a surtout permis de rappeler qu'il faudrait

compter avec son parti. Pour rien de plus qu'un marché d'intérêts:

le PC ne nourrit pas d'autre illusion que de continuer à pactiser

avec le nouveau président, comme en janvier dernier lors de la répartition

des commissions et responsabilités parlementaires.

Tant les leaders libéraux (Iavlinski, Kirienko) que

des experts indépendants estiment que le bon score du Parti communiste

renforce son alliance objective avec Vladimir Poutine.

Pour constituer un frein aux réformes? Dans sa stabilité, l'électorat communiste conforte un lourd conservatisme, empreint de nostalgie, encadré d'autoritarisme. Et le programme que le parti a avancé en campagne est irréalisable, à mille lieues d'un renouveau social-démocrate.

A ce point que l'on se prend à éprouver de la pitié envers ceux qui ont placé leur espoir d'une vie meilleure dans l'élection de Ziouganov...

Leur objectif et celui du candidat n'étaient pas les mêmes.

J.-P. C.

La Tchétchénie coincée dans l'urne

Qu'est-ce que les élections présidentielles ont changé aux événements tchétchènes ? A priori, rien.

Et si, au lendemain de l'élection de Vladimir Poutine, dans certains pays étrangers comme la France, l'Allemagne et le Danemark, des voix s'élèvent en faveur d'un règlement de la situation, à Moscou, c'est le silence radio.

En Tchétchénie libérée , le représentant de Poutine sur place, Nikolai Kochman, a proposé que la république caucasienne soit placée sous le contrôle direct du président.

Vladimir Poutine n'a pas encore prononcé de déclaration sur ce qu'il compte faire aux confins sud-ouest de l'immense Fédération de Russie, où l'opération antiterroriste a débuté il y a presque six mois, le 1er octobre 1999.

Depuis le début de l'année, les militaires répètent que l'opération touche à sa fin . Or, pendant qu'une parodie de scrutin présidentiel était organisée dans douze districts sur quinze de certains des territoires libérés de la Tchétchénie - y compris les ruines de Grozny -, quelque 1.500 rebelles indépendantistes ont contre-attaqué à Nojaï-lourt (sud-est), ainsi que l'a enfin admis hier le ministère de la Défense, après l'avoir farouchement nié la veille, de peur que cela n'influe négativement sur le scrutin en Russie.

Pendant qu'à Moscou, les télévisions annonçaient un taux de participation aux élections présidentielles de 66 %, un chiffre surprenant était diffusé en provenance de Grozny, où plus de 98 % des habitants seraient allés voter.

De quels habitants s'agit-il? , a osé demander en direct, surpris,

Evgueni Kissiliov, le présentateur vedette de la chaîne de télévision indépendante NTV: Grozny est rasée et ses civils ont été évacués , ajoutait-il en murmurant.

Depuis quelques jours, les correspondants de guerre des chaînes russes qui stationnent aux côtes des troupes fédérales, répètent qu' il ne se passe rien . D'ailleurs, si, il y a encore quelques semaines, ces derniers se tenaient en face de leur caméra sur fond de soldats ouvrant le feu ou actionnant un tir de mortier, maintenant, les images de fond sont celles de soldats passifs sous le soleil du Caucase. Tout pour donner l'image d'un conflit en train de se terminer, avec une victoire russe complètement acquise.

LES BOÏVIKI CONTINUENT D'autre part, l'intensification, avant le scrutin de dimanche dernier, des mesures de sécurité en Tchétchénie même, dans les républiques avoisinantes (Ingouchie et Daghestan) et dans certaines grandes villes de Russie, montre bien à quel point le Kremlin redoutait des provocations de la part des bandits tchétchènes, soucieux de gêner la procédure démocratique . De gêne, il n'a point été question, ce qui montre le peu d'intérêt des rebelles pour un scrutin qui n'a d'ailleurs pas même passionné leurs ennemis.

La majorité des quelque 2.500 à 3.000 combattants qui continuent de défier Moscou se trouvent à Vedeno et Nojaï-lourt, dans le sud-est, et circulent toujours à leur gré d'une localité à une autre. De temps en temps, des combats sporadiques éclatent dans d'autres zones, notamment autour de Samachki (est), dans la région d'Ourous-Martan (sud-ouest) et dans les gorges de l'Argoun (sud). Pour les boïviki , la guerre n'est pas terminée.

A. Nt

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Premier succès désarmant pour Vladimir Poutine



Le Soir* - 15 avr. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Premier succès désarmant pour Vladimir Poutine...

Premier succès désarmant pour Vladimir Poutine

Après sept ans de blocage nationaliste et communiste, la Douma russe (chambre basse du parlement) a ratifié vendredi, par une majorité de 288 voix contre 131 et quatre abstentions, l'accord de désarmement nucléaire russo-américain Start II.

A cette occasion, le président Vladimir Poutine a proposé de réduire à 1.500 le nombre d'ogives nucléaires russes et américaines dans le cadre d'un futur accord START III, contre 2.500 dans l'actuel projet... évidemment sur une base réciproque . M. Poutine a cependant prévenu que si après la ratification de START II (...) les Etats-Unis violent le traité anti-missiles ABM, nous sortirons non seulement de START II, mais de tout le système de limitation des armements stratégiques et éventuellement tactiques .

M. Poutine avait exhorté les députés à ratifier START II. Le retard de cette ratification, avait-il dit, peut initier une nouvelle course aux armements, que la Russie ne pourra pas assumer, et dont les conséquences seront encore pires que la première fois .

Juste avant le vote, M. Poutine a assuré que START II ne remettait pas en cause les capacités de dissuasion de la Russie.

A tout moment notre arsenal nucléaire peut détruire n'importe quel objectif n'importe où, même si nous avons affaire à plusieurs attaques nucléaires , a-t-il affirmé.

Après le vote M. Poutine a déclaré: C'est à nos partenaires de faire le pas suivant, la balle est dans leur camp .

MONDE SANS MISSILES? Start II a été

signé le 3 janvier 1993 par les présidents et Eltsine. Il prévoit de diminuer des deux tiers le nombre des ogives nucléaires à 3.500 pour les Etats-Unis et 3.000 pour la Russie. Start I

dont c'est un prolongement, a été signé en juillet

1991 entre MM. Bush et Mikhaïl Gorbatchev. Avant les négociations

Start, les deux puissances comptaient chacune environ 10.000 ogives nucléaires.

Le traité ABM de défense anti-missiles
a lui été signé en 1972. Washington souhaite aujourd'hui
l'amender pour faire face aux menaces venues de pays tiers, comme la Corée
du nord. Moscou refuse toute modification de ce traité.
Trois catégories d'armements sont touchées
par Start II:

- Les missiles balistiques intercontinentaux;
- Les missiles balistiques des sous-marins;
- Les bombardiers lourds.

Aucune de ces catégories ne peut conserver plus de 1.750
ogives. Les Etats-Unis et la Russie s'engagent aussi à éliminer
totalement les missiles balistiques intercontinentaux à têtes
multiples, un point particulièrement critiqué par les opposants
à l'accord. La Russie doit notamment éliminer ses missiles
SS-18 et SS-24 qui totalisaient 3.520 têtes. Les Etats-Unis, pour
leur part, doivent abandonner leurs MX-Peacekeeper et Minuteman III, soit
2.000 ogives.

ERREUR HISTORIQUE SELON LE PC A Moscou, tout
le monde ne partage pas la sérénité de M. Poutine.

La ratification est une erreur historique et une nouvelle défaite
pour la Russie , a déclaré le chef du parti communiste
Guennadi Ziouganov après le vote. Aujourd'hui, avec ce vote, on
a détruit notre seul moyen de défense encore efficace ...

De son côté, le secrétaire général
de l'Otan George Robertson a estimé vendredi que la ratification
de l'accord START II était une bonne nouvelle et un grand pas
en avant. Si c'est un signe de la capacité et de la volonté
de président Poutine et de la Douma de travailler ensemble, c'est
un bon signe pour nous tous.

P. Ml. (d'après AFP, AP)

La dot du successeur d'Eltsine pour son mariage de raison
avec l'Occident Ce que Boris Eltsine, qui avait signé le traité
Start II avec son homologue Bill Clinton, n'avait jamais réussi en
sept ans, Vladimir Poutine l'a obtenu en trois semaines. C'est sa dot pour
ses noces avec l'Ouest.

ANALYSE C'est, sans doute, une sorte de made in England
, une spécialité britannique. Au milieu des années
80, Margaret Thatcher constatait, après une visite de Mikhaïl
Gorbatchev, qu'il s'agissait d' un homme avec qui l'on peut faire des
affaires . Et la Dame de fer réussit à convaincre les Américains

du fait qu'il y avait désormais à la tête de l'URSS
un dirigeant moderne, ouvert et réformateur, un partenaire intéressant
pour les Occidentaux. On connaît la suite...

Ce dimanche, le Premier ministre Tony Blair aura l'occasion
de répéter l'exercice: il aura l'honneur de lancer la carrière
occidentale de Vladimir Poutine, dont il est, à son tour, convaincu
qu'il s'agit d'un homme avec lequel on peut s'entendre.

Pour M. Poutine, Londres, qui constitue son premier déplacement
présidentiel à l'étranger, n'est qu'un hors d'oeuvre.

Au retour de son voyage, les 17 et 18 avril, M. Poutine est attendu à
Kiev, puis vient une rencontre avec M. Mori, le nouveau Premier ministre
du Japon, avant les voyages à Paris, en Chine et, peut-être,
en Pologne.

GRANDE RECONCILIATION Assez pour commencer? Pas du tout.

Dans l'agenda quasi immédiat de M. Poutine, il y a beaucoup plus:
une sorte de grande réconciliation avec les institutions occidentales.

Le chef de la diplomatie russe, Igor Ivanov en dévoile le principe:
L'important n'est pas qu'on ait résolu tous les problèmes,
dit-il , mais qu'on ait confirmé la volonté politique
de développer nos relations. Et il annonce sa présence
au Comité des ministres du Conseil de l'Europe les 10 et 11 mai à
Strasbourg.

Ce n'est pas une nouvelle innocente. Le Comité des ministres
doit notamment examiner la recommandation, votée par l'Assemblée
parlementaire du Conseil de l'Europe le 6 avril, d'entamer une procédure
de suspension de la Russie de cette organisation en raison de la guerre
en Tchétchénie.

Et cela continue. Les 24 et 25 mai à Florence: le Conseil
permanent Russie-Otan, le premier depuis la guerre du Kosovo et le gel par
Moscou de ses rapports avec l'alliance atlantique; le 9 juin à Bruxelles:
le conseil Russie-Otan des ministres de la Défense...

Calendrier de routine diplomatique? Non, véritable offensive.

Marquée par deux faits exceptionnellement significatifs. D'une part,
ce vendredi, la Douma a, enfin, après sept années de blocage
communiste, ratifié les accords Start II. D'autre part, le président
russe, un ancien du KGB, fait un geste assez exceptionnel, en participant,
indirectement, mais quand même, à la commémoration de
l'exécution de 15.000 officiers polonais à Katyn par le KGB
d'il y a 60 ans.

Cette véritable salve diplomatique envoie un message politique important: oublions les symboles, semble dire Vladimir Poutine, soyons sérieux, c'est-à-dire pragmatiques. La démocratie occidentale et le marché libre, ce sont de bonnes idées, explique-t-il, mais nous devons les adapter aux réalités russes .

Comment? Simple. Par la dictature de la loi (son principal slogan électoral), ce qui est en soi une bonne nouvelle dans la mesure où, jusqu'à maintenant, ce pays a connu plus de dictature que de loi. Cela ne peut certes pas remplacer un vrai programme, mais cela mérite l'intérêt occidental.

STABILITE POLITIQUE Décodée, l'ouverture de M. Poutine veut signaler que sa Russie entre maintenant dans une phase de stabilité politique, à priori favorable au développement d'une coopération sur le long terme et à la reprise de la construction d'un partenariat durable. Le dialogue avec la Russie, propose M. Poutine, et non pas des ultimatums ni des sanctions, doit être la stratégie à long terme de l'Occident dans ses rapports avec la Russie.

Evidemment, tout cela a un prix. La Tchétchénie.

Moscou sait que le vote des parlementaires du Conseil d'Europe et les sanctions, constituent un embarras, moins pour la Russie, que, paradoxalement, pour les gouvernements occidentaux. D'où cette invitation tacitement envoyée par Poutine: politiques de tous les pays, unissons-nous. Laissons aux parlementaires, les représentants du peuple, l'exclusivité de l'indignation, le monopole du coeur, d'incarner, comme à Strasbourg, la vox populi . A nous, les hommes d'Etat, de faire notre travail, trouver des solutions qui permettront le dialogue et à la coopération de se poursuivre, bref: mettre de l'ordre dans les affaires du monde.

Poutine a été entendu. Le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne, Javier Solana constate: Nous considérons que le comportement de la Russie en Tchétchénie est inadmissible. Mais les discussions sur les sanctions sont terminées. Nous sommes pragmatiques et nous avons besoin d'un dialogue solide avec la Russie.

Depuis la fin de la guerre froide, les Occidentaux sont à la recherche d'un traitement équilibré de la Russie et oscillent entre la nécessité et la décence, entre le cynisme et la morale. Poutine est d'avis que la politique internationale est une chose trop sérieuse pour permettre qu'elle soit gérée

par les émotions. Fort de sa première victoire politique que constitue la ratification, après sept ans de tergiversations et de blocages, du traité Start II, il propose la solution: sortir la diplomatie du piège du drame tchéchène.

Ensuite, on verra...

POL MATHIL

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Seul Tony Blair n'a pas agacé Vladimir Poutine



Le Soir* - 18 avr. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

LONDRES De notre correspondant particulier Avec ...

LONDRES

De notre correspondant

particulier

Avec passion , Vladimir Poutine a défendu, lundi après-midi à Londres, son action en Tchétchénie. Le mot n'est pas venu de la bouche du nouveau président russe. C'est son hôte, Tony Blair, le Premier ministre britannique, qui, curieusement, l'a choisi lors d'une conférence de presse donnée par les deux chefs d'Etat.

Cette visite d'une journée était la première sortie dans le monde occidental du nouvel homme fort du Kremlin depuis son élection à la présidence, le 26 mars. Les deux hommes s'étaient d'ailleurs déjà rencontrés à Saint-Petersbourg, en pleine campagne électorale. Tony Blair, aujourd'hui le plus pressé des leaders occidentaux à accueillir le président russe, avait alors reconnu être impressionné par la personnalité du candidat Poutine. Bill Clinton le sera-t-il à son tour, les 4 et 5 juin à Moscou? Impressionnant, le nouveau président russe a cherché à l'être face à une presse britannique qui n'a pas hésité à poser de brutales questions. Piqué d'une colère froide, à peine cachée par une moue nerveuse, Vladimir Poutine n'a cessé de fixer du regard l'impertinent qui l'interrogeait sur la Tchétchénie.

Au début, les journalistes avaient pourtant pensé que le président, silencieux, allait esquiver la question, prétextant d'un incident dans la transmission de la traduction. Mais le problème technique résolu, il s'est lancé dans un long monologue. Visiblement irrité, il a insisté sur l'agression dont la Russie avait été victime et sur l'incompréhension de l'Ouest qui ne doit pas s'inquiéter .

Derrière son pupitre, Tony paraissait bien gris, presque aussi sec et rigide que son invité. Il a fallu une question annexe sur les récents problèmes boursiers de la nouvelle économie

pour que, en fin de conférence, le Premier ministre se détende et retrouve son sourire habituel.

Sur les questions russes, il a parlé avec autorité mais sans enthousiasme, expliquant qu'il fallait comprendre et dialoguer : C'est la meilleure méthode pour résoudre les problèmes , a-t-il insisté plusieurs fois, répétant aussi souvent, comme pour bien contrebalancer, qu'il partageait les inquiétudes sur les atteintes aux droits de l'homme en Tchétchénie.

Il y a des risques à accueillir Vladimir Poutine si rapidement. Mais les résultats potentiels valent la tentative , assure The Times , le journal conservateur. Le Royaume-Uni et la Russie ont besoin de bonnes relations, mais pas à n'importe quel prix , affirme The Guardian , le quotidien de gauche, considérant l'initiative de Tony Blair non seulement honteuse mais aussi ringarde car ne s'inscrivant pas dans le cadre d'une politique européenne coordonnée.

Une cinquantaine de manifestants se sont d'ailleurs retrouvés près de Downing Street pour protester contre les crimes de guerre en Tchétchénie. La Grande-Bretagne est supposée défendre les droits de l'homme. Mais elle reçoit ce boucher et lui déroule le tapis rouge , tempêtait Asad Zaman, l'un des manifestants musulmans, venu de Manchester.

POUTINE LES NERFS A VIF Sous la splendide verrière du ministère des Affaires étrangères, Vladimir Poutine, le geste toujours rigide, lui a indirectement répondu, assurant que l'offensive en Tchétchénie n'est pas une lutte contre les musulmans, mais contre l'extrémisme . Une fois encore, Tony Blair semblait hésiter entre acquiescement et embarrasement. C'est peu après qu'il a évoqué la passion de son invité.

Avec leurs petits appareils personnels, plusieurs journalistes venus de Russie ont photographié les deux chefs d'Etat. Quant aux journalistes britanniques, leurs questions ont continué à fatiguer les nerfs de Vladimir Poutine. Le chroniqueur politique du Sun , le plus célèbre des tabloids, lui a demandé ce qu'il comptait faire contre la corruption et contre les gangsters à la tête de l'Etat russe .

Le président a avalé sa salive. C'est une exagération... , a-t-il commencé par répondre. Un autre journaliste l'a interrogé sur son état d'esprit, lui l'ancien espion du KGB, à quelques heures de son audience chez Elizabeth II, au château de Windsor. Pour le thé chez la Reine, je n'ai

aucun conseil à vous donner, Vladimir a plaisanté Tony

Blair, dans un rare élan amical.

Mais Vladimir Poutine ne répondra pas.

BENJAMIN QUENELLE

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés



* ...

* Avec le cinéaste Romain Goupil, vous êtes

à l'origine d'un manifeste, Une horreur hante l'Europe , qui réunit plus de deux cents intellectuels et artistes d'Europe et d'Amérique. Vous vous y insurgez contre les supplices infligés aux Tchétchènes par les Russes.

* Il faut réfléchir à toutes les déclarations, nécessaires, mais lentes à venir, qui ont été prononcées contre Milosevic depuis 1991, pour que s'arrêtent enfin les massacres perpétrés par les Serbes. Ce qui se passe en Tchétchénie, c'est évidemment pire que tout ce qui s'est passé en ex-Yougoslavie. De la capitale Grozny, qui comptait environ 400.000 habitants, il ne reste pas une pierre. Il n'y a pas d'exemple de ce type, dans l'espace européen, d'une ville absolument rasée, depuis Varsovie en 1944.

Notre réaction est l'horreur, en face de crimes qui sont évidemment des crimes contre l'humanité: bombarder une ville de septembre à décembre-janvier, en y laissant 10, 20, 30, 40.000 civils selon les Russes eux-mêmes. Des pauvres gens qui n'avaient pas les moyens d'acheter leur départ, des enfants, des malades, des handicapés, des femmes enceintes, des vieillards,...

* Le gouvernement russe prétend qu'il s'agit d'éradiquer le terrorisme tchétchène.

* Non. Il s'agit de crimes contre l'humanité, de liquider n'importe quel Tchétchène, civil, combattant ou terroriste, sans discrimination. Les généraux russes ont pris la décision de tuer n'importe qui à Grozny à partir du simple fait qu'on était habitant de Grozny. Si, au nom de la lutte contre le terrorisme, les gouvernements européens imaginaient la même chose, quel tollé cela susciterait! Le gouvernement espagnol au pays basque, Tony Blair contre l'IRA à Belfast, ... Tout le monde crierait à l'horreur.

En Tchétchénie, la lutte contre le terrorisme n'est qu'un prétexte. Il y a là une façon d'admettre de Poutine ce que nous n'admettrions pas nous-même, et de traiter

les Tchétchènes comme des personnes de seconde zone: ce ne sont pas des êtres humains, ils peuvent bien subir ça. Ce qui est profondément honteux et constitue la négation même des arguments utilisés contre Milosevic ou contre Haider en Autriche.

* Le silence de l'Europe ne repose-t-il pas sur le retour de l'équilibre Est-Ouest, où chacun maintient sa zone d'influence, par la crainte de l'arme nucléaire de l'autre?

* Si c'est vrai, c'est une incitation à la prolifération de l'arme nucléaire. C'est une invitation à tous les tyranneaux de la planète à se constituer au plus vite un stock d'armes de destruction massive. Bonjour les dégâts!

* L'Europe est donc trop timorée face à Vladimir Poutine?

* Oui, mais la crainte et la dissuasion nucléaire ne peuvent tout expliquer. On a quand même réussi à contenir Staline. A Brejnev, on a imposé les accords d'Helsinki. Si on est ferme et clair, si on dit ce qu'on pense, on peut contenir Poutine. Mais il faut choisir entre un Poutine qui a les mains libres et se sent la capacité de martyriser les Tchétchènes et un Poutine qui se sent un peu lié. S'il veut des crédits, qu'il respecte les conventions internationales, les droits de la guerre, les droits de l'homme... Et sinon, qu'il ne fasse plus partie des instances internationales, qu'il soit mis à l'écart.

* C'est, pour vous, une manière d'affirmer l'existence de l'Europe?

* En un siècle, l'Europe s'est construite sur un triple refus: celui du fascisme de Hitler, du totalitarisme de Staline, et du colonialisme des nations occidentales. Laisser continuer Poutine, c'est renier ces valeurs et se rendre complices des crimes qu'il commet. La première chose à faire est de parler franchement, et de dire qu'un crime est un crime. De soutenir les consciences courageuses qui, en Russie, se mobilisent pour la paix en Tchétchénie et en faveur de la liberté en Russie. Je pense au journaliste Babitski, au dirigeant de l'association russe Mémorial, Tcherkassov, aux quelques députés qui osent s'opposer à la guerre en Tchétchénie.

* Votre pétition a suscité l'adhésion de plus de 200 personnalités de droite comme de gauche, c'est assez rare...

* Oui: Jean d'Ormesson, Noam Chomsky, Cohn-Bendit, Günter Grass, Godard, John Le Carré, Jean-François Revel, Umberto

Eco, François Fejtö, le prix Nobel de littérature Claude

Simon, des amis du pape à Varsovie... Pourquoi cette mobilisation?

Parce qu'aujourd'hui, le sentiment d'horreur dépasse largement le cercle des intellectuels. En France, 60% des gens estiment qu'on n'en fait pas assez pour arrêter ce supplice.

Le pire, c'est que ce sentiment n'est pas partagé, à tort, par nos gouvernements. D'où, à nouveau, cette sécession bien réelle et dangereuse qui se dessine entre l'opinion publique, les artistes, les intellectuels, d'une part, et les politiques de l'autre.

Au nom du réalisme, on traite avec Poutine sur le dos des Tchétchènes.

On scelle dans le sang le partenariat, notamment économique, entre l'Europe et la Russie. Ce n'est pas seulement irréaliste, mais c'est encourager les pires instincts du nouveau président russe.

Propos recueillis par

ALAIN DELAUNOIS

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Documents sauvegardés

Dimanche 29 mars 2020 à 16 h 46

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Soir

25 avril 2000

«Les Russes ont voté l'ordre et la sécurité»

Les députés belges ont rencontré les hommes politiques russes qui comptent aujourd'hui. Mais de société civile, point. MOSCOU De notre envoyé spécial Hormis le président Vladimir Poutine - initialement prévu au programme ...

3

LE SOIR

Nom de la source

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Mardi 25 avril 2000

Le Soir • 668 mots

«Les Russes ont voté l'ordre et la sécurité»

Les députés belges ont rencontré les hommes politiques russes qui comptent aujourd'hui. Mais de société civile, point.

MOSCOU *De notre envoyé spécial*

Hormis le président Vladimir Poutine - initialement prévu au programme des entretiens mais finalement retenu, comme on dit, par d'autres obligations -, la délégation parlementaire belge en visite à Moscou la semaine dernière a rencontré à peu près tous les interlocuteurs importants qu'il fallait... Manquaient - mais cela n'était pas programmé - l'opinion publique et la société civile.

De quoi parlez-vous? , s'étonne un des membres de la suite qui accompagne la délégation belge, quand nous nous disons choqués par le coût sans doute pharaonique (en tous cas incompréhensible dans une Russie financièrement exsangue) de la rénovation des salles non encore ouvertes au public mais bien à la délégation belge, dans la partie la plus représentative du Kremlin, le «palais» présidentiel russe. Des salles impressionnantes, écrasantes de richesse, toutes d'or et de marbre! On comprend qu'elles sont la source, à la fois, de la grande fierté de l'ex-président Eltsine, initiateur de l'oeuvre, et de la plus grosse affaire de corruption dans laquelle serait impliquée sa «famille» - l'affaire «Mabetex».

A-t-on demandé à l'opinion publique

russe son avis sur l'opportunité, si coûteuse, de reconstruire le Kremlin? Ou sur celle, non moins dispendieuse, de bâtir la nouvelle cathédrale - qui est, elle, l'oeuvre non pas d'Eltsine mais de Youri Loujkov, le maire de la capitale? A-t-on demandé à la population si, à Moscou, qui manque de tout, il n'y a pas de besoins plus urgents: un hôpital, des logements, des écoles?

Nous avons interrogé le politologue Igor Bunin sur l'absence apparente de réaction de l'opinion publique russe aux ukazes des décideurs.

** Dans ce pays, il n'y a ni opinion publique ni société civile. Nous n'en sommes pas là. On peut changer facilement de président, de parlement ou de gouvernement; la mentalité des gens, c'est autre chose, c'est une question de générations...*

** Qui sont alors ces 40 millions de Russes qui ont apporté leurs voix à la guerre en Tchétchénie et à Vladimir Poutine?*

** Ce n'est pas à Vladimir Poutine qu'ils ont donné leurs voix, mais à leur nostalgie du passé, d'un Etat et d'un homme forts, d'un peu d'ordre et de sécurité.*

** Un ancien colonel des services secrets pourra-t-il répondre à leurs attentes?*

** C'est une fausse référence. Très peu de gens font le lien entre Poutine et la terrible tradition de la répression en Russie. Personne ne se souvient ici du goulag,*

© Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 mars 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20000425-SR-3665

des dissidents ou des asiles psychiatriques. C'est du passé. Poutine est beaucoup plus associé dans les esprits à Anatoli Sobtchak, ancien maire démocrate et réformateur de Saint-Petersbourg, qu'au KGB.

* Poutine est-il capable de rompre avec la «famille» Eltsine ?

* Le divorce n'est possible qu'à la longue. Poutine n'a pas de base politique réelle, il restera longtemps tributaire de la «famille» et de certains oligarques.

* Il dit vouloir s'en débarrasser.

* Ce n'est pas si simple. Certains oligarques sont si riches et puissants - un Boris Berezovski notamment - qu'il serait risqué d'y toucher. Poutine est dans un cercle vicieux. Pour commencer à purifier l'atmosphère et, partant, attirer les investisseurs étrangers, il doit combattre la corruption. Cela n'est pas possible sans s'attaquer à des personnalités qui figurent, pour certaines, parmi les instigateurs du «phénomène Poutine». Ce sont eux qui ont maintenu Eltsine au pouvoir alors qu'il aurait dû se trouver à l'hôpital, et qui ont lancé Poutine au moment choisi, l'homme étant censé garantir la pérennité de leurs intérêts.

* Qui est Vladimir Poutine ?

* Il a été inventé, en quelque sorte, par Alexandre Volochine (et par Tatiana, la fille d'Eltsine), qui était et est toujours le chef de l'administration présidentielle. C'est là que ce coup de génie a été mis en chantier. Poutine, c'est sa force, est l'inverse de Boris Eltsine : un homme jeune, apparemment honnête, fort, sportif, sobre. Il a compris ce qu'on attend de lui. Il a compris notamment que ce pe-

uple est malade à la fois de son empire perdu et de ses illusions perdues au sujet des réformes et du libéralisme. Qu'en Russie, un tiers de la population vit avec moins d'un dollar par jour, ce qui en fait presque un Etat du tiers-monde.

* Et cela suffit?

* Les bêtises des Tchétchènes, notamment l'agression islamiste au Daghestan et le banditisme, lui ont fourni un excellent tremplin. La Tchétchénie n'est pas le Kosovo, la Russie n'est pas la Yougoslavie. Poutine savait que dans le cas de la Russie, l'indignation occidentale aurait des limites. Il a donc fait avec la Tchétchénie ce que, toute proportion gardée, Mme Thatcher a fait avec la guerre des Malouines : donner aux Russes l'illusion de la puissance...

* Quels Russes ? Qui sont les Russes d'aujourd'hui ?

* Un peuple sans repères. Un récent sondage a dévoilé de profondes contradictions dans leurs idées. Par exemple, 80% exigent l'accroissement du rôle de l'Etat dans l'économie, 70% la nationalisation de secteurs-clés et 50% s'opposent au développement des mécanismes de marché. En même temps, 65% manifestent une attitude positive à l'égard de la propriété privée. Et 89% jugent qu'il faut défendre les droits démocratiques, mais 80% se disent prêts à y renoncer partiellement si c'est le prix à payer pour remettre de l'ordre dans le pays.

* Il est donc impossible de définir l'identité russe.

* Aujourd'hui, c'est impossible. C'est un peuple sans identité. Poutine essaye de la créer..

* Comment ?

* Actuellement par la guerre, par l'application de la loi du talion, principe le plus facile à accepter par les gens frustrés. Après, on verra... **Propos recueillis à Moscou**

par POL MATHIL

Le nouveau tango de Bill et Vladimir



Le Soir* - 27 avr. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Le nouveau tango de Bill et Vladimir Russes et Américains se souviennent, dirait-on, qu'ils...

Le nouveau tango de Bill et Vladimir

Russes et Américains se souviennent, dirait-on, qu'ils

savent danser le tango. Une nouvelle partie majeure vient de s'engager entre

les deux géants militaires sur l'échiquier du désarmement.

A peine élu, le président russe Vladimir Poutine a relancé

le processus de façon magistrale. Le défi de la guerre des

étoiles lancé par Ronald Reagan en 1983 avait contraint l'URSS

à s'ouvrir aux réformes. Aujourd'hui, le défi est moindre.

Washington ne parle plus que de systèmes antimissiles limités.

Mais la Russie n'a pas davantage les moyens d'entrer dans cette course.

Elle joue habilement ses meilleures cartes.

ANALYSE En l'espace de quelques jours, M. Poutine a obtenu

de la Douma la ratification du traité de désarmement nucléaire

Start II et celle du Traité d'interdiction complète des essais

nucléaires (CTBT). Ce n'est pas seulement de la bonne volonté.

La démarche est hautement tactique et à objectifs multiples.

La ratification de Start II ouvre d'abord la voie à

la négociation d'un nouveau traité, Start III, qui permettrait

d'abaisser les plafonds des arsenaux russes et américains en principe

à 2.500 ogives de part et d'autre. Poutine surenchérit d'ailleurs

en proposant d'aller plus loin et de limiter ces arsenaux à 1.500

têtes nucléaires de chaque côté. Pour beaucoup

d'experts, la Russie n'a plus les moyens financiers d'entretenir un armement

supérieur à ce chiffre. Il s'agit donc de pur réalisme.

La surenchère place en outre Washington dans le rôle du vilain.

Le Pentagone voudrait, lui, garder au moins 2.500 ogives.

La ratification du CTBT place davantage encore les Etats-Unis

dans l'embarras. Le président Clinton n'a pu obtenir la même

ratification, en octobre dernier, du Sénat américain. Ainsi

a-t-on entendu ces derniers jours le Premier ministre britannique Tony Blair

inviter son grand allié américain à suivre... l'exemple

de la Russie.

En plaçant de la sorte les Etats-Unis sur la défensive,

Vladimir Poutine se positionne au mieux avant d'entrer dans une négociation

majeure pour les intérêts de sécurité russe.

Il sait qu'en contrepartie d'une nouvelle réduction importante des arsenaux nucléaires respectifs, Washington lui demandera un accord pour modifier, même modérément, le traité ABM qui date de 1972 et limite à une seule unité le déploiement de systèmes de défense antimissile. Moscou cherche à empêcher ou à limiter autant que possible une telle révision qui ouvrirait la voie à la National Missile Defense (NMD), c'est-à-dire au déploiement de premiers systèmes de défense antimissile américains.

CHARME ET MENACES C'est ainsi que la Douma, en le ratifiant, a lié l'application effective du traité Start II au maintien intégral du traité ABM. C'est ainsi qu'à New York, devant la conférence du TNP, le ministre russe Igor Ivanov a affiché la plus grande intransigeance à l'égard des intentions américaines de détruire cette pierre angulaire des équilibres stratégiques.

Il a également conditionné la poursuite du désarmement nucléaire à l'abandon par les Etats-Unis de ce projet NMD. L'offensive russe, faite de charme et de menaces, et s'appuyant sur les opinions publiques occidentales, vise en particulier à affaiblir la position du président américain alors qu'il doit se rendre à Moscou au début du mois de juin pour un premier sommet avec M. Poutine.

La Russie n'est d'ailleurs pas seule dans ce combat contre cette montée en puissance technologique et militaire que serait la NMD. Européens et Canadiens, qui craignent de se voir entraînés dans cette course onéreuse, la voient du plus mauvais oeil. Les Chinois ne veulent pas davantage en entendre parler. Un nouveau système antimissile américain pourrait s'exporter aisément au Japon ou à Taïwan et rendre moins dissuasif l'arsenal nucléaire chinois qui est censé assurer l'équilibre régional des forces.

AU MEILLEUR PRIX Soumis à la surenchère électorale des républicains, Bill Clinton veut au moins obtenir une modification minimale du traité ABM afin de pouvoir décider un premier déploiement, d'ici à 2005, d'une centaine d'engins antimissiles censés intercepter d'éventuels missiles nord-coréens ou iraniens.

Vladimir Poutine sait qu'il a intérêt à conclure un marché avec le président démocrate sortant.

La donne serait pire en effet si le républicain George Bush devait

occuper la Maison-Blanche l'an prochain. La décision américaine de lancer la NMD, attendue à l'automne prochain, dépendra d'ailleurs sans doute beaucoup plus du contexte électoral intérieur que du rapport de forces russo-américain. Un accord paraît donc assez probable entre ces fins tacticiens que sont Clinton et Poutine.

Pour Moscou, il s'agit simplement de le vendre au meilleur prix.

Hier, en sortant d'une visite à la Maison Blanche, et tout en répétant son opposition à toute modification du traité ABM, le ministre Ivanov a laissé entendre que les Russes sont prêts à entendre les suggestions américaines pour écarter les nouvelles menaces stratégiques. Les Etats-Unis se disent prêts, de leur côté, à partager cette nouvelle technologie antimissile avec leurs alliés, mais aussi avec Moscou.

On va donc bien vers un traité Start III et de nouvelles réductions des arsenaux nucléaires. Mais vraisemblablement aussi vers une nouvelle ère de la stratégie intercontinentale où la défense antimissile prendra progressivement le pas sur la dissuasion.

PIERRE LEFEVRE

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Les Russes sacreront Poutine entre eux



Le Soir* - 28 avr. 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Il n'est pas certain que Vladimir Poutine considère...

Il n'est pas certain que Vladimir Poutine considère son installation officielle à la tête de la Russie, le 7 mai prochain, comme un événement planétaire.

Le Kremlin a en effet décidé qu'aucun dirigeant étranger ne serait invité à la cérémonie.

Le bureau de la présidence a d'ailleurs fourni une explication d'une franchise inaccoutumée: Nous estimons que ce sera un événement national russe.

Sans doute Vladimir Poutine juge-t-il que son accession soudaine au pouvoir, à la date ô combien symbolique du 31 décembre 1999, dans la foulée de la démission spectaculaire de Boris Eltsine, que son élection sans risque le 26 mars dernier et, surtout, que son récent adoubement par Elizabeth II, Tony Blair et quelques autres visiteurs d'importance, ont suffisamment marqué les esprits et identifié le nouveau pouvoir russe à sa personne - qui reste largement une inconnue.

Au-delà du sarcasme, on sera plutôt tenté de voir dans ce geste un message aux Russes invités à marquer entre eux l'émergence d'un homme et d'un style. Comme une invite à l'adhésion féale à travers les vassaux. Dans un Kremlin redevenu un fort... boyard.

Pour le sacre, les caméras seront donc l'oeil exclusif du monde à Moscou, si l'on excepte les ambassadeurs accrédités dans la capitale. Pour l'état de l'empire, on lira ce jour-là les communiqués que les généraux manderont du Caucase.

JEAN-PAUL COLLETTE

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Le sacre de Vladimir Poutine, tsar de l'inconnu



Le Soir* - 06 Mai 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Le sacre de Vladimir Poutine, tsar de l'inconnu ...

Le sacre de Vladimir Poutine, tsar de l'inconnu D ans

l'exercice des pouvoirs du président de la Fédération

de Russie, je jure de respecter et préserver les droits et les libertés

de l'homme et du citoyen, de respecter et défendre la constitution,

de défendre la souveraineté et l'indépendance, la sécurité

et l'intégrité de l'Etat, de servir fidèlement le peuple:

tels sont les 26 mots (en russe) du texte du serment que Vladimir Poutine

prêtera, la main sur la Constitution, dimanche au Kremlin.

A ce moment, cet ancien agent du KGB âgé de 47

ans, vainqueur dès le premier tour de scrutin le 26 mars dernier

avec 52,94 % des voix, deviendra le troisième président élu.

Ses deux prédécesseurs, Boris Eltsine, le premier président

de la Russie, et Mikhaïl Gorbatchev, le dernier président de

l'URSS, seront présents à la cérémonie.

La prestation de serment devrait réunir quelque 1.500

invités, dont les membres du parlement fédéral.

Les chefs d'Etat étrangers n'ont pas été

invités, puisqu'il s'agit, selon le Kremlin, d'un événement

de nature intérieure. En revanche, les ambassadeurs accrédités

à Moscou sont en principe invités.

La cérémonie doit commencer à midi, heure

de Moscou (10 heures en Belgique). Elle ne devrait pas durer plus d'une

heure. Vladimir Poutine ne devrait pas se lancer dans un discours-programme

mais se contenter d'une courte allocution. La prestation de serment de Boris

Eltsine, le 9 août 1996, après sa réélection,

avait été encore plus réduite: elle n'avait duré

qu'un quart d'heure, à cause de son état de santé précaire.

Poutine a exprimé le souhait d'une cérémonie

sobre, sans grande pompe et sans engager de dépenses excessives,

croit-on savoir à Moscou. Il reste que, selon l'agence Interfax,

une enveloppe de 6 millions de roubles (9 millions de FB) a été

prévus pour payer les frais de la cérémonie. Il reste

aussi que le scénario de l'événement a été

plusieurs fois modifié et que, finalement, il pourra prendre l'allure

du couronnement d'un tsar.

Dans sa première version, la cérémonie devait se dérouler en plein air, sur la place de la Cathédrale, à l'intérieur des murs du Kremlin. Les pronostics de la météo étant mauvais, on a décidé de la tenir dans l'énorme Palais des Congrès, dans la même salle de marbre blanc où, voici quatre ans, Boris Eltsine a prêté serment. Mais le Palais des Congrès, l'ancien lieu des grandes assemblées du parti communiste, étant entre-temps devenu une scène plutôt vulgaire de spectacles et de divertissements, la décision a été prise de transférer la cérémonie dans un lieu plus digne, à l'échelle de l'événement, à savoir l'immense salle du Trône, le plus haut lieu de la splendeur tsariste, une des trois salles récemment restaurées, pas encore ouverte au public, dans le Grand Palais du Kremlin, résidence historique officielle du chef de l'Etat russe depuis 1849.

Deux détails confèrent à cette localisation une couleur quelque peu particulière. D'une part, la rénovation outrancièrement dorée, au propre comme au figuré, de cette partie du Kremlin a coûté plusieurs centaines de millions de dollars et se trouve au centre d'un énorme scandale de pots-de-vin dans lequel seraient impliqués l'entreprise suisse Mabedex chargée des travaux et plusieurs proches de Boris Eltsine.

LE PARRAIN ET LE PATRIARCHE D'autre part, il y a un problème artistique : les organisateurs ne savent pas très bien comment, sans détériorer le décor, dissimuler quand même le trône qui se dresse sur un podium au fond de la salle et qui, trop visible, risque de donner à la cérémonie un aspect trop... impérial et suggérer l'idée d'un pouvoir hérité directement du tsarisme.

Deux personnalités vont jouer un rôle tout particulier au cours de la cérémonie. D'abord, Boris Eltsine, qui va transmettre à son successeur les insignes de la plus haute décoration russe, l'Ordre du Mérite de première classe, symbole du pouvoir en Russie, une innovation qui doit, sans doute, symboliser la continuité au Kremlin. Ensuite, le Patriarche de toutes les Russies Alexis II va, deux icônes médiévales dans les mains, bénir le nouveau président qui a, on a pu le constater, régulièrement manifesté son attachement à la foi orthodoxe.

La présence de l'ancien président à cet

événement est parfaitement naturelle, même si, selon certaines sources, la famille de Boris Eltsine tient à manifester de cette façon la filiation entre les deux présidents et rappeler le rôle qu'elle a joué dans l'ascension du nouveau chef de l'Etat russe.

Celle d'Alexis II est en revanche contestable et critiquée par les défenseurs des droits de l'homme, en particulier le député démocrate Sergueï Kovalev, qui a tenu à rappeler que la Russie était un Etat laïque et a demandé que le patriarche ne soit qu'invité au même titre que les représentants des autres cultes en Russie.

DEVANT 2.500 TEMOINS Le couronnement , comme l'appellent les Moscovites, constitue LE grand événement non seulement politique mais surtout symbolique de la vie sociale de la capitale. Une compétition féroce a précédé la distribution définitive des invitations; 2.500 personnes ont été conviées à la cérémonie, dont une partie seulement pourra cependant la suivre directement. Les autres, dans deux salles voisines, auront des grands écrans à leur disposition. Un autre, plus grand encore, sera installé sur la place Rouge. La télévision transmettra évidemment le tout en direct.

La cérémonie sera ponctuée par le défilé, sur la place de la Cathédrale et dans des uniformes militaires du XIX e siècle, de deux mille soldats et officiers du régiment du Kremlin , formation chargée de la protection de ce lieu sacro-saint. Après la cérémonie au Kremlin, le président Poutine ira déposer des fleurs au monument du Soldat inconnu.

Le tout sera clôturé dans la soirée par une réception et un concert, donnés à l'occasion non plus de l'installation présidentielle, mais surtout du jour de la victoire , le 9 mai, 55e anniversaire de la capitulation allemande à l'issue d'une guerre dans laquelle la Russie a perdu plus de 20 millions de ses soldats.

LA NOUVELLE EQUIPE Selon de bonnes sources à Moscou, Vladimir Poutine a l'intention de présenter dès mercredi prochain son candidat au poste de Premier ministre. Ce sera, très probablement, Mikhaïl Kassyanov, actuellement vice-Premier ministre, un des plus proches collaborateurs du président. Selon M. Kassyanov lui-même, on peut s'attendre à des changements plutôt importants ...

Pourquoi faire? Vladimir Poutine n'a jamais exercé un mandat électif et n'a jamais géré une grande administration sauf... le FSB, l'ex-KGB. Ce dimanche, il se retrouvera à la tête d'un pays de 150 millions d'habitants et d'un Etat riche de citoyens pauvres .

Interrogé sur ses héros , M. Poutine a désigné Charles de Gaulle et Ludwig Erhard, deux hommes qui ont sorti leurs pays, respectivement d'une guerre coloniale (allusion à la Tchétchénie?!) et d'un abîme économique. Boris Eltsine ne figure pas parmi les modèles de Vladimir Poutine. Chacun est libre d'en tirer une conclusion...

POL MATHIL

Avec le crédit de l'Occident Son premier cadeau présidentiel, Vladimir Poutine l'a reçu avant même sa prestation de serment. De l'étranger, et plus précisément d'Allemagne.

Des éléments de la très célèbre Chambre d'ambre , le fabuleux ensemble (55 m2) de tableaux en marqueterie d'ambre, offert par le roi de Prusse Guillaume Ier au tsar Pierre le Grand en 1716 et volé par les nazis dans le palais de Tsarskoïe Selo (tout près de Saint-Péters-bourg), viennent d'être rendus à la Russie en échange des dessins du musée de Brême.

Le géant gazier Ruhrgas, sponsor de la reconstruction de la chambre , n'a dépensé que 3,5 millions de dollars, mais la valeur symbolique du geste est beaucoup plus importante. Il s'agit d'un acte de confiance, d'une invitation au dialogue et à la collaboration, d'un investissement dans l'avenir de la Russie.

C'est que, aux yeux des Occidentaux, politiques et magnats financiers, le nouveau président mérite le risque du crédit, au propre comme au figuré.

Certes, dès le départ, les litiges ne manquent pas. Il suffit d'évoquer le projet américain de modifier le traité de 1972 sur les missiles antimissiles, ce qui, dans l'esprit des Russes, équivaldrait à une nouvelle Guerre des étoiles susceptible de provoquer une nouvelle et ruineuse course aux armements.

Ou celui d'un élargissement de l'Otan incluant éventuellement l'adhésion d'une des anciennes républiques soviétiques.

Guerre froide! , a dit Eltsine à ce propos...

Cela étant, Vladimir Poutine bénéficie en Occident (il suffit d'examiner son carnet de voyages pour s'en convaincre)

d'un préjugé favorable, peut-être imprudent mais réel.

C'est, comme le disent à l'unisson les leaders démocrates, de Clinton à Blair en passant par Chirac, un homme avec lequel nous pourrions faire des affaires .

AUTORITAIRE MAIS PRAGMATIQUE Vladimir Poutine est d'accord.

Il a, à cet égard, donné déjà des gages assez convaincants. Il a démontré son efficacité en faisant ratifier les deux traités en souffrance depuis de longues années : sur le désarmement nucléaire (Start II) et sur l'interdiction des essais nucléaires. Et, pour la première fois depuis la chute de l'URSS, ni la Douma, enfin majoritairement favorable au pouvoir exécutif, ni l'armée (on le voit, hélas, en Tchétchénie) ne s'opposent au président.

Certes, il est quelque peu gênant de devoir constater que plusieurs analyses simultanées et de sources très différentes font état des tendances autoritaires du nouveau président russe. Il reste, se consolent les observateurs, que M. Poutine n'est pas un boutefeu fanatique, mais un bureaucrate prudent et pragmatique.

Autrement dit, l'autoritarisme de M. Poutine semble exercer un certain charme ou même un charme certain en Occident : il est de nature à réduire le désordre intérieur sans susciter trop de retombées négatives en matière de politique étrangère.

Les déplacements les plus significatifs de M. Poutine avant son couronnement l'ont fait voler dans un Soukhoï 27, et descendre dans un sous-marin nucléaire... où il a été reçu avec les honneurs réservés aux commandants ayant torpillé un navire ennemi!

Il serait prudent de se demander, dans l'euphorie générale, vers quelle cible pourrait être dirigée la prochaine torpille de l'amiral Poutine.

P. MI

Craindre la dictature de la loi ou la démocratie dirigée A défaut de connaître l'homme Vladimir Poutine, ses cinq mois à la tête du gouvernement, ses quatre mois d'intérim à la présidence et sa campagne électorale - lapidaire - ont-ils permis de cerner sa méthode? D'apaiser ou d'alimenter les craintes nées d'un style que semble ne dominer aucun état d'âme?

Personne n'a oublié la seule expression du candidat
Poutine susceptible de passer à la postérité: celle
par laquelle il se proposait d'instaurer la dictature de la loi .
Même s'il est indéniable que l'Etat de droit reste
une fiction en Russie, au même titre que la séparation des
pouvoirs et l'indépendance de la Justice, la biographie et quelques
formules musclées du nouveau président donnent à craindre
qu'il ne privilégie les moyens de la dictature aux garde-fous de
la loi.

Ses projets politiques ne sont guère plus rassurants.
A commencer par l'intention qu'on lui prête, à très
bonne source, de demander très vite au Parlement l'extension du mandat
présidentiel à sept ans.

Mais il y aurait davantage. Le quotidien Kommersant , contrôlé
par le magnat de la finance Boris Berezovski, qui n'est pas précisément
en odeur de sainteté au Kremlin, a révélé cette
semaine l'existence d'un document confidentiel qui préparerait un
renforcement des pouvoirs tant de la présidence que des services
secrets.

Selon la boutade d'un observateur, si le document est authentique
et trouve concrétisation, le seul contrôle civil sur l'exécutif
serait exercé par le... FSB, le successeur du KGB.

A son tour, l'IISS, le célèbre Institut international
d'Etudes stratégiques de Londres, croit savoir, dans son rapport
annuel, que Vladimir Poutine serait prêt à rogner les libertés
publiques dans son pays et que la Russie pourrait se diriger vers un
modèle de démocratie dirigée qui la ferait
apparaître quelque part entre la Turquie (au mieux) et l'Egypte
(au pire)...

Mais l'IISS nuance immédiatement son appréciation,
voyant plutôt en Poutine un bureaucrate prudent et pragmatique .
Un pragmatisme qui l'a conduit à très vite s'impliquer
dans la guerre pour le contrôle des médias, ceux qui se sont
mis au service de ses adversaires de la première heure (les Loujkov,
Yav-linski, Skouratov...) ou qui obéissent à quelques-uns
des oligarques les plus puissants, ceux qui ont osé contester la
couverture officielle de la guerre en Tchétchénie...

Malgré la floraison de chaînes et de titres, il
n'est pas aisé de pratiquer un journalisme objectif dans la Russie
de Poutine. Quand il aborde des thèmes comme la corruption ou les

pouvoirs occultes, le métier peut même se révéler très dangereux: depuis 1991, plus de 120 journalistes ont été tués en Russie, dont sept l'année passée (quatre en Tchétchénie) et deux depuis janvier. Meurtres, violences et intimidations sont le lot quotidien de la profession.

Le signal le plus inquiétant est évidemment venu de l'affaire Babitski. Le journaliste de Radio Liberté, l'antenne moscovite de Radio Free Europe, a été arrêté en janvier par les forces russes, du côté de Grozny; celles-ci l'auraient ensuite remis aux Tchétchènes en échange de soldats russes, mais de sérieux doutes pèsent sur la réalité de l'opération, d'autant que Babistki n'a réapparu que pour être réarrêté par les Russes et inculpé.

Et qu'il était de loin le correspondant russe le plus éloigné de la propagande triomphaliste...

J.-P. C. et P. Ml

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Documents sauvegardés

Dimanche 29 mars 2020 à 19 h 30

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Soir

6 mai 2000

Otage de sa politique en Tchétchénie

Si l'on ne doit retenir pour sa pertinence qu'un seul propos récent du président indépendantiste tchétchène Aslan Mashkadov, c'est celui (une interview au «Monde», le 3 mai) par lequel ...

3

LE SOIR

Nom de la source

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Samedi 6 mai 2000

Le Soir • 350 mots

Otage de sa politique en Tchétchénie

Si l'on ne doit retenir pour sa pertinence qu'un seul propos récent du président indépendantiste tchétchène Aslan Mashkadov, c'est celui (une interview au «Monde», le 3 mai) par lequel il constate que, si Vladimir Poutine avait besoin de la guerre en Tchétchénie avant le 26 mars, pour être élu et asseoir son pouvoir auprès de l'armée, ce conflit est aujourd'hui son plus lourd fardeau.

Comment ne pas acquiescer à la lecture des bilans presque quotidiens à travers lesquels les milieux militaires russes eux-mêmes reconnaissent l'ampleur de leurs pertes et des difficultés qu'ils rencontrent? Comment ne pas se souvenir de l'annonce matamoresque du Kremlin, qui fixait aux environs du... 26 mars la victoire fédérale?

Comment ne pas avoir noté que le report de leur succès à une date ultérieure a contraint les forces russes à décréter officiellement une phase de guérilla dans les montagnes, alors que les Tchétchènes, à la manière de «partisans», harcèlent l'armée et les milices de l'Intérieur jusque dans les villes des plaines bruyamment «libérées»?

Comment enfin ne plus rejeter comme du brouillard artificiel les allusions à des contacts secrets, les démentis, les invectives et les manoeuvres qui, tous, indiquent que le scénario d'une négociation n'est plus rejeté par le Kremlin lui-même?

Une des tâches les plus urgentes de Vladimir Poutine consiste désormais à franchir dans l'autre sens, celui de la raison, les obstacles qui entravent la quête d'une issue négociée: les généraux - qui ont obtenu... de Poutine crédits, argent (ce n'est pas la même chose, en Russie) et honneurs en échange de leur soutien politique; le nationalisme qui, entonné par... Poutine, aveugle jusqu'aux intellectuels les plus démocrates; et l'effet boomerang de la promesse brutale faite par le Premier ministre... Poutine, celle de buter les terroristes tchétchènes jusque dans les chiottes

Nul ne sait vraiment si le nouveau chef de la Russie le perçoit comme une urgence: mais c'en est une d'éliminer un des plus inquiétants foyers de violations des droits de l'homme qui soient aujourd'hui... Et dans ce grand pays d'Europe, notre partenaire obligé! Vladimir Poutine pourra-t-il longtemps encore cautionner les «camps de filtration», les exactions des soldats, la souffrance des civils?

Les dernières nouvelles de Moscou n'annoncent pas de revirement essentiel: le Kremlin a confirmé vendredi son intention d'administrer directement la Tchétchénie, avant juin sans doute, en attendant de trouver un dirigeant acceptable pour la république sécessionniste.

Un nouveau leurre sémantique dans un conflit qui mine les bases fragiles d'une démocratie encore dans son premier

© Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 mars 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20000506-SR-5296

âge: car le travestissement des réalités aux yeux du peuple russe, la désinformation sur la nature **de** la guerre, l'effet ravageur **de** la propagande alimentent d'insidieuses atteintes aux libertés fondamentales jusqu'au plus profond **de** la Russie.

JEAN-PAUL COLLETTE

Le Kremlin intimide un groupe de presse trop critique



Le Soir* - 13 Mai 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Le Kremlin intimide un groupe de presse trop critique La presse russe a consacré vendredi ses ...

Le Kremlin intimide un groupe de presse trop critique

La presse russe a consacré vendredi ses une aux perquisitions

menées la veille au siège du groupe de presse Media-Most de

Vladimir Goussinski, très critique vis-à-vis du Kremlin, quatre

jours seulement après l'investiture du nouveau président Vladimir

Poutine.

Plusieurs médias ont vu dans cette offensive du Kremlin

le début de la lutte contre les oligarques , les puissants hommes

d'affaires que le président avait promis de faire disparaître

comme classe peu avant son élection.

Apparemment, ces événements n'ont rien à

voir avec une atteinte à la liberté de la presse , estimait

le quotidien économique influent Vedomosti . Le public attendait

que Poutine lutte contre les oligarques, Poutine l'a promis et il le fait .

Le quotidien Vremia MN estimait lui aussi que l'attaque contre

Media-Most était destinée à faire comprendre à

Vladimir Goussinski que la campagne de neutralisation des oligarques

récalcitrants avait commencé.

Plus inquiètes étaient les Izvestia : pour le

journal, la mentalité des hommes des services secrets arrivés

dans l'équipe de Poutine ne correspond pas à la situation

dans le pays . (...) La question qui se pose est de savoir si le pouvoir

appliquera aux autres médias les méthodes utilisées

contre Media-Most qui donnait une image plutôt pluraliste de la

vie politique russe.

Dans le groupe Media-Most lui-même, les réactions

étaient évidemment très alarmées: Quand la

censure est impuissante, les tireurs prennent la parole , titrait le

quotidien Segodnia . Est-ce ça la dictature de la loi ? ,

s'interrogeait-il, dans une allusion au principe lapidaire revendiqué

par Vladimir Poutine au cours de sa campagne.

Jeudi, la police a perquisitionné à Moscou au

siège de Media-Most. Des hommes armés ont également

fouillé le bureau de son PDG, Vladimir Goussinski, en conflit ouvert

avec le pouvoir depuis un an. Selon Media-Most, les perquisitions visaient notamment le dossier constitué par son quotidien Segodnia sur l'ascension d'un des nouveaux vice-directeurs du Service fédéral de sécurité (FSB, ex-KGB).

Cette nouvelle attaque contre la presse indépendante rend un mauvais service à Moscou, déjà sur la sellette à cause de la guerre en Tchétchénie, selon plusieurs analystes.

C'est un premier échec du président Poutine , qui va ternir son image, estime le politologue Sergueï Karaganov.

INDIGNATION UNANIME DANS LA CLASSE POLITIQUE L'attaque contre Media-Most a pour la première fois uni communistes, réformateurs et ultra-nationalistes. Il s'agit d'un acte de barbarie , pour le chef du PC Guennadi Ziouganov, du retour au pouvoir des services secrets , pour le nationaliste Vladimir Jirinovski et d' une action indécente , selon le leader ultra-libéral Sergueï Kirienko, proche du Kremlin.

Poutine a décidé de mettre en place une structure de médias centralisée, cherchant à renforcer le rôle de l'Etat et à affaiblir ses ennemis , a estimé l'expert Iouri Bogomolov.

Les médias appartenant au groupe, dont la chaîne de télévision NTV et la radio Echo de Moscou , font régulièrement l'objet de pressions de la part du Kremlin. En novembre dernier, les comptes bancaires de Media-Most avaient été bloqués par la justice pour une affaire de crédits non remboursés.

Fin mars, Media-Most accusait M. Poutine d'envisager la fermeture de la chaîne NTV, la seule du pays à se permettre un regard critique sur la guerre en Tchétchénie et à diffuser des images de réfugiés en larmes ou de corps de victimes.

Elle est également la seule à se moquer du pouvoir, à la manière des Guignols français, dans son émission satirique Koukly . (D'après AFP.)

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Vladimir Poutine redécoupe la Russie



Le Soir* - 16 Mai 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Vladimir Poutine redécoupe la Russie Il faudra changer la carte de la Russie. Dans un de ses premiers...

Vladimir Poutine redécoupe la Russie

Il faudra changer la carte de la Russie. Dans un de ses premiers

décrets, le président Poutine a bouleversé la structure

administrative de la Fédération de Russie: sept nouvelles

entités administratives vont en effet se superposer au découpage

actuel en 89 régions et républiques. Un représentant

du président sera nommé dans chacune d'entre elles pour les

soumettre aux décisions prises par les organes fédéraux .

Le décret vise à augmenter l'efficacité de l'activité

fédérale dans les régions et donnera la possibilité

au président d'exercer ses pouvoirs constitutionnels .

Les sept nouvelles régions fédérales sont

: la région centrale (Moscou), le nord-ouest (Saint-Petersbourg),

le Caucase nord (Rostov-sur-le Don), la Volga (Nijni-Novgorod), l'Oural

(Ekaterinbourg), la Sibérie (Novossibirsk) et l'Extrême-Orient

(Khabarovsk).

Il est trop tôt pour mesurer l'ampleur de l'opération.

D'une part, les sept super-régions correspondent exactement aux

régions militaires. Les nouvelles super-régions reprennent

le schéma habituel des circonscriptions militaires , soulignait

le quotidien libéral Segodnia . La direction politique de la

Russie se fera selon les principes de l'armée , en déduit

pour sa part le journal Vremia . Les villes où sont basés

les états-majors des circonscriptions militaires deviendront les

chefs-lieux des nouvelles régions, sauf Samara et Tchita dont les

gouverneurs, selon les Izvestia , ne sont jugés pas suffisamment

loyaux vis-à-vis du Kremlin. Les capitales de ces deux régions

seront respectivement Nijni-Novgorod et Novossibirsk.

D'autre part, selon Segodnia , il s'agit d' une subordination

au Kremlin des forces de l'ordre et des structures économiques et

financières régionales . Le journal estime également

que les leviers du pouvoir fédéral seront concentrés

entre les mains de sept fonctionnaires investis de super-pouvoirs et dont

l'influence va dépasser celle des gouverneurs .

Le quotidien des affaires Vedomosti croit qu'il s'agit d'une centralisation en douceur . Selon Vremia , l'administration présidentielle a trouvé un moyen pour changer l'organisation fédérale de la Russie sans modifier la Constitution ...

Le président a l'intention de réprimer les régions et de les contraindre à vivre en conformité avec les lois fédérales , poursuit le journal. Les Izvestia croient pouvoir dire que les réformes ont commencé .

DEBUT D'UNE ERE? C'est plausible. D'autant plus qu'on estime à Moscou que M. Poutine vise également à reprendre le contrôle du géant gazier Gazprom. Gazprom, avec le FSB (services secrets) et le monopole de l'électricité SEU, est considéré comme l'un des trois piliers qui maintiennent encore l'unité de la Russie.

Bref, l'ère Poutine semble vraiment commencer. On ne sait pas sur quoi va déboucher ce coup indiscutablement risqué dans la mesure où il s'attaque de front aux gouverneurs et où il constitue sans doute un premier pas vers une réforme administrative radicale. Venant 48 heures après une descente massive dans les locaux du puissant groupe de presse Media-Most, le plus critique à l'égard du Kremlin, notamment à propos de la guerre de Tchétchénie, ce décret est un nouvel épisode d'une vaste opération par laquelle le Poutine tente de renforcer son pouvoir.

Le décret de Poutine va dans un sens inverse de la politique pratiquée par Eltsine. L'ancien président a concédé aux régions un large espace d'autonomie des décisions. Poutine a, au contraire, pour objectif de faire d'une fédération un pays centralisé. Ce n'est pas le seul domaine où la succession en Russie se fera dans la continuité.

P. Ml (avec AFP, AP.)

Iakovlev réélu à Saint-Pétersbourg Comme tous les indicateurs politiques le suggéraient, le gouverneur sortant Vladimir Iakovlev a remporté haut la main, dimanche, l'élection de Saint-Pétersbourg: avec 62,69 % des voix, il devance largement le candidat de l'opposition libérale Igor Artemiev, qui a recueilli 14,68 %. Si le Kremlin s'est félicité de la victoire de M. Iakovlev, l'adversaire malheureux de celui-ci a réclamé lundi l'annulation du scrutin, en raison de violations au rang desquelles un faux communiqué diffusé en son nom, qui aurait invité les

électeurs à s'abstenir. (J.P. C.)

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Poutine seul choisit ses hommes



Le Soir* - 18 Mai 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Poutine seul choisit ses hommes Pour le moment et à Moscou - contrairement à...

Poutine seul choisit ses hommes

Pour le moment et à Moscou - contrairement à

la Tchétchénie - tout va très bien pour Vladimir Poutine.

Ainsi, mercredi, la Douma (chambre basse du parlement) a massivement approuvé

la candidature, proposée par le nouveau président, de Mikhaïl

Kassianov au poste de Premier ministre. 325 députés sur 450

ont voté pour, 55 contre. La majorité requise était

de 226 voix.

Le contrôle de M. Poutine sur le parlement est donc indiscutable.

Les partis proches du pouvoir ont voté presque à l'unanimité

pour M. Kassianov. Les réformateurs d'opposition (Iabloko) se sont

partagés. Les communistes, ennemis traditionnels du Kremlin, n'ont

pas donné de consigne de vote. Le chef du PC Guennadi Ziouganov jugera

le nouveau gouvernement aux actes, tout en mettant en garde contre

toute volonté d'imposer un programme économique trop libéral,

impliquant notamment la privatisation des terres agricoles. 28 communistes

ont toutefois voté pour Kassianov, 36 contre, dont M. Ziouganov.

Mikhaïl Kassianov, un spécialiste des finances

nommé par M. Poutine, a cherché à donner l'illusion

d'un vrai débat en répondant longuement aux questions des

députés, déjà convaincus de la nécessité

de son investiture.

Certes, dans son discours, M. Kassianov a admis qu'il n'a

pas encore de programme économique, promettant qu'un plan d'action

serait présenté en juin. Il reste que, selon la formule ironique

du député indépendant Vladimir Bryntsalov, même

s'il nous n'avait dit que Bonjour, il fait beau aujourd'hui, on l'aurait

investi. Poutine a donné l'ordre et il faut l'exécuter.

COMME TOUJOURS... Le vote facile de ce mercredi n'est

pas une surprise. Depuis l'élection de M. Poutine le 26 mars, la

Douma a toujours voté comme le lui demandait le président.

Il suffit de citer la rapide ratification des accords Start II pourtant

en souffrance depuis sept longues années...

Mais, M. Kassianov dispose aussi des solides atouts à

titre personnel. Il a travaillé ces six derniers mois comme Premier ministre de facto et a, en général, une riche et relativement bonne expérience de gestionnaire. A 42 ans, il est en plus bien connu des institutions internationales et des banquiers étrangers qui, pendant des années, ont négocié avec lui le difficile dossier de la dette étrangère héritée de l'ex-URSS.

Ce dernier détail a son importance particulière au moment où le nouveau président s'apprête à ouvrir par son sommet avec Bill Clinton en juin à Moscou la partie internationale de son premier mandat.

La candidature de M. Kassianov était à ce point incontournable qu'il pouvait se permettre de négliger les rumeurs l'accusant d'être trop proche de certains groupes financiers, notamment de celui du milliardaire influent Boris Berezovski. Je ne vais pas me justifier de ces spéculations, mais je vous dis que je n'ai aucun engagement devant aucun groupe financier, a-t-il seulement déclaré.

M. Kassianov n'est pas un homme pressé ni un partisan des défis risqués. Cela se voit au travers de la liste des priorités du gouvernement qu'il doit former dans les deux semaines à venir. M. Kassianov n'a en effet fait aucune révélation.

Son objectif sera d'assurer la croissance en ouvrant des dossiers certes importants (fisc, privatisation, corruption, etc) mais sur lesquels existe un large consensus parmi la classe politique russe.

Finalement, selon nombre d'analystes, tout dépendra des intentions de Poutine. L'équipe présidentielle conçoit le rôle de M. Kassianov comme celui d'un technicien, en poste pour mettre en place des décisions stratégiques prises au Kremlin.

ET LA TCHETCHENIE? On ne sait donc pas si, et dans quelle mesure, M. Kassianov sera impliqué dans la recherche d'une solution politique du dossier tchétchène. Le président de la commission indépendante sur la Tchétchénie, Pavel Kracheninnikov, a rendu compte mercredi au président Poutine de ses entretiens avec le vice-Premier ministre indépendantiste Kazbek Makhachev. Les deux hommes se sont rencontrés en Ingouchie les 9 et 10 mai et, malgré les dénégations du Kremlin, la presse y voit un premier pas vers un règlement négocié du conflit.

Mikhaïl Kassianov est le sixième chef de gouvernement russe en un peu plus de deux ans. Sera-t-il celui qui va interrompre la

série noire à la tête du gouvernement russe?

P. ML. (avec AFP, AP)

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Le nouveau pouvoir russe révèle ses visages



Le Soir* - 19 Mai 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Le nouveau pouvoir russe révèle ses visages Vladimir Poutine a placé...

Le nouveau pouvoir russe révèle ses visages

Vladimir Poutine a placé

deux hommes à lui à des postes clés pour une réforme

économique très libérale.

Le président russe a formé jeudi le nouveau gouvernement

en nommant une équipe économique nettement réformatrice,

au lendemain de l'investiture du Premier ministre Mikhaïl Kassianov.

La principale nouveauté est l'entrée à

deux postes clés du secteur économique de deux personnalités

nettement libérales, issues l'une et l'autre du clan de Saint-Petersbourg

de Vladimir Poutine.

Alexeï Koudrine, 40 ans, proche du père des privatisations

russe Anatoli Tchoubaïs, est promu au rang de vice-Premier ministre,

avec le portefeuille des Finances. Son premier objectif sera de définir

un budget équilibré pour l'an prochain, et peut-être

de parvenir à équilibrer les finances nationales dès

2000, pour la première fois depuis la fin de l'URSS en 1991.

Guerman Gref, 36 ans, que le président Poutine avait

chargé de rédiger un plan de développement pour la

Russie, est placé à la tête d'un grand ministère

du Développement économique et du Commerce. Il aura en charge

la stratégie économique, le développement des structures

économiques et l'amélioration du fonctionnement du marché.

Les ministres politiques ont été reconduits

à leurs postes : Igor Ivanov conserve les Affaires étrangères,

Igor Sergueïev la Défense, Vladimir Rouchaïlo l'Intérieur.

Nikolaï Patrouchev reste à la tête du FSB (Service fédéral

de sécurité, ex-KGB).

Tous ont soutenu la guerre en Tchétchénie et

partagent la vision du président d'une Russie plus forte, restaurée

dans son rôle de grande puissance.

LES SEPT CHEFS DE REGION Pour imposer sa volonté,

M. Poutine semble avoir décidé en outre de remettre au pas

les régions, qui se sont octroyé une large autonomie depuis

la chute de l'URSS en 1991, au point d'appliquer souvent des lois contradictoires avec la législation fédérale.

Jeudi, le président a nommé ses représentants personnels à la tête des sept superrégions qu'il a créées, sur la base des régions militaires, pour superviser les quatre-vingt-neuf territoires et républiques fédéraux.

Deux de ces représentants présidentiels sont des généraux ayant combattu en Tchétchénie :

Viktor Kazantsev, actuel commandant des troupes russes dans le Caucase, devient représentant pour tout le Caucase du nord. Konstantin Poulikovski, qui occupait le même poste lors de la première guerre (94-96), est en charge de l'Extrême-Orient.

La région du Nord-Ouest est confiée à Viktor Tcherkessov, l'ancien chef du FSB (services secrets) de Saint-Pétersbourg et le numéro deux du FSB au niveau national.

Les représentants présidentiels seront chargés de veiller à la conformité des législations locales avec la loi fédérale.

LE TEMPS DE LA MISE AU PAS M. Poutine a dévoilé en outre un projet de loi qui l'autoriserait à limoger un gouverneur de région élu, et qui interdirait désormais à ces mêmes gouverneurs de siéger au Conseil de la Fédération, la chambre haute du parlement. Plusieurs chefs régionaux, tout-puissants jusqu'à présent, ont dénoncé le projet.

Le temps des compromis est révolu , avait lancé M. Poutine mercredi soir, dans sa première allocution télévisée depuis son entrée en fonction le 7 mai.

Il est nécessaire d'introduire un mécanisme de destitution des dirigeants des régions et de dissolution des assemblées locales s'ils ne respectent pas la législation fédérale, a-t-il dit.

Le président a également souhaité que les gouverneurs et présidents de régions et républiques ne siègent plus au Conseil de la Fédération, mais désignent des représentants à Moscou. (D'après AFP.)

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

L'offensive-éclair de Vladimir Bonaparte



Le Soir* - 19 Mai 2000

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

L'offensive-éclair de Vladimir Bonaparte Vladimir Poutine n'est pas un bavard. On l'appelle déjà...

L'offensive-éclair de Vladimir Bonaparte

Vladimir Poutine n'est pas un bavard. On l'appelle déjà

Vladimir Bonaparte car, comme Napoléon, il croit que le succès est le meilleur orateur du monde . Et des succès, il en compte.

La Russie assiste à une véritable offensive-éclair politique.

En dix jours, le nouveau président russe a bouleversé le paysage politique de la Russie. Il s'est attaqué à Media-Most , le plus puissant groupe de médias en Russie, il a obtenu sa Douma, a fait plébisciter son Premier ministre et a installé son gouvernement, composé, au propre et au figuré, d' hommes du président à tous les postes de commande.

Il a déclaré la guerre, et, apparemment il est en train de la gagner, aux vellétés d'autonomie des régions; il a annoncé l'introduction d'un mécanisme de destitution des dirigeants régionaux et de dissolution des assemblées locales... Bref une révolution administrative.

En fait, tout cela ne doit pas surprendre. Le candidat Poutine n'avait rien caché de ses intentions. La seule idéologie qu'affichait cet ancien- mais fier de l'avoir été - colonel du FSB (successeur du KGB) était une sorte de patriotisme musclé au service de la naissance d'un Etat fort. De la brutale opération antiterroriste toujours en cours en Tchétchénie, avec pour credo la défense de l'intégrité territoriale de la Russie, à une dictature de la loi , en passant par une fermeté polie vis-à-vis de l'Occident, Poutine a construit son discours politique sur le rétablissement de l'ordre et de l'autorité de l'Etat.

Maintenant, il passe à l'action. Et essaie de tenir ses promesses. S'il réussit, on assistera à un tournant dans la vie politique de la Russie.

Poutine n'avait pas et n'a pas d'idéologie. En ce sens, il diffère de ses prédécesseurs à la tête de la Russie et de l'URSS: Boris Eltsine, qui a assis son pouvoir sur la rupture avec le communisme; et Mikhaïl Gorbatchev, qui voulait seulement

réformer le communisme par sa perestroïka et sa glasnost

. Mais, et sur le même plan, son action correspond à l'état de la société russe, qui est fatiguée de régler des comptes avec l'histoire sans voir s'améliorer la vie de tous les jours.

Poutine, certes, s'est posé comme le premier leader depuis Staline - dont il évoque, sans la moindre gêne, le nom avec respect - à mettre clairement l'ordre et l'Etat avant toute autre chose. Ce n'est pas une chose facile en Russie. La rapidité de son action étonne donc... et inquiète. Car le risque est évident de voir la non-idéologie de Poutine s'exprimer plus dans la puissance de l'Etat que dans la naissance de valeurs citoyennes.

Poutine est un homme pressé. Trop, peut-être.

Sa fermeté est proche de la brutalité et, en Tchétchénie, carrément brutale. En liquidant un extrême, à savoir le chaos dans la gestion du pays et l'anarchie des 89 gouverneurs, Poutine risque de tomber dans l'autre, à savoir un Etat autoritaire, sorte de pseudo-monarchie gérée par des institutions pseudo-démocratiques.

Comme Napoléon...

POL MATHIL

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Documents sauvegardés

Mardi 7 janvier 2020 à 18 h 59

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Soir

20 mai 2000

Bruits de bottes russes en Asie centrale

... diplomatique d'une démonstration de force de Moscou en Asie centrale, la visite de Vladimir Poutine en Ouzbékistan, premier voyage à l'étranger après son intronisation au Kremlin, avait pour objectif de ...

3

LE SOIR

Nom de la source

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Samedi 20 mai 2000

Le Soir • 447 mots

Poutine en tournée chez ses alliés ouzbeks

Bruits de bottes russes en Asie centrale

TACHKENT *Correspondance particulière*

Les tambours militaires ex-soviétiques ont roulé hier à Tachkent jusqu'aux oreilles des intégristes religieux centrasiatiques et des terroristes internationaux, du Caucase à l'Afghanistan. Volet diplomatique d'une démonstration de force de Moscou en Asie centrale, la visite de Vladimir Poutine en Ouzbékistan, premier voyage à l'étranger après son introduction au Kremlin, avait pour objectif de prouver à qui en douterait qu'une immense machine de guerre se met en place.

Au cours d'une conférence de presse dont les phrases avaient des accents de réunion d'état-major, le président ouzbek Islam Karimov a déclaré: *Vingt-huit programmes de coopération technico-militaire sont en phase d'élaboration entre nos deux pays.* Le président russe a repris ces mots au vol, comme un claquement de bottes: *Nos efforts mutuels de lutte contre le terrorisme international vont s'accroître jusqu'à l'adoption de mesures préventives afin d'endiguer une agression contre la Russie ou l'Ouzbékistan.*

Il y a quelques semaines, Vladimir Poutine avait prévenu qu'il n'excluait pas des frappes aériennes contre des bases de guérilleros tchéchènes installés dans le nord de l'Afghanistan, notamment à

Kunduz, sous contrôle des taliban. Des journalistes russes parlaient même d'*équipements russes ultramodernes* bientôt livrés à l'armée de l'air ouzbèke. Islam Karimov a poursuivi: *Je suis content quand Vladimir Poutine dit que la Russie fera tout pour garantir l'intégrité territoriale et l'intangibilité des frontières de l'Ouzbékistan.*

Car, a spécifié Vladimir Vladimirovitch, *si on n'arrête pas des agressions venues du Sud maintenant, on y sera un jour confronté en Russie.*

La lune de miel était tellement consensuelle que l'agenda des discussions entre les deux délégations n'incluait pas la dette ouzbèke à la Russie, a précisé Serguei Prikhodko, directeur adjoint du cabinet de la présidence russe. Le remboursement de la dette pourrait *entraver l'effort de guerre*, selon l'expression d'un analyste.

Toujours au chapitre économique, selon Islam Karimov, le volume d'échanges commerciaux entre les deux nations a augmenté de 9 % au cours des quatre premiers mois de l'année. Les questions économiques devaient dominer la visite du président russe au Turkménistan, dernière étape de cette tournée centrasiatique. Moscou entend acheter plus de gaz à Achgabat dans les années à venir.

Même si le maître du Kremlin, avant de s'envoler pour Achgabat, a visité ven-

© Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 7 janvier 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20000520-SR-0053

dredi l'université islamique de Tachkent, c'est bien le thème de la lutte contre l'extrémisme d'un certain islam qui a dominé sa visite. Voyage qui vient à point nommé pour encourager les soldats puisque, selon des émissaires humanitaires occidentaux présents dans les montagnes aux confins du Tadjikistan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan, c'est une véritable armée composée de troupes centrasiatiques, mais surtout de soldats russes qui se déploie en ce moment. L'an dernier, dans cette même région, proche du Pamir, des centaines d'islamistes armés venus d'Afghanistan, du Cachemire ou de pays arabes, avaient affronté les armées centrasiatiques. Cette année, le même scénario pourrait se dérouler, selon les services de renseignements kirghizes, même si pour l'heure le gros des bataillons de l'internationale islamiste bivouaque dans le Nord afghan. Le signal du départ pourrait être l'assaut final des taliban contre le commandant Massoud, dont les maquisards tiennent toujours le Nord-Est afghan. Les observateurs occidentaux s'accordent à penser que l'aide militaire de la Russie à Ahmad Shah Massoud baisse depuis quelques mois.

Les Russes, **Poutine** en tête, auraient donc choisi de renforcer les frontières de leurs amis de toujours - les ex-Soviétiques - plutôt que sauver à tout prix des assauts des taliban le dernier des moudjahidin, ennemi d'hier.

MARC DELPHO

Documents sauvegardés

Mardi 7 janvier 2020 à 18 h 50

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Soir

26 mai 2000

Le risque d'une Tchétchénie en Asie centrale

... l'avouer, aucun bombardement n'a encore réussi à résoudre le problème du terrorisme. Vladimir **Poutine** lance peut-être un ballon d'essai. Peut-être ne s'agit-il que de gesticulation ...

3

LE SOIR**Nom de la source**

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Vendredi 26 mai 2000

Le Soir • 621 mots

La Russie menace de poursuivre les terroristes islamistes jusqu'en Afghanistan

Le risque d'une Tchétchénie en Asie centrale

Moscou a renforcé mercredi un traité de sécurité collective avec trois Etats d'Asie centrale, le Tadjikistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan. Quelques heures auparavant à peine, la Russie avait menacé de frappes «préventives» des camps de terroristes présumés en Afghanistan. Malgré la débâcle soviétique...

ANALYSE Le Kosovo et les frappes de l'Otan ? Le Soudan et celles des Etats-Unis ? Où sont allés chercher leur inspiration ces militaires russes qui ont mis au point des plans pour d'éventuelles frappes préventives contre les camps de terroristes présumés en Afghanistan ?

Tout, paraît-il, est au point. *Si la décision politique est prise, les frappes contre les camps de terroristes seront immédiates*, déclarent les militaires. Aucune n'a cependant été prise. Jusqu'à présent...

A première vue, il ne s'agit pas de «politique-fiction». Moscou accuse les taliban et le célèbre chef terroriste ben Laden, réfugié dans ce pays, d'aider les rebelles tchétchènes, de leur fournir des hommes et des armes, tels des missiles Stinger et, évidemment, de l'argent.

Les militaires prétendent disposer d'informations « irréfutables » selon lesquelles, au sein des groupes de rebelles en Tchétchénie, se trouvent des

combattants qui ont été entraînés en Afghanistan, que Ossama ben Laden a rencontré récemment les émissaires du président tchétchène Aslan Maskhadov et qu'un camp d'entraînement pour former des combattants islamistes tchétchènes, mais aussi ouzbeks et tadjiks, a été installé près de Mazar-i-Sharif, dans le nord de l'Afghanistan. Ce qui, dit Moscou pour conclure, crée une menace pour la stabilité de l'ensemble de la région.

La suite semble tracée. Le modèle est américain. Les Etats-Unis ont bombardé le 20 août 1998 six camps en Afghanistan abritant des terroristes présumés liés à ben Laden, en représailles aux attentats contre leurs ambassades à Nairobi et à Dar es-Salaam le 7 août 1998, qui avaient fait 224 morts. Dans la même logique, dans le même Afghanistan et en poursuivant le même ben Laden et ses terroristes, Moscou agite, à son tour, la possibilité de frappes contre des « bases terroristes » dans le même pays.

FRAPPER, MAIS D'OU? Tracée? Voire... Plus facile à dire qu'à faire. D'abord, disent les spécialistes militaires, sur le plan technique. La Russie manque de moyens militaires pour effectuer des frappes efficaces. Les Russes seraient incapables de bombarder les taliban depuis leur propre territoire en raison de l'absence de missiles balistiques à

© Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 7 janvier 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20000526-SR-0121

moyenne portée, détruits en 1987-1989, et seraient obligés de frapper l'Afghanistan depuis les républiques d'Asie centrale.

Quant à l'aviation russe, utilisée lors de la guerre soviéto-afghane, elle ne peut plus l'être en raison du mauvais état des aérodromes militaires au Kazakhstan et en Ouzbékistan, qui l'empêcherait de se poser. L'aviation russe qui n'arrive pas à détruire les rebelles en Tchétchénie serait incapable d'effectuer des frappes «chirurgicales» contre des bases afghanes à des milliers de kilomètres, estiment les experts.

Ensuite, l'opération est douteuse sur le plan tactique. L'efficacité de frappes russes serait faible. L'Afghanistan n'est pas la Yougoslavie, il n'y a pas d'infrastructures civiles importantes à détruire.

Mais le principal risque est politique. Certes, les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale sont toutes confrontées, à des degrés divers, à la menace du fondamentalisme islamiste. Certes aussi, ces frappes seraient effectuées en coopération avec le Tadjikistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan. Il reste qu'au lieu de pouvoir, comme semble le penser Moscou, stabiliser la région de l'Asie centrale, une telle opération risquerait de l'embraser. Avec ces frappes, la Russie risque de bouleverser le fragile équilibre régional et d'élargir le conflit. Un porte-parole des taliban a déjà averti qu'ils répondraient à des frappes russes et tiendraient pour responsables les pays qui aideraient la Russie à bombarder leur territoire. Les frappes pousseraient les taliban à lancer des contre-attaques en Ouzbékistan ou au Tadjikistan, où sont déployés 8.000 militaires et 8.000 à 10.000 gardes-frontières russes.

Certes, les frappes russes contre les terroristes en Afghanistan ne risquent pas de provoquer une vague de protestations en Occident. Au contraire. L'idée des frappes en Afghanistan surgit à moins de deux semaines du sommet russo-américain des 4-5 juin de Moscou. Moscou pourrait donc vouloir frapper l'Afghanistan pour se faire pardonner la Tchétchénie, en indiquant que le monde n'a pas condamné les frappes américaines comparables, ni au Soudan ni en Afghanistan.

UN SECOND FRONT Peut-être. Mais les frappes russes risquent de mobiliser le monde musulman (déjà profondément blessé en Tchétchénie) à l'intérieur de la Russie et de la CEI. Et, surtout, il faut l'avouer, aucun bombardement n'a encore réussi à résoudre le problème du terrorisme.

Vladimir **Poutine** lance peut-être un ballon d'essai. Peut-être ne s'agit-il que de gesticulation. Peut-être en créant un second front, veut-il confirmer sa réputation d'homme fort à la tête d'une superpuissance, d'un leader à la pointe du combat contre le terrorisme et de renforcer l'influence de Moscou en Asie centrale. Il reste qu'il risque de créer une nouvelle Tchétchénie quelque part en Asie centrale. Avec un enjeu beaucoup plus grand. Et cela personne ne le pardonnera à personne...

POL MATHIL



Dmitri Danilov Entretiens européens...

Dmitri Danilov

Entretiens européens

à Yalta (2). Sur Poutine, sa politique étrangère et ses relations avec l'Occident...

* Quels seront les facteurs déterminants de la politique étrangère russe sous M. Poutine?

* On ne peut pas dire que M. Poutine ait déjà une véritable politique étrangère. On en est maintenant à l'heure des choix. Mais ces choix sont limités et déterminés par la situation réelle qui prévaut en Russie. Il y a eu déjà des changements importants de politique étrangère. Le plus important pour M. Poutine est de continuer la politique étrangère qui a été développée avant lui. Il est également important de mener une politique étrangère qui fasse l'objet d'un consensus en Russie. Enfin, il est important de maintenir le dialogue avec l'Occident. C'est ce triple paramètre qui déterminera les choix de politique étrangère de M. Poutine. C'est aussi sous cet angle qu'il faut analyser la prochaine rencontre entre MM. Poutine et Clinton.

* N'est-ce pas un saut dans l'inconnu dès lors que toute la politique est concentrée dans les mains d'un seul homme dont on ne sait rien des intentions?

* Il y a effectivement un danger. Poutine est le représentant d'un système politique et bureaucratique précis avec ses méthodes précises. Pour lui, actuellement, il est beaucoup plus facile de signer un arrêt que de discuter d'un problème autour de la table. C'est sa méthode habituelle de travailler.

* N'y a-t-il pas danger pour la démocratie elle-même dès lors qu'on évoque un possible contrôle de l'opposition par l'ex-KGB?

* Une chose qui n'existe pas ne peut pas disparaître. Pour le moment, il n'y a pas de société démocratique ni de société civile en Russie. Celle-ci se trouve seulement sur le chemin vers la démocratie. Mais il y a danger en effet dans

la mesure où M. Poutine doit s'appuyer sur les structures qui l'ont aidé à accéder au pouvoir. Je ne pense pas cependant qu'il dépassera les limites car c'est un homme pragmatique. Tout le monde comprend aujourd'hui en Russie, y compris M. Poutine, que le pouvoir autoritaire ne peut mener à grand-chose.

* Pourquoi n'a-t-il pas écouté les Occidentaux qui lui ont demandé avec insistance de rechercher une solution politique au conflit tchéchène?

* Je pense qu'il les écoute. C'est un homme pragmatique qui comprend très bien les situations politiques en Occident. L'Occident a tracé une limite, une sorte de ligne rouge que la Russie ne peut dépasser. Mais Poutine veut aussi montrer en Tchétchénie que la Russie a sa politique et qu'il y a des domaines dans lesquels il ne va pas écouter l'Occident, coûte que coûte.

* N'a-t-il pas dépassé cette ligne rouge en poursuivant une offensive massive en Tchétchénie?

* Je ne pense pas que la Russie a dépassé cette limite. Ce serait le cas s'il y avait des violations massives des droits de l'homme. Il a peut-être des violations, mais ce n'est pas la politique délibérée de Moscou.

* Qu'attendez-vous du sommet Clinton-Poutine du début de juin?

* Cette future rencontre montre que la Russie est ouverte au dialogue avec l'Occident parce que Poutine va rencontrer le président qui va partir. Il veut rétablir des relations non de personnes mais de gouvernements avec l'Occident.

* Peut-on s'attendre alors à un accord sur la question de la défense anti-missiles américaine et de l'amendement du traité ABM?

* On pourrait établir un dialogue. Je ne pense pas que la Russie puisse exercer une forte pression sur l'Occident dans ce domaine. Il est possible que l'on inclue de nouveaux protocoles au traité ABM. En tout cas, il n'est pas dans l'intérêt de la Russie de pousser les Etats-Unis à quitter le traité. Poutine devra en discuter.

* La crise provoquée dans les relations Otan-Russie par la guerre du Kosovo est-elle surmontée aujourd'hui?

* Je ne pense pas que la situation au Kosovo a provoqué une crise. Cette crise existait déjà auparavant. Le Kosovo en a simplement été le miroir. Pour moi, cette situation est

positive car maintenant on peut discuter des divergences qui existent. Avant, on ne pouvait pas le faire. C'était une crise de la politique intérieure de la Russie qui nourrissait des rêves irréalisables et des illusions. On attendait de l'Otan des choses qui n'existaient pas. On parlait du Kosovo comme d'une erreur de l'Occident. On voit maintenant que c'était la base même de la politique de l'Occident. En d'autres mots, l'Occident avait une politique et la Russie n'en avait pas.

* L'image de l'Otan a-t-elle changé aujourd'hui en Russie?

* Oui. La Russie a compris qu'il lui faut une politique propre, qu'il ne suffit pas de réagir à la politique d'autres Etats. C'est pourquoi on perçoit maintenant la politique de l'Otan de façon pragmatique. Nous voulons établir des relations, mais nous comprenons que le domaine de ces relations est limité et qu'il faut démilitariser ces relations. L'Otan a donc moins d'importance qu'auparavant. Elle n'est plus une institution centrale pour la Russie de demain.

* L'Union européenne l'est-elle au contraire?

* Oui parce qu'il y a plus de possibilités de coopération avec l'Union européenne qu'avec l'Otan, dans d'autres domaines que le domaine militaire.

* La première visite à l'étranger du président Poutine a été pour l'Ukraine et la flotte de la mer Noire. La Communauté des Etats indépendants et l'étranger proche restent-ils des concepts importants de la géopolitique russe?

* La CEI reste une priorité pour la Russie, mais cette perception change. On ne parle plus aujourd'hui des relations entre la Russie et la CEI mais des relations entre la Russie et les Etats de la CEI. Ces relations ne sont plus militaires ou stratégiques.

Propos recueillis à Yalta par PIERRE

LEFEVRE

Prochain entretien: Georges Prevelakis, géographe à la Sorbonne

c Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles

Copyright © 2000 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Documents sauvegardés

Jeudi 9 janvier 2020 à 10 h 51

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Soir

25 février 2004

Limogeage anticipé du Premier ministre

... 'est le coup de théâtre venu bousculer une campagne électorale franchement ennuyeuse : le président Vladimir **Poutine** a limogé son Premier ministre, Mikhaïl Kassianov. En Russie, où le sort du gouvernement dépend moins ...

3

LE SOIR**Nom de la source**

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Mercredi 25 février 2004

Le Soir • 372 mots

Russie - **Poutine** surprend

Limogeage anticipé du Premier ministre

B ENJAMIN QUÉNELLE
MOSCOU

C'est le coup de théâtre venu bousculer une campagne électorale franchement ennuyeuse : le président Vladimir **Poutine** a limogé son Premier ministre, Mikhaïl Kassianov. En Russie, où le sort du gouvernement dépend moins du parlement que du bon vouloir du chef du Kremlin, chacun anticipait un changement de Premier ministre au lendemain de l'élection présidentielle du 14 mars. Mais, à moins de trois semaines du scrutin, Vladimir **Poutine** a pris les devants.

En plein milieu d'après-midi, il est apparu hier en direct à la télévision pour annoncer le renvoi de Mikhaïl Kassianov et de ses ministres. Dans la foulée, il a nommé l'actuel vice-Premier ministre, Viktor Khristenko, pour assurer l'intérim.

La décision a surpris plus d'un analyste. Vladimir **Poutine** a voulu créer une sorte de dynamique à la veille du scrutin, essaie d'expliquer Sergeï Markov, un commentateur proche du Kremlin qui préfère parler de *demi-surprise*. La campagne électorale a été jusqu'à présent morne et, du coup, le Kremlin craignait un faible taux de participation : avec moins de 50 %, l'élection est invalidée. L'annonce du renvoi de Mikhaïl Kassianov permet à Vladimir **Poutine** de

faire un coup : tout le monde parle de sa décision. Cela devrait pousser le taux de participation à la hausse le jour du scrutin

Une analyse que, paradoxalement, partage Andreï Piontkovsky, un politologue très critique du Kremlin. Mais **Poutine** n'a pas l'habitude de prendre des décisions à chaud. Ce limogeage s'inscrit dans une stratégie : d'ici quelques jours, le président va adopter un ton plus agressif. Il veut se montrer en leader qui sait lutter contre les oligarques.

Pour de nombreux électeurs, Mikhaïl Kassianov passait en effet pour le Premier ministre des oligarques, ces riches hommes d'affaires aux fortunes douteusement acquises. La décision du président, qui le vise lui personnellement bien plus que son gouvernement en général, devrait donc être populaire. Depuis cet été, Mikhaïl Kassianov avait par exemple pris la défense du géant pétrolier Ioukos et de son ex-PDG, Mikhaïl Khordorkovski, la cible de poursuites judiciaires dont le Kremlin est soupçonné d'être l'instigateur.

L'homme hérité de Eltsine

Vladimir **Poutine** voulait d'autant plus se débarrasser de Mikhaïl Kassianov qu'à ses yeux, c'est l'homme du passé, hérité de l'équipe de Boris Eltsine, qu'il avait dû conserver depuis le passage de

© Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 9 janvier 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20040225-SR-020040225_txt0094

relais en l'an 2000 entre les deux présidents. En renvoyant le Premier ministre, Vladimir Poutine a limogé le dernier grand représentant de la « famille », ce groupe de partisans formés autour de Eltsine et des oligarques proches du pouvoir.

Ainsi, le limogeage de Kassianov, presque au dernier moment après quatre ans au cours desquels il avait été donné démissionnaire à plusieurs reprises, est-il un nouveau pas de Poutine pour trancher ses derniers liens avec l'ère Eltsine. Avec une ambition : créer son équipe, mener sa politique. Dans son annonce télévisée hier, le président l'a d'ailleurs expliqué lorsqu'il a parlé de son *désir d'arrêter une ligne politique pour le pays pour l'après-14 mars*. Une manière à peine voilée de se déclarer déjà vainqueur de l'élection.

" Vladimir Poutine donne de l'espoir "



Le Soir* - 11 mar. 2004

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

" Vladimir Poutine donne de l'espoir " Pourquoi les Russes font-ils confiance à Vladimir...

" Vladimir Poutine donne de l'espoir "

Pourquoi les Russes font-ils confiance à Vladimir

Poutine et s'apprêtent-ils à le réélire avec

une écrasante majorité ?

Lorsque, dans les sondages, on leur pose la question, les Russes

répondent : 15 % parce que Poutine a déjà

réussi à résoudre certains problèmes du pays ;

34 % parce qu'il n'y a personne d'autre que lui et... 45 %

parce qu'il pourra encore faire de bonnes choses pour le pays. Bref, Vladimir

Poutine donne de l'espoir. Et il séduit d'autant plus qu'en face

de lui, aucun autre programme viable n'a été sérieusement

proposé depuis quatre ans. Du coup, Vladimir Poutine bénéficie

d'une popularité non pas grande ou très grande mais véritablement

extraordinaire. Quelque 85 % des Russes approuvent ce qu'il fait !

Dans l'esprit des gens, ce soutien au président vient d'ailleurs

contre-balancer le manque de confiance vis-à-vis du gouvernement

(pas très populaire) et du parlement (impopulaire).

Poutine est vu comme un président actif, vif, résolu,

ferme. Les Russes le comparent à Eltsine. Ils se souviennent que,

sous la présidence de son prédécesseur, l'économie

n'était pas en bonne santé et qu'il n'y avait pas d'ordre

dans le pays. N'oubliez pas que Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir

un peu plus d'un an seulement après l'horrible crise économique

de 1998.

Les Russes comparent la situation d'alors à celle d'aujourd'hui.

Ils sentent que l'économie s'est améliorée et que,

malgré la corruption persistante, il y a un peu plus d'ordre. Même

si ce n'est pas forcément vrai, ils pensent que le président

est le principal responsable de ces progrès. C'est la figure du sauveur

qui a apporté de la stabilité ! Bien sûr, le Kremlin

joue sur cette image... De plus, les Russes se félicitent des

succès sur la scène internationale. Ils voient que leur chef

d'Etat est reconnu par les autres grands leaders et que la Russie fait partie

intégrante du groupe du G 8. Tous ces facteurs suffisent à

expliquer la popularité de Poutine car les Russes ne demandent pas davantage de leur président !

Pourquoi les Russes exigent-ils, précisément, aussi peu de leur président ?

Parce que, dans ce pays, nous n'avons qu'un seul mode de comparaison : avec notre passé. Même s'ils voyagent de plus en plus à l'étranger, les Russes ne tendent pas à comparer la situation chez eux à celle des autres pays car ils pensent que ce qu'ils voient ailleurs n'est pas pour eux. Ils considèrent que notre réalité, c'est notre seul passé. Du coup, ils comparent la situation actuelle non seulement à l'ère d'Eltsine mais aussi à l'époque de Gorbatchev et aux temps soviétiques. Et, selon leurs souvenirs (ou du moins selon leurs imaginaires, en particulier pour les jeunes électeurs), la meilleure période au XXe siècle, c'est celle de Brejnev : la fameuse stagnation brejnévienne ! C'étaient des années calmes, sans guerre, sans terrorisme, sans beaucoup de criminalité et avec un niveau limité de corruption... Pour les Russes, c'est l'objectif à atteindre à nouveau.

En 2000, Vladimir Poutine s'est fait élire en promettant de gagner la guerre en Tchétchénie et de " buter les terroristes dans les chiottes ". Aujourd'hui les violences se poursuivent dans la république et les terroristes posent des bombes à Moscou. Pourtant le président est toujours aussi populaire. Pourquoi ?

A l'époque, il avait utilisé une expression très forte, très vulgaire mais... très populaire ! Dans les sondages, les Russes reconnaissent aujourd'hui que Poutine est incapable de résoudre le problème tchétchène : 70 % considèrent même que cette incapacité est dangereuse !

Plus de 60 % des Russes ne veulent pas la poursuite de la guerre, même si parallèlement ils reconnaissent ne pas aimer les Tchétchènes.

Et quelque 60 % sont favorables à des négociations, même s'ils ne savent avec qui il faudrait les mener. Mais cela ne les empêche pas de voter pour un président qui est pour la guerre et contre les négociations... Il est difficile de comprendre cette contradiction : les Russes espèrent qu'un jour ou l'autre, Poutine réussira à résoudre le problème car personne d'autre ne peut le faire. Aucun candidat n'a d'ailleurs vraiment attaqué le bilan de Poutine en Tchétchénie durant la campagne. Irina Khakamada, la candidate libérale indépendante, est certes revenue sur les circonstances de la prise d'otages du théâtre moscovite

en octobre 2002 et sur l'intervention des forces armées. Mais ses attaques n'ont pas duré bien longtemps... Sous Poutine comme sous Eltsine, aucun mouvement populaire " antiguerre " n'a émergé dans le pays, même faible. Mais il y a une différence : sous Eltsine, les principales chaînes de télévision s'opposaient fermement à la guerre et le faisaient savoir, tous les soirs. Une telle opposition n'existe pas aujourd'hui car les médias sont strictement contrôlés par l'administration présidentielle. Cela ne favorise pas un changement d'humeur populaire... Cela permet au contraire de faire croire que la situation s'améliore en Tchétchénie puisqu'on n'en parle pas à la télévision ! Les Russes voient pourtant bien les images des attentats à Moscou et ailleurs. D'une certaine manière, la situation est d'ailleurs pire aujourd'hui que sous Eltsine car à son époque, il n'y a pas eu de vague d'attentats dans la capitale. Mais les Russes ferment les yeux et refusent de faire le lien entre " guerre " et " terrorisme ".

Propos recueillis à Moscou par BENJAMIN QUENELLEYuri

Levada

Célèbre sociologue russe, directeur de son institut,

le Centre Levada

© Rossel & Cie S.A. - Le Soir, Bruxelles,

2004

Copyright © 2004 Rossel & Cie. Tous droits réservés

" Poutine est libéral comme Pinochet "



Le Soir* - 13 mar. 2004

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

" Poutine est libéral comme Pinochet " Le président russe Vladimir Poutine est-il un libéral ? Il est libéral un peu comme Pinochet l'était....

" Poutine est libéral comme Pinochet "

Le président russe Vladimir Poutine est-il un libéral ?

Il est libéral un peu comme Pinochet l'était.

Le président croit pouvoir construire une économie libérale

dans un Etat politiquement autoritaire. Il ne faut pas oublier que Poutine

est arrivé au pouvoir après une période marquée

par un profond désordre économique et politique où,

pendant les années de la présidence de Boris Eltsine, l'Etat

était faible. Une stabilisation politique était alors nécessaire.

Cette tâche est désormais remplie et il faut que la Russie

passe à l'étape suivante. L'économie ne pourra s'accroître

que si la liberté individuelle s'épanouit et si les individus

ont davantage confiance dans le système. Ces éléments

sont indispensables pour construire une économie post-industrielle.

Par exemple, la Russie peut certes vivre du pétrole mais elle ne

peut pas se développer sur la seule base du pétrole. Or, pour

encourager une économie innovante, il faut un niveau de liberté

individuelle suffisamment développé. Bref il faut une société

démocratique ! Davantage que le système Pinochet, le

Kremlin devrait prendre pour modèle l'Espagne post-Franco :

l'économie du pays y était très faible mais, grâce

à la démocratie, elle a fleuri.

Les libéraux dans l'équipe de Poutine ont-ils

une véritable influence sur le président ?

Dans son nouveau gouvernement, Poutine a conservé deux

ministres libéraux, partisans convaincus des réformes :

Alexeï Kudrin, en charge des Finances, et German Gref, en charge du

développement économique et du commerce. Tous deux sont des

ministres influents, qui appartiennent à l'équipe rapprochée

du président. Si Poutine ne les avait pas gardés à

leurs postes, j'aurais été inquiet. Mais la formation du gouvernement

ne joue pas en tant que telle un rôle déterminant. D'autant

plus que le gouvernement dans ce pays n'occupe qu'une place technique d'exécutant.

Il n'est pas choisi en fonction de la majorité parlementaire. Il

est au contraire la création du président et doit mener la politique décidée par la Kremlin. D'où dépendra donc de la volonté de Poutine...

Le nouveau gouvernement est plus petit que les précédents, avec 17 ministères au lieu de 30. Vladimir Poutine espère que cela permettra de réduire la bureaucratie et donc la corruption. Mais on ne peut lutter contre la corruption que dans deux types de régimes politiques : la dictature répressive brutale (qui de toute façon ne peut pas survivre très longtemps) ; ou la démocratie (où comme en Europe et aux Etats-Unis, il y a certes de la corruption mais à un degré beaucoup plus faible qu'en Russie). Sans contrôle démocratique, les bureaucrates ne limiteront pas eux-mêmes leurs pouvoirs. Il faut un contrôle de la société sur la bureaucratie.

Espérez-vous au lendemain de l'élection un accord ente le Kremlin et Mikhaïl Khodorkovski, l'oligarque emprisonné pour fraudes fiscales ?

Non je ne pense pas. Tout dépendra de la volonté de Mikhaïl Khodorkovski de céder et de payer le prix de sa libération. Jusqu'à maintenant, il a fait preuve de courage et a tenu à conserver son honneur avant tout. Son arrestation en octobre dernier a été un moment clef de la première présidence de Poutine. Ce n'est pas tellement une question criminelle car les accusations contre lui reposent sur du sable. C'est en fait le révélateur d'un conflit entre la bureaucratie et le monde des affaires, entre les ressources administratives et le capital. Mikhaïl Khodorkovski n'était pas une bonne cible car il a été l'un des premiers à jouer la carte de la transparence et il a beaucoup investi dans la société civile.

Poutine n'a pas compris cette situation. Du coup, le monde des affaires a perdu sa confiance dans le pouvoir. Certes cela ne se voit pas encore : comme l'économie est en bonne santé, les hommes d'affaires ne veulent pas laisser passer des occasions de faire de l'argent et continuent donc comme si de rien n'était. Mais ils savent que leur capital est toujours menacé.

Quelles seront les premières réformes que Vladimir Poutine lancera ?

Il va mener plusieurs réformes : pour moderniser les services communautaires (distribution d'eau, de gaz, d'électricité dans les villes...), pour développer le marché des emprunts

immobiliers, pour réformer les industries énergétiques...

Ces secteurs sont liés car ils appartiennent tous à ces tranches de l'économie qui ne se sont pas encore ouvertes à l'économie de marché. Leur système est pour le moment pris dans un cercle vicieux : les prix sont faibles (par exemple l'électricité pour les consommateurs) parce qu'ils s'adaptent au niveau des revenus de la majorité des Russes (par exemple les salaires des fonctionnaires ou les pensions des retraités sont bas) ; or ces revenus sont faibles parce que le budget ne reçoit pas assez d'argent ; et le budget ne reçoit pas assez d'argent précisément parce que l'économie n'est pas assez ouverte à la concurrence...

Toutes ces réformes exigeront du temps. Vladimir Poutine peut les initier comme on lance des fusées : cela créera une dynamique. Bien sûr le président peut le faire dans le cadre d'un Etat fort (réforme des retraites ou lancement du marché des emprunts immobiliers). Mais ces réformes seront plus efficaces si cela se passait dans un contexte démocratique. D'autant plus que les principales grandes réformes ont déjà été faites. Il faut désormais travailler à la marge. Du coup, la priorité devrait se déplacer vers le politique. D'où l'importance de construire la démocratie. Je ne pense pas que l'on verra cette évolution sous Poutine. Pour le moment, il a choisi d'accroître son pouvoir plutôt que d'accomplir sa mission (c'est-à-dire construire une démocratie de marché).

Propos recueillis à Moscou par BENJAMIN QUÉNELLE

Evgueni Yassine

Ancien ministre de l'Economie de Boris Eltsine,
recteur du Haut Collège d'économie de Moscou

© Rossel & Cie S.A. - Le Soir, Bruxelles,
2004

Copyright © 2004 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Le tsar Poutine rempile pour quatre ans



Le Soir* - 15 mar. 2004

* Le Soir Namur Luxembourg, Le Soir Hainaut, Le Soir Bruxelles, Le Soir Brabant Wallon, Le Soir Liège

Le tsar Poutine rempile pour quatre ans Plus de 60 % de taux de participation....

Le tsar Poutine rempile pour quatre ans

Plus de 60 % de taux de participation.

Près de 70 % des suffrages exprimés. Poutine savoure son second sacre. Retour sur un parcours peu banal.

PORTRAIT POL MATHIL

J e ne suis pas prêt, Boris Nicolaïevitch, c'est un destin difficile à assumer... Quand, le 14 décembre 1999, Boris Eltsine lui annonce, dans le plus grand secret, sa décision de démissionner le 1er janvier 2000 et de placer entre ses mains la présidence de l'Etat russe, Vladimir Poutine hésite. Sa modestie n'est pas feinte. Celui qui, à ce moment, est déjà Premier ministre mais encore étonné de sa fulgurante promotion, n'est réellement pas sûr d'être à sa place... Deux semaines plus tard, ce licencié en droit de l'université de Leningrad, très tôt recruté par le KGB, ancien officier du service d'espionnage, produit " cliniquement pur " à la fois du système soviétique et du " système Eltsine ", n'hésite plus. Il assume. Et est élu pour la première fois, et au premier tour, président de la Fédération de la Russie en mars 2000. " Tsar ", " Vodj " (chef), il est aujourd'hui au sommet de l'Etat. Il contrôle tous les leviers du pouvoir et de la gestion de son pays : l'administration présidentielle (la vraie direction du pays), bien sûr, le gouvernement géré par ses hommes, sortis notamment du " clan de Leningrad ", l'écrasante majorité de la Douma, les " barons " dans les provinces, supervisés par sept supragouverneurs nommés par le Kremlin, l'oligarchie, c'est-à-dire les nouveaux ultrariches forcés désormais d'abandonner toute ambition de jouer un rôle politique dans " l'Etat-Poutine ", l'armée évidemment et enfin, par-dessus tout, clé de tous ses succès, sa " maison ", les services spéciaux dont lui-même est issu, d'une loyauté absolue et dont la domination à tous les niveaux de la machine de l'Etat ne cesse de grandir. Rien n'était de nature à prévoir la formidable

ascension de cet apparatchik terne, guère impressionnant, dénué de charisme. Il est né à Leningrad dans une famille modeste, logée dans une " komounalka ", un appartement collectif.

On ne connaît que peu de détails sur sa jeunesse. Elle ne fut pas tendre. Son père était ouvrier, son grand-père cuisinier. Visiblement, un bon professionnel car il a été le cuisinier de Lénine, puis de Staline , déclare avec fierté le petit-fils dans un livre intitulé " A la première personne : conversation avec Vladimir Poutine ".

On sait néanmoins qu'il ne fut pas un jeune homme comme les autres. Pas très... russe. Il ne buvait pas, ne fumait pas, pratiquait assidûment le sport, même plusieurs, de préférence ceux " de force ", le judo surtout. Comme s'il voulait compenser par le sport sa petite stature physique. J'ai très vite compris , avoue-t-il, que mon caractère querelleur ne suffisait pas pour évoluer parmi les premiers dans la cour ou à l'école .

Et ailleurs...

Le judo, de fait, va jouer un rôle clé dans sa vie. Poutine-ceinture noire, ce fut la première photo de presse de Poutine-homme public. Autre image surprenante : colonel, espion, communiste, il se déclare... croyant. Il a révélé que sa mère, orthodoxe pratiquante, l'avait fait baptiser à sa naissance. En cachette de son père, évidemment, qui était membre du Parti communiste, secrétaire de cellule dans son usine.

Quatre ans avant la mort de ma mère , raconte-t-il, je suis allé en Israël. Maman m'a alors donné ma croix de baptême pour la faire bénir sur le tombeau du Christ. Je l'ai prise et pour ne pas la perdre, je l'ai mise autour du cou. Depuis, je ne l'ai pas enlevée .

Avait-il, comme dit la légende, très tôt découvert sa vocation d'agent secret? Non. Il avait d'abord sérieusement envisagé une école de l'Air, civile, en plus. Mais des livres, des films aussi, l'ont fait, raconte-t-il, rêver d'une vie d'espion , bien qu'à ce moment, cela lui paraissait inaccessible comme la planète Mars . N'empêche : un an et demi avant son bac, le romantisme a pris le dessus et Volodia a trouvé son chemin.

A 15 ans, il se rend donc au siège du KGB à Leningrad. E conduit car on n'y accepte pas les volontaires , il suit tout de même le conseil de l'officier rencontré ce jour-là et fera ses études de droit pour, finalement, en 1975, pendant ses études, entrer au KGB - et au parti communiste - avant de suivre les cours d'une

" Académie d'espionnage ".

Poutine passera 16 ans au service du KGB, d'abord dans le contre-espionnage, puis, les cinq dernières années, comme officier d'espionnage soviétique à Dresde, en Allemagne de l'Est. Entrecoupées, selon certaines sources, par des déplacements en Allemagne de l'Ouest, pour des missions restées mystérieuses mais faciles à imaginer.

La dernière période de sa carrière d'espion, Poutine la traverse de façon peu héroïque : en détruisant les archives des renseignements soviétiques en RDA. Alors que la chute du Mur fait trembler l'Europe et l'URSS, l'officier Poutine clôture sa période " James Bond " de façon plutôt banale, traversé par le doute et le scepticisme. Lui qui n'a jamais été dissident en arrive à critiquer la persécution des opposants. C'était, conclut-il, le comportement d'un Etat totalitaire. Déception alors ? On peut le dire. On n'est qu'en 1989, mais je comprenais déjà que le système n'avait pas d'avenir. Et que l'URSS n'en avait pas non plus . Lui, en revanche, avait l'avenir devant lui. Marié à une ravissante ancienne hôtesse de l'air qui lui a donné deux filles, Poutine rentre en 1990 à Leningrad. Depuis un certain temps déjà, il cherche un " point de chute ". Il est terrible, explique-t-il, de rester à l'intérieur du système pour attendre sa dislocation . Rentré au pays, il décline donc une offre de travail dans l'appareil central du KGB à Moscou mais reste officier des renseignements " en réserve active ". Très active même. Car c'est en étant toujours agent du KGB que Poutine occupe un poste auprès du maire démocrate et réformateur de la ville, Anatoly Sobtchak, un des rares hommes auxquels il manifestera une fidélité sans faille : lors des funérailles de Sobtchak, on a vu Poutine en larmes, image qui ne se répétera plus jamais en public. Et puis vient août 1991. Un putsch des conservateurs tente de déposer Mikhaïl Gorbatchev, premier (et dernier) président de l'URSS et secrétaire général du parti. Poutine dit avoir alors compris qu'il n'obéirait jamais aux putschistes. J'ai donc démissionné du KGB. C'était difficile, d'autant plus que j'étais un bon officier et que je n'avais pas à me plaindre.

Sa démission est acceptée et Poutine entame une belle carrière auprès de Sobtchak. Il est d'abord chef du département des relations extérieures (rien de plus logique vu son expérience) pour devenir, en 1993, l'adjoint du maire et pratiquement patron de la ville pendant les absences de son chef en voyage.

L'époque qui s'ouvre comporte de larges zones d'ombre et n'est pas facile à reconstituer ni à recouper. L'année charnière est 1996. Surprise : un directeur de l'administration présidentielle de Boris Eltsine, Pavel Borodine, qu'il connaissait à peine, demande à Poutine de venir travailler dans l'appareil du Kremlin. Vite fait. Trois mois plus tard, Poutine était déjà adjoint de Borodine et vice-directeur des affaires présidentielles.

C'est alors que tout commence. La " famille " (au propre et au figuré) de Boris Eltsine entre en action. C'est elle qui crée le phénomène Poutine. Cette " famille ", dirigée par Tatiana, la fille de Boris Eltsine, n'est pas soudée par les liens de sang mais d'argent. Il s'agit d'un groupe de personnalités : politiciens, " oligarques " à la tête de fortunes aux origines très suspectes (comme le fameux Berezovski), mais qui jouaient un rôle souvent déterminant en politique, hommes des services secrets, bref, un clan chargé d'assurer sinon la pérennité au moins la continuité du " système Eltsine ". Ce sont eux qui ont financé et sauvé en 1996 la présidence d'Eltsine quand le tsar Boris, gravement malade, l'emporta de justesse contre le communiste Ziouganov. Et ce sont eux, qui après avoir testé puis écarté plusieurs candidatures, ont trouvé en Vladimir Poutine l'homme providentiel qui, à leurs yeux, était capable de sauvegarder à la fois les réformes eltsiniennes, mélange peu subtil de démocratie et de corruption, et les intérêts du clan. La " Famille " avait vu juste : Poutine était l'homme qu'il fallait. Boris Eltsine et sa famille recevront le moment venu toutes les garanties nécessaires. Eltsine bénéficie d'une retraite parfaitement dorée. Pour la première fois dans l'Histoire, deux anciens chefs de l'Etat russe, Gorbatchev et Eltsine, peuvent, sous le règne de leur successeur, mener une vie... normale.

Arrive juillet 1998. Boris Eltsine nomme Poutine haut cadre dans l'administration présidentielle, à la tête du KGB, rebaptisé FSB. Poutine qui, même après son douloureux divorce avec les " organes ", a toujours défendu la réputation

des " services ", y est plutôt bien accueilli... et l'Histoire s'emballe. En août 1999, la " Famille " comprend que l'ère Eltsine touche à sa fin. Le " scénario Poutine " est mis à exécution. Il est nommé Premier ministre. Comment nomme-t-on un Premier ministre en Russie ? Simplement. Boris Eltsine, président de la Russie, a convoqué Vladimir Poutine, président du FSB. Pourquoi faire ? Le président m'a dit qu'il avait décidé de me nommer à la tête du gouvernement, raconte Poutine. A-t-il annoncé qu'il voulait faire de Poutine son dauphin ? Il a parlé, dit le... dauphin, de Premier ministre avec des perspectives. Ce n'est qu'ensuite, à la télévision, qu'il a parlé de moi comme du possible futur président . Possible ? Et comment ! C'est ainsi qu'on devient président de la Russie.

Deux semaines avant le Nouvel An 2000, Eltsine convoque de nouveau Poutine et lui annonce qu'il a décidé de partir, ce qui, conformément à la Constitution, faisait de Poutine, Premier ministre, président par intérim. Il m'a regardé, attendant ma réponse. Je suis resté silencieux. Je n'étais pas certain de vouloir cet avenir. Alors Eltsine m'a expliqué que lui non plus, à l'époque, n'était pas préparé à un tel destin. Je devais répondre. J'avais des réserves d'ordre personnel, mais une autre logique était en marche. Quand le destin vous offre une possibilité d'œuvrer au plus haut niveau pour votre pays, il est idiot de dire : " Non, je vais aller vendre des graines. "

Il ne va pas vendre des graines. Il va régner sur la Russie. Le scrutin de mars 2000 n'est qu'une formalité. Pas étonnant. Après Eltsine, malade, imprévisible, méprisé par la population, ridiculisé par de nombreuses gaffes en Russie et à l'étranger, les Russes rêvaient d'un peu d'ordre et d'un homme jeune et fort. Ils seront servis...

En mars 2000, Poutine prend le pouvoir avec, pour programme, un grand objectif et deux préalables pour l'atteindre. L'objectif ? Un Etat russe fort à l'intérieur et à l'extérieur.

Les deux préalables sont : écraser la révolte des Tchétchènes et instaurer " la dictature de la loi ". Redoutable objectif et redoutables préalables pour un pays qui sort de 70 ans de totalitarisme et de 10 ans d'une transition chaotique

et corrompue, qui a vu son territoire ramené aux frontières d'il y a trois siècles et la majeure partie de sa population condamnée à la pauvreté sinon la misère. Quatre ans plus tard, un certain progrès est indiscutable, mais ni l'objectif ni les préalables n'ont changé. Certes, il serait naïf de croire qu'on pouvait en quatre ans sérieusement alléger un tel héritage.

Certes aussi, la Russie est aujourd'hui un pays plus stable dirigé par un homme politique plutôt prévisible, avec une économie en progrès.

Mais, quant aux préalables, c'est un double échec.

La guerre en Tchétchénie continue à empoisonner le pays. De la " dictature de la loi ", il reste plus de dictature que de loi : les grands médias sont muselés, la télévision privée est accaparée, placée, tout comme la publique, sous contrôle de l'Etat, le FSB cultive l'arbitraire et l'impunité, la vie humaine est méprisée (le drame des otages au théâtre à Moscou) et la justice est aux ordres du pouvoir comme l'illustre l'affaire Khodorkovski.

Face à des questions sur des hommes, les Russes aiment chercher la réponse dans les fables de Krylov, le " La Fontaine russe ". Et quand ils durent choisir l'animal auquel on leur demandait de comparer Vladimir Poutine, à l'époque candidat à la première présidence, ils hésitèrent entre le renard et le loup. Aujourd'hui, ils n'hésitent plus : les deux, avec leurs traits essentiels, la solitude, la ruse, la dureté, le sang-froid. C'est un tel Vladimir Poutine qui va régner sur la Russie pendant les prochaines quatre années. L'ère Poutine durera huit ans. Au moins...

© Rossel & Cie S.A. - Le Soir, Bruxelles,
2004

Copyright © 2004 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Documents sauvegardés

Jeudi 9 janvier 2020 à 11 h 53

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Soir

8 mai 2004

Fastes au Kremlin pour le tsar Poutine

... brève mais pompeuse cérémonie a officiellement marqué le début du second mandat de Vladimir Vladimirovitch **Poutine**, un peu moins de huit semaines après son élection triomphale. Tout a commencé par une interminable ...

3

LE SOIR**Nom de la source**

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Samedi 8 mai 2004

Le Soir • 312 mots

DIAGONALE

Fastes au Kremlin pour le tsar Poutine

L'homme est plutôt petit de taille. Mais, ce vendredi, rien n'était trop grand pour célébrer son investiture. Sous les lustres et dorures du Kremlin, une brève mais pompeuse cérémonie a officiellement marqué le début du second mandat de Vladimir Vladimirovitch Poutine, un peu moins de huit semaines après son élection triomphale.

Tout a commencé par une interminable marche à travers les salons du Kremlin, plus somptueux les uns que les autres. Un tapis rouge de plusieurs dizaines de mètres, le long duquel s'étaient rangés les respectables et respectueux invités, debout et presque au garde-à-vous. L'oeil déterminé mais les épaules tombantes, le pas certain mais le bras ballant, Vladimir Poutine a traversé cette foule distinguée avec sa démarche habituelle de tsar un brin hagard.

Arrivé enfin en bout de salle, le président a solennellement prêté serment à la Constitution. La main posée sur ce livre rouge. Le sourire figé. Le regard sévère mais confiant. Vladimir Poutine et ses hôtes ont ensuite écouté l'hymne national, cet ancien air soviétique modernisé de paroles nouvelles que connaissent bien peu de Russes, dans la rue comme au Kremlin. Habilement, les télévisions publiques qui, toutes, retransmettaient en direct la cérémonie, ont d'ailleurs à ce moment-là multiplié les prises de vue

générales pour ne pas montrer les lèvres immobiles de la haute société poutinienne.

Puis vint le discours inaugural du président. Avec ses habituelles promesses de croissance économique et de lutte contre la pauvreté mais aussi d'épanouissement démocratique et de soutien au multipartisme. Dans la foule attentive, personne ne semblait rire jaune, même discrètement : les grands leaders libéraux et divers autres critiques des tendances antidémocratiques des quatre années du premier mandat Poutine n'avaient pas reçu de carton d'invitation.

Tout a fini dans la grande cour du Kremlin. Pas de rencontre avec le public mais une stricte parade militaire au cours de laquelle le président et les troupes n'ont cessé de s'acclamer à coups de « to-varitchch » (camarade !).

Au-dessus des uniformes multicolores, dominaient les couleurs bleu, blanc, rouge du drapeau national. Mais au bout des fusils, c'est la bannière rouge qui flottait fièrement. Le spectacle offrait ainsi un étonnant mélange de symboles de la Russie d'aujourd'hui, entre son attachement à l'identité russe et ses références au passé soviétique. Le tout sur des airs musicaux aux élans pleins de foi, d'espérance et d'enthousiasme. Bref, un bout de la Russie de Vladimir Poutine, avec toutes ses contradictions.

© Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 9 janvier 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20040508-SR-020040508_txt0148

BENJAMIN QUÉNELLE, à Moscou

Poutine appelle au dialogue, mais il esquive tout débat



Le Soir Namur Luxembourg - 13 jan. 2012
Page 10

Russie Le Premier ministre présente son programme MOSCOU DE NOTRE CORRESPONDANT Malgré la vague de protestation sans précédent à laquelle il fait face, Vladimir Poutine n'a pas l'intention de changer de cap. Ou si peu. Dans son programme électoral dévoilé ce jeudi en vue de la présidentielle du 4 mars, ...

Russie Le Premier ministre présente son programme

MOSCOU

DE NOTRE CORRESPONDANT

Malgré la vague de protestation sans précédent à laquelle il fait face, Vladimir Poutine n'a pas l'intention de changer de cap. Ou si peu. Dans son programme électoral dévoilé ce jeudi en vue de la présidentielle du 4 mars, l'homme fort du pays promet qu'à l'avenir, les petites et grandes décisions nationales feront « obligatoirement » l'objet de discussion avec les différents acteurs de la société. Bref, Vladimir Poutine – dont la parole a quasiment force de loi – demande à ses concitoyens de le croire désormais prêt à les écouter, voire à faire des compromis. S'il retourne à la présidence, poste qu'il a déjà occupé de 2000 à 2008, il promet ainsi de créer des « mécanismes de contrôle du gouvernement » par la société.

La main de fer sera aussi assouplie. La Russie devra « renoncer à sa tendance excessive à la répression », écrit Poutine qui, en plus d'une décennie à la tête du pays, n'a eu cesse de serrer la vis à ses opposants afin d'asseoir son pouvoir personnel. La plupart des promesses de son programme portent toutefois sur des sujets concrets et populaires – voire populistes – comme la poursuite de la hausse des pensions et des salaires et le contrôle des prix des services publics.

Les électeurs n'auront de toute façon pas le loisir de voir leur très probable futur président défendre son programme à la télévision. Poutine a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de participer aux débats avec d'autres candidats. Raison invoquée : pour ce faire, il devrait prendre quelques jours de congé de son poste de Premier ministre et serait ainsi gêné dans son travail quotidien.

Sur son site de campagne, les internautes ont très vite répondu à l'appel au dialogue lancé par le Premier ministre. Parmi les « suggestions » les plus populaires : que le candidat Poutine se retire de la politique pour permettre un réel renouvellement de la politique...

FRÉDÉRIC LAVOIE

Copyright © 2012 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Documents sauvegardés

Vendredi 10 janvier 2020 à 12 h 50

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Soir

6 février 2012

Poutine, stop ou encore ?

... ces deux foules qui ont bravé une température de quelque - 17° C pour manifester : Vladimir **Poutine**, le Premier ministre en fonction et grand favori de la présidentielle. Le succès du rassemblement pro ...

3

LE SOIR

Nom de la source

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Lundi 6 février 2012

Le Soir • 1E • p. 10 • 546 mots

Russie Deux visions politiques se défient dans les rues de Moscou

Poutine, stop ou encore ?

Moscou
DE NOTRE CORRESPONDANT

A un mois jour pour jour de la présidentielle du 4 mars, les manifestations de samedi à Moscou ont résumé l'opposition de deux Russes qui s'apprêtent à s'affronter dans les urnes. Le statu quo face au changement. Le désir de la stabilité à tout prix face aux frustrations de l'immobilisme. L'espoir d'un jour meilleur promis par le pouvoir face à la volonté de prendre en main le destin national.

« Nous avons tout à perdre », scandaient les uns, rappelant que le pays se porte bien mieux que dans les années 1990, pendant le chaos engendré par la sortie du communisme. « Pour des élections libres », criaient les autres, exigeant des réformes de fond pour libéraliser le pays, transformer son économie corrompue et démocratiser son système politique autoritaire. Avec pour principale figure opposant ces deux foules qui ont bravé une température de quelque - 17° C pour manifester : Vladimir Poutine, le Premier ministre en fonction et grand favori de la présidentielle.

Le succès du rassemblement pro-Poutine dans le parc de la Victoire, sur une grande esplanade construite à l'écart du centre de Moscou en l'honneur des héros de la Seconde Guerre mondiale, était à

© OLGA MALTSEVA ET ALEXEY SAZONOV / AFP.

l'image de l'avance de l'ex-chef du Kremlin dans les sondages. La police parle de 140.000 manifestants. Ils étaient sans doute 100.000.

« Le vrai peuple est là ! », confie Tatiana Kopkina, une enseignante de 39 ans, venue avec des collègues. Sous Poutine, la Russie a retrouvé sa force. Rien à voir avec le saccage des libéraux il y a dix ans... Si Poutine reste au pouvoir, le pays continuera de se renforcer. » Des propos répétés et partagés par la plupart des manifestants. Pour eux, les fraudes aux législatives de décembre ne sont pas un vrai problème. L'essentiel : la stabilité, un emploi et un futur garantis par les autorités.

L'organisation de cette manifestation était cependant très contrôlée. Tous les participants n'étaient pas venus de leur plein gré. Les longues files de bus confirmaient que des groupes entiers avaient été transportés. Et plusieurs personnes ont confirmé au Soir être venues à la demande de leur employeur.

Selon de nombreux témoignages diffusés sur l'internet, des fonctionnaires, enseignants et employés des hôpitaux publics ont été forcés par leur direction à se mobiliser pour Vladimir Poutine qui a lui-même reconnu de telles pressions, tout en estimant qu'il s'agissait de faits isolés.

© 2012 © Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles, 2012

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 janvier 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20120206-SR-3083969

« On m'a demandé de venir. Mais, le jour de la présidentielle, je voterai dans le secret de l'isoloir... » , a ironisé un fonctionnaire rencontré dans la foule du métro du parc de la Victoire. Depuis le quai, il a fallu près d'une heure pour sortir de la station, archibondée de manifestants venus en larges groupes.

Entre la place d'Octobre et Bolotnaya, tout près du Kremlin, les anti-Poutine étaient au contraire venus défiler individuellement ou en petits groupes. Bien loin des pancartes stéréotypées distribuées par les organisateurs du rassemblement des autorités, les manifestants de l'opposition ont montré une imagination débordante pour railler le pouvoir. Avec souvent des jeux de mots ou des allusions politiques incompréhensibles pour l'étranger. En exhibant préservatifs et dollars, les plus provocateurs se moquaient des autorités qui ont comparé le ruban blanc, symbole du mouvement de contestation, à une capote et ont accusé l'opposition d'être financée par des fonds occidentaux. Caricatures, marionnettes et pastiches visaient avec humour une même cible : Vladimir Poutine.

« On n'en peut plus de sa politique et de sa fausse démocratie qui défend avant tout les intérêts de ses clans amis », explique Nadia Svedrina, médecin de 54 ans. Il faut imaginer un nouveau système. Changer le président ne suffira pas. Réfléchissons avec toute la société civile pour modifier les règles du jeu . »

Très bigarrée, cette foule anti-Poutine en grande partie issue de la nouvelle classe moyenne a cependant semblé légèrement faiblir dans sa mobilisation. Les organisateurs parlent de quelque 120.000 personnes. Les manifestants étaient sans doute entre 50.000 et 80.000, une affluence intermédiaire en-

tre les deux rassemblements record de décembre. L'opposition prévoit d'ores et déjà de se retrouver dans la rue le 26 février, juste avant la présidentielle.

En appelant à voter pour tout autre candidat que Vladimir Poutine, elle espère forcer celui-ci à un deuxième tour. D'ici là, les autorités organiseront elles aussi d'autres manifestations. Le face-à-face ne fait que commencer.

Russie ...

Russie La grande foule pour le meeting du candidat-président

MOSCOU

DE NOTRE CORRESPONDANT

A dix jours de la présidentielle qu'il est pourtant quasi certain d'emporter, Vladimir Poutine s'est lancé hier dans une surprenante offensive de chef de guerre. Affiches et slogans brandis par ses quelque 100.000 supporters regroupés dans le stade moscovite de Loujniki avaient donné le ton avant le bref mais agressif discours du Premier ministre, largement favori du scrutin du 4 mars.

« Défendons le pays », « Le pays n'est pas à céder. Nous nous battons », prévenaient les pancartes qui promettaient pareillement « Un pays fort. Un président fort ». C'est au milieu de ces slogans, drapeaux tricolores russes, chants populaires et stands de crêpes qu'est alors arrivé Vladimir Poutine. Décontracté au début. Puis vite très animé dans le verbe et le geste. « La bataille pour la Russie continue, la victoire sera pour nous ! », a-t-il lancé. La date du rassemblement avait été bien choisie : le 23 février est férié en Russie pour célébrer la journée des défenseurs de la patrie, une fête héritée de l'ère soviétique. « C'est symbolique que nous soyons réunis aujourd'hui, parce que c'est bien nous qui sommes aujourd'hui les défenseurs de la patrie », s'est réjoui Vladimir Poutine, sans jamais nommer les agresseurs. Puis il s'est lancé dans un étonnant parallèle historique, citant le poème de l'écrivain Lermontov sur la bataille de Borodino en 1812 contre l'armée napoléonienne (lire ci-dessous).

Ce surprenant discours guerrier, que les psychologues ne manqueront sans doute pas d'analyser comme la réaction du chef assiégé, a été accueilli sous un tonnerre d'applaudissements. Bien loin des humiliants sifflets qui, en novembre dernier, avaient visé Vladimir Poutine dans un autre stade alors qu'il était monté sur le ring pour féliciter un boxeur russe. Cet incident avait alors symbolisé sa perte d'autorité.

Le discours d'hier semble au contraire sceller sa stratégie pour reprendre les devants après trois mois de contestations au lendemain des législatives de décembre, émaillées de fraudes selon les observateurs.

La réplique a été menée sur plusieurs fronts. Après les premières manifestations, Vladimir Poutine avait déjà accusé l'opposition d'être à la solde des occidentaux et soupçonné leurs inédites manifestations d'être financées par l'étranger. Mais, contraint de faire campagne, Vladimir Poutine s'est aussi senti obligé de préciser son programme au-delà de son discours nationaliste et, ces dernières semaines, a publié plusieurs articles thématiques. Avec, à chaque fois, des promesses surréalistes. « Peu importe... La forme compte avant tout. Pour Poutine, c'est l'heure de s'imposer. Pas de résoudre les problèmes », a récemment confié au Soir une source proche du pouvoir.

Depuis quelques semaines, l'opposition peine à rebondir et à proposer une alternative au-delà de ses slogans dénonçant les fraudes électorales et exigeant le départ de Vladimir Poutine. La victoire du Premier ministre semble au contraire acquise. « Si Poutine n'est pas élu, la Russie se retrouvera affaiblie », confiait hier un jeune manifestant. « Nous sommes contre l'expansion des Etats-Unis qui ont tout intérêt à avoir en face d'eux une Russie faible », ajoutait un autre. « Poutine est un vrai patriote, le seul. Avec lui, nous gagnerons ! », s'enthousiasmait un troisième. « Nous refusons un nouveau suicide de la Russie », prévenait sur scène l'un des orateurs, entre chanteurs et hommes politiques.

Ainsi Vladimir Poutine axe-t-il sa campagne sur le thème de la stabilité qui, depuis son arrivée au pouvoir en 2000, contraste avec le chaos des années 1990 et est devenu son fonds de commerce politique. D'autant plus que ses électeurs, notamment dans les classes populaires, sont très influençables. Loin de la spontanéité et de la créativité des manifestants de l'opposition, le rassemblement d'hier était très contrôlé. Tous les participants n'étaient pas venus de leur propre initiative : les files de plusieurs centaines de bus à la sortie du stade confirmaient la venue très organisée de groupes entiers.

BENJAMIN QUÉNELLE

Copyright © 2012 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Documents sauvegardés

Vendredi 10 janvier 2020 à 12 h 54

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Soir

28 février 2012

Poutine en costume anti-américain

moscou de notre correspondant D u **Poutine** très classique... » Dubitatif, ce haut diplomate européen en poste à Moscou n'était pas surpris à la lecture de l'article publié lundi par le ...

3

LE SOIR

Nom de la source

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Mardi 28 février 2012

Le Soir • 1E • p. 10 • 438 mots

Russie Depuis l'intervention en Libye, le ton anti-occidental n'a cessé de monter

Poutine en costume anti-américain

© YURI KADOBNOV/AFP.

Moscou
de notre correspondant

Du **Poutine** très classique... » Dubitatif, ce haut diplomate européen en poste à Moscou n'était pas surpris à la lecture de l'article publié lundi par le Premier ministre russe. A six jours de la présidentielle dont il est le favori malgré douze ans déjà au pouvoir, Vladimir **Poutine** a signé un long texte, septième d'une série, aux allures de programme électoral.

Cette fois, le thème était la politique étrangère. Et l'homme fort de la politique russe a retrouvé son rôle préféré : le héros anti-américain. « *Les Américains sont obsédés par l'idée de vouloir être totalement invulnérables, mais cela est utopique. C'est précisément là le fond du problème* », s'inquiète Vladimir **Poutine**, dénonçant l'attitude « cynique » des Occidentaux en Syrie et les mettant en garde contre toute attaque militaire contre l'Iran.

Ces fustigations et mises en garde sont bien en ligne avec la diplomatie de Moscou ces dernières semaines, particulièrement inflexible sur le dossier syrien.

Loin du « *frémissement* » d'ouverture, que certains diplomates européens avaient cru déceler avant la mise au vote de la dernière résolution de l'ONU, finalement rejetée par le Kremlin au mi-

lieu d'un flot d'accusation contre « *l'indécence et l'hypocrisie* » des Occidentaux. Cette posture d'intransigeance plaît d'autant plus à un public russe volontiers anti-américain que le candidat **Poutine** vient de se déclarer « *défenseur de la patrie* » lors d'un meeting inédit. « *La bataille pour la Russie continue, la victoire sera pour nous !* », a-t-il lancé, sans nommer toutefois l'agresseur.

« *La rhétorique électoraliste est évidente. On l'a bien sentie juste avant le vote de la résolution sur la Syrie. En situation normale, Moscou aurait dû au moins s'abstenir. C'est là que la campagne pour la présidentielle a joué un rôle* », regrette ce même haut diplomate. Après le scrutin, cela n'interdit pas une plus grande flexibilité, Moscou pouvant alors faire des concessions dans l'espoir de jouer un rôle d'intermédiaire. » Pour le moment, contrairement au dossier libyen où médias et opinion publique étaient partagés, la quasi-unanimité l'emporte sur le sort de la Syrie : contre l'intransigeance du Kremlin, les voix dissidentes se font très rares.

Car le scénario libyen a servi de leçon. Ce fut une vraie claque pour le président Dmitri Medvedev qui, après s'être abstenu au Conseil de sécurité sur la résolution ouvrant la voie à l'opération militaire menée par l'Otan, a lui-même reconnu « *s'être fait avoir* ». C'est en tout

© 2012 © Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles, 2012

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 janvier 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20120228-SR-3116122

cas ce que, ici et là, confie Vladimir Poutine.

La montée en puissance du Premier ministre en vue de la présidentielle date précisément des événements en Libye. L'intervention occidentale menant à la chute de Kadhafi, vécue comme une humiliation à Moscou, a mis hors course Dmitri Medvedev, discrédité au sein de l'élite et de la population pour son pauvre bilan : il a donné des gages à l'Occident, mais n'a pas reçu grand-chose en retour. Après l'échec de la porte ouverte de Medvedev, le discours musclé de Poutine séduit bien davantage...

Depuis la Libye, le ton anti-occidental n'a du coup pas cessé de monter à Moscou, servant de base au retour de Vladimir Poutine au Kremlin. Mais l'homme fort de la politique russe, qui dans son article hier a aussi vanté « *la voix* » de plus en plus importante de la Chine et souligné la nécessité de renforcer la coopération énergétique avec l'Union européenne (tout en supprimant les visas...), a su par le passé se montrer habile derrière ses élans anti-occidentaux. Malgré de nombreux dossiers à conflit, il avait même scellé un pacte d'amitié avec George W. Bush. Barack Obama devra relire les récentes archives de la Maison-Blanche.

moscou de notre correspondant Un à un, tombent les tabous qui entourent Vladimir Poutine. D'abord sifflé au stade par un soir de match de boxe, puis hué à distance dans le centre de Moscou lors d'inédites manifestations, le Premier ministre a beau être le favori de la présidentielle de ce ...

moscou

de notre correspondant

Un à un, tombent les tabous qui entourent Vladimir Poutine. D'abord sifflé au stade par un soir de match de boxe, puis hué à distance dans le centre de Moscou lors d'inédites manifestations, le Premier ministre a beau être le favori de la présidentielle de ce dimanche, il n'est plus l'homme fort, intouchable et inébranlable, de ses douze premières années au pouvoir. « Oukhadi ! » (« Va-t'en ! »), lui crient depuis trois mois les protestataires dans la rue et sur le web, mais aussi sur une large affiche déployée pendant quelques minutes... en face du Kremlin. Des scènes inimaginables il y a six mois.

Depuis, les caricatures se multiplient et la toile devient féroce. Une vidéo satirique l'a montré derrière les barreaux, jugé pour « détournement de biens d'État » et « préparation d'actes de terrorisme ». Le groupe Lioudi (« Les Gens ») lui a lancé un ultimatum en musique : « Nous ne sommes plus un troupeau, nous n'avons plus d'autre choix que sa démission. Poutine kaputt ! » D'autres chansonniers se moquent de « Notre asile de fous qui vote Poutine, et notre asile de fous se réjouit de cela ! »

Guitare en bandoulière, des ex-parachutistes sont plus durs encore : « T'es un simple fonctionnaire, tu n'es pas le tsar ou Dieu. Va-t'en, le tyran ! » Du jamais vu.

D'autant plus que, dans un pays où 51 millions d'habitants sont désormais connectés à internet (plus d'un tiers de la population), ces clips se propagent plus vite que les bonnes paroles de la propagande à la télévision.

Teatr.doc, petite salle indépendante dans un sous-sol à Moscou, vient de franchir un pas de plus dans la raillerie. Sa nouvelle pièce *BerlusPoutine*, inspirée du pamphlet de l'Italien Dario Fo sur l'ex-Premier ministre italien Silvio Berlusconi (« L'un des meilleurs hommes politiques d'Europe, malgré son attitude scandaleuse avec les femmes », dixit Vladimir Poutine), montre l'ex et futur chef du Kremlin à moitié fou. Il est en train de perdre le pouvoir et trouve réconfort auprès de son épouse.

Vie privée,

vie secrète

Mais, sur les murs du théâtre, défilent les images d'une autre femme qui le fait fantasmer : la jeune gymnaste Alina Kabaïeva, recyclée en politique après une carrière de championne au plus haut niveau. Elle aurait été l'une des maîtresses de Vladimir Poutine. Une rumeur d'infidélité parmi d'autres, alors que, depuis longtemps, son épouse Ludmila a disparu de la scène publique. Le spectacle *BerlusPoutine* la place d'ailleurs dans une cellule de couvent, reprenant la version selon laquelle elle s'est réfugiée dans un monastère.

Jusqu'il y a peu, ces sujets étaient tabous. Car la vie privée de Vladimir Poutine, qui méprise « ceux qui s'ingèrent dans la vie des autres avec leur nez morveux et leurs fantasmes érotiques », est un vrai secret d'Etat. Mais beaucoup, publiquement, se posent désormais la question : pourquoi Ludmila n'a-t-elle pas voté avec son époux aux législatives et n'a-t-elle pas assisté à ses côtés à la messe de Noël ?

Ce n'est pas le seul mystère. Aucune information n'est jamais publiée sur les deux filles du couple. Les dernières photos de Maria, 27 ans, et Ekaterina, 26 ans, datent de l'époque où elles étaient enfants. Poser une question indiscrete à l'un des proches du Premier ministre revient à couper court à la conversation. « On n'en parle pas » : telle est invariablement la réponse.

« Poutine déchire »

Paradoxalement, Vladimir Poutine aime pourtant se mettre en scène en homme viril. Pour séduire un électorat féminin qui, cette année comme en 2000 et 2004, s'apprête à voter pour lui en majorité. La campagne a d'ailleurs pris un tour érotique. Sont d'abord apparues, grandes et pulpeuses, les filles d'une « armée » très sexy, prêtes à déchirer leur corsage parce que, pour elles « Poutine déchire ». Un nouveau clip vidéo invite les jeunes électriciennes à ne pas jouer les pudibondes : « Voter pour la première fois, c'est comme perdre sa virginité, l'important est que le choix soit le bon : Vladimir Poutine. » Une image virile d'autant plus forte que, parallèlement, en douze ans, se sont multipliés les clichés le montrant au meilleur de sa forme, chassant et pêchant, suivant des baleines et caressant des ours, pilotant un hélicoptère et montant dans un avion bombardier...

« Nous avons été plusieurs à lui déconseiller de publier de telles photos. Mais il insiste. Ça fait partie de sa personnalité et il veut le montrer », a confié au Soir un ancien ministre resté proche. Le plan média a cependant viré au ridicule lorsque, l'an passé, un reportage l'a filmé sortant d'une plongée en mer Noire avec deux amphores, prétendument vieilles de quinze siècles et pourtant comme neuves... Une mauvaise mise en scène selon son porte-parole. Et un nouveau sujet de railleries sur le web.

« Pour lui, bien sûr, c'est difficile d'accepter toutes ces moqueries et critiques. Ce n'est pas dans sa culture... Il croyait que tout le monde l'aimait », raconte un autre habitué des arcanes du pouvoir qui, à plusieurs reprises, s'est entretenu avec le Premier ministre depuis les premières manifestations contre les fraudes aux législatives de décembre. « Poutine est ouvert à la critique, même s'il n'aime pas trop. On peut se quereller avec lui. Mais en privé. Pas en public. Avant de prendre des décisions, il sait écouter. Mais,

contrairement au président français ou au Premier ministre britannique, il n'a pas l'habitude d'être chahuté. Du coup, aujourd'hui, petit à petit, il doit changer », assure cette source qui dit même avoir entendu Vladimir Poutine faire un mea culpa : « Il admet désormais que les manifestants expriment une réelle colère. Il le reconnaît : sa première réaction fut une erreur. »

C'est une allusion aux mesquines remarques contre les protestataires qualifiés d'agents à la solde des Occidentaux, comparés aux singes du Livre de la Jungle et moqués pour leurs fanions blancs ressemblant à des préservatifs. « Ecoutez, je ne sais même pas qui était là-bas », avait dédaigneusement lancé Vladimir Poutine au sujet des leaders de l'opposition dont les photos étaient pourtant partout sur le web. Une remarque qui rappelait l'une des plus célèbres tirades de son riche best of de formules provocatrices : « Je suis un pur et absolu démocrate. Depuis la mort du mahatma Gandhi, je n'ai plus personne à qui parler », a-t-il déclaré en 2007.

La presse, forcément manipulée

Contrairement à Boris Eltsine, son prédécesseur qui voulait être vu en démocrate et rester ainsi dans l'histoire, Vladimir Poutine se méfie de la démocratie et de toutes ses formes d'expressions populaires. Le premier président russe n'avait pas peur de la critique publique. Il n'avait jamais oublié que la presse l'avait soutenu pendant le putsch de 1991 et qu'elle n'avait pas été payée pour ce soutien.

Au contraire, Vladimir Poutine, inconnu en 1999, arrivé au pouvoir grâce à un coup de propagande, ne croit pas fondamentalement en la liberté de la presse.

Espion de profession, donc formé à mentir et à tromper, il est persuadé que chaque journaliste est manipulé, réduit au rôle d'instrument de telle ou telle force (Etat, banque, entreprise, oligarque...). Une logique pareillement appliquée aux ONG qui, au-delà de leurs fonctions matérielles, ne lui paraissent pas remplir une fonction civique. Pour Vladimir Poutine, il est donc difficile de comprendre l'actuel éveil d'une société civile qui, avant de manifester contre son régime, s'est mobilisée sur divers thèmes fédérateurs : écologie, corruption, défense de prisonniers innocents, lutte contre les passe-droit...

Lors d'une récente rencontre avec des étudiants à Tomsk, une ville de Sibérie réputée pour son dynamisme et son ouverture d'esprit, Vladimir Poutine s'est pourtant cru obligé de rassurer : « Nous sommes un pays ouvert. Quoi qu'on écrive pour nous faire craindre une soi-disant dictature, elle n'existe pas et n'existera plus jamais chez nous. »

A plusieurs reprises, il a déjà expliqué que la Russie était sur le chemin de la démocratie mais qu'il lui fallait du temps pour trouver son propre système. Vladislav Sourkov, l'un de ses plus proches conseillers, a parlé de « démocratie dirigée » et « démocratie souveraine ». Eux-mêmes, ces proches, sont-ils démocrates ? « Je ne sais pas. Libres en tout cas... », a un jour plaisanté Vladislav Sourkov.

Mais la liberté est matière à confusion avec Vladimir Poutine. Pour en parler, il utilise rarement « svoboda », le mot russe le plus proche du sens politique français pour décrire les libertés d'expression ou de pensée, aujourd'hui au cœur des revendications des manifestants. Il cite plus volontiers la « volia », l'autre mot russe qui, loin des droits de l'Homme, décrit à la fois une liberté sans limite et une bouillonnante volonté mais, en contrepartie, sous-entend le besoin d'avoir un Etat assez puissant pour encadrer tout excès.

« Nous avons notre propre liberté ! », a d'ailleurs lancé la semaine dernière Vladimir Poutine en meeting. Se référant à la « volia », il a prévenu que « la bataille pour la Russie continue et la victoire sera pour nous ! » Un discours au ton étonnamment offensif. Car, assiégé par les critiques et les railleries, Vladimir Poutine, en parfait amateur d'arts martiaux, cherche désormais à utiliser la force de l'opposant. Pour lancer la contre-attaque.

BENJAMIN QUÉNELLE

Copyright © 2012 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Poutine : le tsar revient, la révolution aussi



Le Soir Namur Luxembourg - 03 mar. 2012
Page 1

Le premier ministre russe est assuré de remporter la présidentielle dès dimanche. Et si son retour au Kremlin était le début de la fin ?

Les Russes se rendent aux urnes ce dimanche pour le premier tour d'une élection présidentielle qui n'en comptera sans doute pas de second.

Crédité de 66 % des voix, le Premier ministre Vladimir Poutine devance largement son principal adversaire, le communiste Guennadi Ziouganov, pointé à 15 % des voix.

Élu pour six ans, Vladimir Poutine pourrait même rempiler en 2018 avec un cinquième mandat, l'installant au Kremlin jusqu'en 2024. Mais tout indique que l'homme fort de Moscou a entamé la courbe descendante de sa trajectoire politique.

L'annonce en septembre de l'échange de poste entre Dmitri Medvedev, actuel locataire du Kremlin, et Vladimir Poutine a déclenché la mobilisation de l'opposition. Depuis, les irrégularités constatées lors des élections législatives n'ont fait qu'amplifier le mouvement.

La victoire promise de dimanche ne devrait donc pas faire taire les manifestants, que du contraire. Face à l'absence d'alternative politique crédible et de réformes concrètes, l'opposition continuera à se faire entendre dans la rue. L'indispensable rigueur économique que le pouvoir devra imposer pourrait bien faire conjuguer protestation politique et révolte sociale.

Le principal défi de Vladimir Poutine est d'offrir à la Russie une véritable alternative démocratique. Pour pouvoir partir la tête haute.

Copyright © 2012 Rossel & Cie. Tous droits réservés

MOSCOU DE NOTRE CORRESPONDANT L 'alternative à Poutine, elle est là... ...

MOSCOU

DE NOTRE CORRESPONDANT

L 'alternative à Poutine, elle est là... » Figure-clé de la vague de protestation anti-Poutine, Evguenia Tchirikova s'enthousiasme. « La société civile s'est réveillée et descend dans la rue ! », se réjouit la jeune femme. Après avoir mené bataille contre le projet d'autoroute à travers une forêt de Moscou, Evguenia est devenue l'une des plus dynamiques activistes. Comme d'autres figures de la société civile montées au front depuis les premières manifestations après les fraudes aux législatives de décembre, Evguenia Tchirikova se prépare à redescendre dans la rue. Dès lundi, un rassemblement est prévu au centre de Moscou.

Si Vladimir Poutine reste le grand favori de la présidentielle de ce dimanche, l'ex et futur chef du Kremlin n'est plus l'homme fort et intouchable de ses douze premières années au pouvoir entamées en 2000, avec déjà deux mandats au Kremlin et quatre ans à la tête du gouvernement. Demain, il a pourtant peu à craindre des quatre autres candidats, qu'il est à peu près certain de battre dès le premier tour.

Au pouvoir, jusqu'en... 2024 ?

L'oligarque concurrent Mikhaïl Prokhorov a certes tenu, vendredi, un ultime meeting dans l'immense stade moscovite Olympekii, là même où Poutine avait été sifflé pour la première fois en public. Mais le milliardaire a peu de chance d'atteindre les 10 % des suffrages.

La deuxième place devrait, une fois de plus, revenir au communiste Guennadi Ziouganov qui table non seulement sur la nostalgie des retraités pour l'URSS, mais aussi sur un désir de plus grande justice sociale chez les jeunes électeurs. Il n'est toutefois pas perçu en alternative crédible.

Du coup, la Russie se prépare à un nouveau règne poutinien. Potentiellement, jusqu'en... 2024. Car le mandat de président est désormais de six ans et Poutine pourrait très bien se (re)présenter en 2018. « Je ne sais pas si je veux être assis au pouvoir pendant vingt et quelques années. Je n'ai pas décidé encore... », a confié le Premier ministre, lors d'un entretien avec la presse étrangère. Il n'a pas décidé mais l'idée ne le choque pas : « Ce serait normal, si tout se passe bien, si ça plaît aux gens... », a-t-il ajouté.

Ces derniers jours, la campagne s'est déroulée pour montrer que la Russie a encore envie de Poutine. Pour les législatives de décembre, le projet de son parti était vide de contenu. Depuis, la contestation a poussé Poutine à publier sept programmes et à tenir un grand meeting. Beaucoup de ses promesses, aveux indirects de la stagnation actuelle, sont certes irréalistes et le stade du grand rassemblement électoral était largement rempli de travailleurs venus contraints et forcés. Mais la forme a primé : Poutine a mené campagne. Et s'est présenté en alternative à lui-même.

Du coup, une partie de l'élite en place, politique comme d'affaires, se met à espérer que « Poutine IV » mènera les réformes depuis si longtemps nécessaires.

Un changement provoqué par les manifestations d'une nouvelle élite éclairée en colère. Mais aussi, rendu inévitable par les réalités d'une économie toujours en manque de modernisation et de diversification. Le « nouveau Poutine » serait une synthèse de ses diverses et complexes personnalités, à la fois formé par le KGB mais dévoué au libéralisme économique. Sous Poutine IV, toute réforme sera néanmoins minée par un péché originel : la Douma, qui votera ses mesures, a été élue grâce à des fraudes. Pour rétablir la légitimité du régime, Vladimir Poutine pourrait dans quelques mois dissoudre l'assemblée.

Medvedev s'est discrédité

Aux yeux de ces hommes politiques et d'affaires, l'heure n'est plus aux discours mais enfin à leur mise en œuvre. La question ne serait plus de savoir si des changements vont avoir lieu, mais comment et par quelles équipes. Et, surtout, par quel Premier ministre. Alexeï Koudrine, ex-ministre des Finances loué pour sa rigueur, ami de Poutine descendu manifester, a les faveurs de beaucoup. Bien plus que Dmitri Medvedev, l'actuel président à qui le poste a été promis. Son arrivée au Kremlin en 2008 avait suscité pareils espoirs de réforme. Son renoncement à un deuxième mandat l'a discrédité.

Ce vendredi encore, Vladimir Poutine a confirmé qu'il choisirait Dmitri Medvedev pour diriger son gouvernement. L'annonce en septembre de l'échange de postes entre les deux hommes est pourtant interprétée comme l'un des déclencheurs de la mobilisation de l'opposition. « En quoi est-ce inhabituel ? Nous disons clairement et honnêtement au pays ce que nous proposons », s'est défendu Vladimir Poutine. Une affirmation de plus en plus contestée.

BENJAMIN QUÉNELLE

Copyright © 2012 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Jurek Kuczkiewicz Rédacteur en chef adjoint *La Russie de 2012 ne ressemble plus beaucoup à celle de fin 1999, lorsque Vladimir Poutine reprit les rênes du pouvoir à Boris Eltsine. Conjugués, le boom presque ininterrompu des prix du gaz et du pétrole et le retour d'un pouvoir autoritaire ont produit ...*

Jurek Kuczkiewicz

Rédacteur en chef adjoint

La Russie de 2012 ne ressemble plus beaucoup à celle de fin 1999, lorsque Vladimir Poutine reprit les rênes du pouvoir à Boris Eltsine. Conjugués, le boom presque ininterrompu des prix du gaz et du pétrole et le retour d'un pouvoir autoritaire ont produit ordre et croissance économique. Les premiers bénéficiaires en furent de nouveaux oligarques mais surtout une nouvelle classe moyenne.

Les méthodes de gouvernement, si elles se sont professionnalisées, n'ont guère changé sur le fond. Poutine était monté au pouvoir avec la volonté de faire réapproprier par l'Etat les richesses naturelles qui lui avaient été soustraites par une première caste d'oligarques. Mais le pouvoir poutinien eut vite fait de renouer avec cette pratique, à ceci près qu'elle fut instituée en système : à la corruption sauvage à grande échelle, a succédé une corruption minutieusement organisée pour verrouiller durablement le pouvoir.

Quand un pouvoir n'évolue pas au même rythme ou dans la même direction que le peuple qu'il veut gouverner, les choses finissent rarement bien. Ce verrouillage du système politique a déçu tout autant les petites gens qui avaient cru aux promesses de l'homme fort, qu'elles ont fini par irriter la nouvelle classe moyenne, une jeune génération active, ambitieuse et ouverte sur le monde.

L'annonce du roque inversé entre le Premier ministre Poutine et le président Medvedev, puis les élections législatives truquées de décembre ont ouvert les vannes d'une lame de colère inédite. Ce mouvement est loin de pouvoir empêcher dimanche la réélection à la présidence de Vladimir Poutine, qui a méthodiquement organisé l'impossibilité d'une alternative politique. Mais le compte à rebours de sa sortie de scène a démarré : son défi, s'il veut entrer positivement dans l'Histoire, sera d'organiser maintenant une transition vers une véritable démocratie. Le peut-il, et surtout le voudra-t-il ? Rien ne le laisse penser. Mais le « tsar » de retour au Kremlin fera bien de méditer cette phrase de Mikhaïl Boulgakov : « Rien au monde ne peut obliger une foule à se taire, tant qu'elle n'a pas exhalé tout ce qui s'est accumulé en elle et qu'elle ne se tait pas d'elle-même. » Le peuple russe, qui n'aura pas encore de vrai choix ce dimanche, n'a fait que commencer à parler.

entretien Nikolai Petrov est l'un des kremlinologues les plus réputés. Il préside le département des programmes sur la société et la vie politique régionale au centre Carnegie à Moscou. Auteur d'analyses universitaires et d'articles dans la presse, il a cosigné récemment ...

entretien

Nikolai Petrov est l'un des kremlinologues les plus réputés. Il préside le département des programmes sur la société et la vie politique régionale au centre Carnegie à Moscou. Auteur d'analyses universitaires et d'articles dans la presse, il a cosigné récemment Russie en 2020 : scénarios pour le futur.

L'opposition appelle à voter pour tout autre candidat que Poutine. Parviendra-t-elle à le contraindre à un second tour ?

Non. Poutine gagnera dès le premier tour. Il en a besoin pour montrer sa domination. L'opposition contestera à nouveau les fraudes. Mais Poutine préfère y faire face une fois élu plutôt que de voir se développer la contestation lors d'un périlleux entre-deux-tours, qui l'affaiblirait. Ces derniers jours, le pouvoir explique que Poutine a besoin d'élections propres pour asseoir sa légitimité. Dans les faits, les vieux réflexes sont à l'œuvre. Surtout dans les régions. Le message envoyé aux cadres locaux est clair : Poutine doit avoir un bon score, ceux qui failliront perdront leur emploi. Du coup, les autorités ont activé les habituels mécanismes de pression sur les électeurs, utilisant les ressources administratives.

Poutine reste-t-il populaire ?

La tendance de fond est à la baisse. On a d'ailleurs bien vu Poutine démoralisé et déstabilisé juste après les premières manifestations de décembre. Mais, ces dernières semaines, sa popularité a remonté dans les sondages. En partie parce qu'il a mené une campagne très active, profitant de ses fonctions d'omniprésent chef du gouvernement. Au premier tour, il obtiendra sans doute un score autour de 60 %. Mais la carte géographique de ses résultats ressemblera à celle de la fin de l'époque soviétique. Le régime était impopulaire dans les villes. Mais les campagnes et les républiques ethniques votaient pour. Aujourd'hui comme hier, le soutien vient des zones où le contrôle administratif est le plus fort : les populations votent moins pour soutenir le chef d'Etat que pour faire acte de loyauté envers leur leader local.

Pourquoi, face à Poutine, les quatre autres candidats n'ont-ils pas décollé pendant la campagne ?

Comme d'habitude, les autorités n'ont pas laissé de vrais concurrents, potentiellement populaires, être candidats. Face à lui, Poutine a choisi ceux qui satisfont à sa stratégie. Comme un champion qui choisirait non seulement son opposant mais aussi l'arbitre, et dicterait les règles du jeu. Face au communiste stalinien Guennadi Ziouganov, au bouffon nationaliste Vladimir Jirinovski, au fade social-démocrate Sergueï Mironov et à l'oligarque allié Mikhaïl Prokhorov, Vladimir Poutine apparaît du coup en seule alternative crédible.

L'opposition qui manifeste depuis décembre a-t-elle réussi à montrer une solution alternative au pouvoir de Poutine ?

Les leaders de cette opposition ont essayé de transformer la présidentielle en référendum : pour ou contre Poutine. Ils ont expliqué qu'au-delà de sa personnalité, c'est un vote pour ou contre un prolongement de son pouvoir. Par ailleurs, il faut bien comprendre l'ambivalente dynamique sous cette vague de protestation : il y a l'opposition politique venue des partis non autorisés et la contestation sociale venue d'en bas. Qui ne coïncident pas forcément. Si les manifestants sont nombreux, ils ne soutiennent pas tous un des leaders politiques qui, eux, tentent de profiter du mouvement et capitaliser des soutiens.

Quel scénario attendez-vous après le vote de dimanche ?

Il y aura à nouveau des manifestations. Dès dimanche soir, dans les villes, notamment à Moscou, les autorités seront face à un dilemme : reconnaître le faible score de Poutine, ce qui sera une humiliation ; ou présenter un bon score falsifié, ce qui risque d'intensifier la contestation. Paradoxalement, le pouvoir pourrait décider de ralentir le mouvement de réformes politiques lancé in extremis par Dmitri Medvedev. Les mesures de démocratisation du système parlementaire, votées cette semaine en première lecture, pourraient être bloquées. Cela serait une erreur qui, elle aussi, risquerait de relancer les manifestations. Autre menace : économiquement, le gouvernement doit prendre des mesures sociales qui seront impopulaires. Par exemple, la hausse des charges municipales (gaz, électricité, eau...), prévue initialement le 1er janvier, entrera en vigueur le 1er juillet. Des réformes budgétaires et la réforme des retraites vont suivre, avec de sérieux effets sur la population. A la protestation politique, s'ajoutera vite une colère sociale, notamment dans les régions.

Poutine résistera-t-il à cette pression ?

Il pourrait durer moins de deux ans au Kremlin. Car, parallèlement, une partie grandissante de l'élite comprend que Poutine, s'il se comporte en tsar, n'est plus qu'un chef d'Etat affaibli qui doit partir. Les différents clans vont commencer à imaginer un système où, protégeant chacun leurs intérêts, ils vont récupérer une partie des pouvoirs jusqu'ici dans les mains de Poutine. Celui-ci ne quittera pas totalement la scène mais il sera réduit à un rôle de figurant.

Documents sauvegardés

Lundi 23 mars 2020 à 17 h 17

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

	3 mars 2012	
Le Soir	[Il est peu de pays qui suscitent...] Il est peu de pays qui suscitent en même temps l'effroi, la fascination et une sorte d'attirance sensuelle. La Russie, qui va se choisir un nouveau président ce dimanche, c ...	3

LE SOIR

Nom de la source

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Samedi 3 mars 2012

Le Soir • 1E • p. 28 • 1000 mots

[Il est peu de pays qui suscitent...]

Il est peu de pays qui suscitent en même temps l'effroi, la fascination et une sorte d'attraction sensuelle. La Russie, qui va se choisir un nouveau président ce dimanche, c'est tout cela à la fois : un pays qui, à trop convoquer les anges, tanguer avec ses démons. Ceux de 2012 ont, dans l'opinion publique occidentale, le visage peu séduisant de la mafia, d'oligarques douteux (Abramovitch, Berezovsky...), de filles faciles, de barons du foot. Et d'une élite politique qui serait, une nouvelle fois, aux mains d'un tsar redouté.

Poutine aujourd'hui, Staline hier, Ivan le terrible et Pierre le Grand avant-hier. Pour éviter le chaos et l'anarchie, la Russie a souvent choisi, dans son histoire, des remèdes de cheval : rien de tel qu'une main de fer, et que l'autorité de possibles despotes, pour tenir un pays gigantesque comme un continent. Avec la Russie, c'est comme s'il n'y avait pas de place pour la voie médiane. Et comme si, dès lors, la passion et la violence étaient inscrites dans les gènes d'un peuple éparpillé, en quête d'une impossible unité.

La minuscule Belgique n'en finit pas de se chercher une identité, répète-t-on incessamment dans les émissions dominicales de débats politiques. Que dire alors de la Russie, trente fois plus grande que la France, qui, de Saint-Pétersbourg à la mer du Japon, en passant par l'Oural et les steppes, a la folle ambition de rassembler 140 millions d'habitants derrière une langue et un

étendard ? La mission est impossible. Et mère d'insoutenables tensions. Comment en serait-il autrement ? La Russie, c'est donc, depuis l'origine, la folie des grandeurs. Avec un peuple souvent agité, fantasque, généreux, drôle, anxieux, électrique, semblable à un animal sauvage. Et des dirigeants qui prennent trop souvent la pose de dompteurs de fauves.

A ceux qui firent l'éloge de la démocratie à l'occidentale, lorsque la perestroïka fit tomber les rouges, le peuple lança au bout de quelques années : « C'était mieux sous Staline. Au moins on avait à manger. » « Et au moins y avait-il une structure », auraient pu rajouter ces habitants égarés, dont la famille venait d'exploser.

Ce sont à peu de chose près les mêmes qui, dimanche soir, auront vraisemblablement élu Vladimir Poutine, pour un nouveau règne qui pourrait durer douze ans de plus.

La nostalgie

de l'empire

Les Russes sont profondément complexes. D'un côté, ils sont très méfiants vis-à-vis des super-pouvoirs, incarnés aujourd'hui par Poutine, hier par Staline et ses héritiers soviétiques. De l'autre, ils vivent dans une forme de nostalgie de l'empire. Un temps où Moscou regardait de haut le reste du monde. Imposait avec autorité ses différences sur Cuba, le Vietnam ou l'Afghanistan, voire la Syrie. Un âge d'or, fût-il parfois de

© 2012 © Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles, 2012

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 mars 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20120303-SR-3122282

glace et de goulag, où la capitale du bloc de l'Est faisait la pluie et le beau temps, jusqu'à en rendre fous les Américains et l'Occident.

Les Russes ne sont pas à une contradiction près - c'est ce que l'on aime « aussi » dans leur tempérament viscéral, tantôt festif, tantôt nostalgique. Et s'ils tiennent, parfois avec arrogance, à leur identité puissante, cette puissance tout à la fois les aveugle. Les chefs élus par le peuple finissent souvent mal : empoisonnés (Ivan le Terrible), assassinés (le tsar Alexandre II) ou violemment déboulonnés (Staline, Lénine).

En ira-t-il un jour de même pour Poutine, vilipendé par les uns, mais sujet d'une édifiante propagande médiatique, qui rappelle par moments les heures de l'ère soviétique ? Mystère. Mais l'aura du prince est, avec Poutine, intacte. Le 19 février 2012, Piotr Tosltoï, célèbre présentateur de la première chaîne publique de télévision, se fend en direct de commentaires personnels sur l'enjeu des élections présidentielles, en invitant « à poursuivre un développement souverain et stable de grande puissance, qui va dans le sens de son histoire séculaire, en décidant elle-même de son destin ».

La Russie est un géant aux pieds d'argile. Sous la façade de vigueur, que de fragilités. Derrière la fière histoire du pays, combien de crises, de soulèvements, de coups d'Etat et de révolutions.

Dostoïevski,

le mal

et le salut

Ce n'est pas une surprise : personne n'a mieux parlé de l'âme russe, de ses tour-

billons, de ses combats, de ses passions, que les artistes. Plus d'un siècle après sa disparition, Dostoïevski demeure l'inséplicable phare de l'âme russe. Quelque chose d'éternel est là, entre les lignes, qui résiste au temps qui passe. Dostoïevski est un existentialiste avant l'heure. C'est aussi le grand confesseur des tourments cornéliens, dans lesquels peuvent se retrouver tous les Russes. « Il est la seule personne qui m'ait appris quelque chose en psychologie », disait de lui Nietzsche. *L'Idiot*, *Les Frères Karamazov*, *Crime et châtiment*, *Les Possédés* touchent comme nul autre auparavant, et nul autre depuis, à l'identité russe. Tout y est champ de bataille, débat contradictoire, bras de fer entre ténèbres et lumières. Il y a chez le héros dostoïevskien un dualisme profond, terrible, torturé, qui vaut pour la Russie du dix-neuvième siècle comme il vaut pour celle du vingt et unième ou du seizième.

Que nous disent les romans du géant russe ? Que les êtres sont constamment ballottés entre la tentation du mal (Raskolnikov, Ivan Karamazov, ou Nicolaï Stavroguine, qui confesse après ses crimes : « J'ai partout essayé ma force »). Et la nécessité du salut de l'âme et d'un parcours parfois christique, à l'image du prince Mychkine (*L'Idiot*), de l'humble Sonia (*Crime et châtiment*) ou d'Aliocha Karamazov.

Des hommes,

des dieux,

des mafieux

Le cinéma, au vingtième siècle et jusqu'à aujourd'hui, n'est pas en reste. Et lui, que nous montre-t-il de l'âme russe ? Un pays où se confrontent sans cesse les dieux et les hommes. Dès *Ivan le Terrible*, Sergueï Eisenstein met en scène le

rapport de force entre la politique et la religion orthodoxe. La Russie y vit sous le règne de deux maîtres : le Tsar, sorte d'Übermensch investi de tous les pouvoirs, et de droits pratiquement divins. Et Dieu, le Très-Haut, Seigneur ultime du peuple. Lorsque le Tsar s'allie à Dieu, rien ne peut lui arriver. Lorsqu'il fait sécession, la débâcle est terrible, et l'on entend alors les anges lancer l'avertissement fatal : « Ce jour, vous allez assister à un miracle. Le Seigneur d'ici-bas sera humilié par le Seigneur des cieux. » Vladimir Poutine peut respirer : le 17 février, le patriarche de l'Église orthodoxe Kirill a apporté son soutien inconditionnel à l'homme fort du Kremlin.

Les Tsars et grands despotes russes sont au fond, nous suggèrent les artistes, frères des surhommes de la Grèce antique. Dès qu'ils contestent l'autorité divine, les voilà punis par le ciel. Ou par le peuple. Voilà Poutine averti.

Derrière Eisenstein, le cinéma russe n'en finit plus de raconter la double histoire des hommes de foi (d'Andreï Roublev, de Tarkovski, à *L'île*, de Pavel Lounguine) et des hommes de pouvoir (d'*Un Nouveau Russe*, de Lounguine, inspiré par le destin mafieux de Berezovsky, à *Soleil trompeur*, de Mikhalkov et *Faust*, de Sokourov). Les premiers s'en remettent aveuglément à Dieu. Les seconds rêvent de décrocher leur étoile, économique ou existentielle. Quitte à faire un pacte avec le diable. Et à céder, comme le montrent les récents films de cinéastes étrangers (David Cronenberg et James Gray), aux sirènes de la mafia.

Les Russes en sont là, travaillés de l'intérieur par cette constante influence. Qui tantôt les rassure. Tantôt les fait frémir, au centre d'un pays qui ressemble à une plaine large. Tellement large qu'elle

semble par moments sans horizons.

L'âme russe, c'est cela : une immensité incontrôlable. Un fleuve géant, un océan capricieux, une planète lunatique. C'est le vertige des sens. Le sens du lyrisme. La tentation des ivresses. La connaissance intime des vents les plus contraires : l'érudition extrême, l'animalité pure. Une joie d'affamé, euphorique, parfois dingue. Et une mélancolie qui souvent touche, sans se forcer, au désespoir le plus intense. L'on entend alors, quand viennent la nuit et l'heure de la vodka, qui elle envoie au ciel, la complainte de l'homme ivre d'amour, inconsolable et pourtant gai, lançant vers une belle aux yeux sombres : « *Yeux noirs, Yeux pleins de passion ! Yeux ravageurs et sublimes. Comme je vous aime, comme j'ai peur de vous. Vous êtes plus sombre que les ténèbres...* »

Emmanuel Carrère : « Cette génération qui s'est mise à manifester va se retrouver aux commandes de la Russie dans les dix ans »



Le Soir Namur Luxembourg - 03 mar. 2012
Page 30

Vendredi matin, l'écrivain français Emmanuel Carrère était l'invité du « Forum Le Soir » à la Foire du livre de Bruxelles. À notre demande, il a commenté l'actualité du jour, devant un public venu nombreux l'écouter.

Assez naturellement, c'est sur la Russie qu'il s'est montré le plus prolix. Moins parce qu'il est le fils de l'historienne et académicienne Hélène Carrère d'Encausse, une des meilleures spécialistes de la Russie – et de l'URSS naguère –, que parce qu'Emmanuel Carrère connaît personnellement ce pays, dont il a fait le substrat de son dernier ouvrage, Limonov (P.O.L.) – qui a trusté les prix littéraires l'automne dernier.

Alors que son grand come-back au Kremlin semblait aller de soi, l'homme fort de la Russie, l'actuel Premier ministre Vladimir Poutine, a dû faire face à une vague de contestation sans précédent contre son régime, vieux de douze ans. Un phénomène qui reste compliqué à analyser.

« Difficile de se forger une opinion, de tirer des conclusions, car cette contestation est tout sauf homogène, confirme Emmanuel Carrère, qui revient de Moscou. Ce qui me semble clair, c'est que l'élément déclencheur fut l'annonce, par Poutine et Medvedev, de leur échange de fauteuil (Premier ministre/président, NDLR), en ne tenant aucun compte de l'avis du peuple, en lui disant même, en quelque sorte : " Ça ne vous regarde pas, on a arrangé les affaires entre nous : il n'y a rien à voir ! " Cela a été perçu, y compris par les gens les moins politisés, y compris dans la Russie profonde, comme extraordinairement insultant. Là-dessus ont eu lieu les élections législatives, qui en soi n'ont pas une très grande importance, mais qui ont été très surveillées spontanément, par tout le monde, et pas seulement par les observateurs professionnels. Et elles ont montré des fraudes manifestes. Tout le monde a filmé des petits trucs témoignant de malversations, avec des caméras personnelles, avec des téléphones portables... Tout cela a été mis sur le Net – internet est certainement la force de liberté en Russie – et à partir de là, la contestation a véritablement pris corps. »

En décembre, ce mécontentement a franchi un nouveau pallier. Le week-end de Noël, une manifestation monstre s'est tenue à Moscou. Les télévisions d'État, pourtant strictement contrôlées par le pouvoir, ont non seulement montré des images du rassemblement ainsi que des leaders de l'opposition, mais les présentateurs ont également, pour la première fois, admis que la contestation visait directement Vladimir Poutine.

À cette occasion, certains ont osé la comparaison avec le mouvement du Printemps arabe... Mais depuis, force est de reconnaître que le soufflé est retombé.

« À la suite de ce mouvement populaire, enchaîne Emmanuel Carrère, sont arrivés des groupes disons d'"intellectuels", qui se sont présentés comme représentant la société civile. Puis se sont greffés des politiques plus ou moins opportunistes. On a eu l'impression que c'était un peu récupéré par les VIP. Là-dessus, tout le monde est parti en vacances : le fameux blogueur Alexei Navalny, qui est un peu le Cohn-Bendit local, au Mexique ; d'autres à la plage... Ce qui a donné l'impression que ces révolutionnaires n'étaient pas sérieux. Il y a, à Moscou, une brasserie qui s'appelle Chez Jean-Jacques, qui est un peu l'équivalent de la Closerie des Lilas à Paris. On entend beaucoup à Moscou : "Ce sont des révolutionnaires de Chez Jean-Jacques." Les gens veulent une réforme électorale, les gens veulent que les politiques soient plus respectueux des libertés, qu'ils soient moins cyniques... mais, à part le " camarade Limonov ", personne n'a envie de faire la révolution en Russie. Cela a déjà eu lieu et personne ne veut recommencer. »

Au fait, que veut, et surtout que peut, ce fameux Édouard Veniaminovitch Limonov, le dernier révolutionnaire russe, à qui Carrère a consacré un ouvrage ?

« Il veut déplacer la capitale russe en Sibérie, rouvrir le Goulag, des choses comme ça, répond son biographe... C'est un agitateur de grand talent, un activiste. Il a aussi formé des gens, comme les trotskistes, à un moment, ont formé une génération en France ou en Belgique. Jusqu'à l'automne dernier, Limonov et son petit parti organisaient des manifestations – ce qui ne se pratiquait pas en Russie ! – qui rassemblaient deux ou trois cents personnes à Moscou. Plus, généralement, cinq à six cents policiers qui embarquaient tout ce petit monde et les tabassaient en prison. Cela demandait un courage indéniable ! Depuis, la manifestation est devenue un sport extrêmement prisé, ce qui fait que Limonov l'a un peu mauvaise... Il a le sentiment d'avoir tiré les marrons du feu pour des types qui se pavanent là où lui courrait un réel danger. »

Pour Jean-Claude Carrère, il ne fait guère de doute que Vladimir Poutine sera réélu – même s'il doit pour cela en passer par un deuxième tour. « Mais, enchaîne-t-il, cette génération qui a aujourd'hui entre 20 et 40 ans, qui s'est mise à manifester à Moscou et dans d'autres villes, la classe moyenne montante et plutôt privilégiée : ces gens-là vont se retrouver aux commandes de ce pays dans les dix ou vingt ans qui viennent. C'est un peu ce qu'a été Mai 68 chez nous. Ce n'était pas une révolution, c'était "des événements", comme on l'a dit. Après Mai 68 il y a eu Pompidou – personne n'aurait voulu de Cohn-Bendit au pouvoir, même pas lui ! Mais sous Pompidou, la société a totalement changé et finalement les gens qui ont fait Mai 68 sont arrivés aux commandes du pays. Je pense que c'est ça qui va se passer en Russie. »

WILLIAM BOURTON

Copyright © 2012 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Documents sauvegardés

Vendredi 10 janvier 2020 à 12 h 47

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Soir

6 mars 2012

Poutine, c'est « business as usual »

... pour qualifier l'accueil qu'ont réservé hier les « Européens » à la victoire de Vladimir **Poutine**. Paris se contente de prendre acte de la présence d'« un interlocuteur (...) pour les années à ...

3

LE SOIR

Nom de la source

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Mardi 6 mars 2012

Le Soir • 1E • p. 9 • 468 mots

Russie Réactions prudentes dans les capitales européennes après la présidentielle

Poutine, c'est « business as usual »

analyse

a Business as usual. La formule sied à merveille pour qualifier l'accueil qu'ont réservé hier les « Européens » à la victoire de Vladimir Poutine. Paris se contente de prendre acte de la présence d'« un interlocuteur (...) pour les années à venir ». Berlin se réjouit au contraire en transmettant au maître du Kremlin ses vœux de succès. Londres parle d'« un résultat décisif » en dépit de « problèmes » identifiés par l'OSCE, etc.

Bigre, que de platitudes ! Il y a pourtant de quoi alimenter des torrents d'indignation : l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a en effet posé un jugement très sévère lundi, au lendemain du scrutin qui a ramené Vladimir Vladimirovitch Poutine à la présidence russe. Dans un rapport préliminaire, l'organisation fait état « d'importantes irrégularités » dans le processus électoral, de « bourrages d'urnes » ou encore de conditions de campagne électorale « clairement biaisées » en faveur du candidat Poutine...

Autant de coups de klaxon qui devraient réveiller les Européens, leur rappeler que le géant qui s'ébroue à leurs frontières est dirigé par un homme prêt à tricher pour s'imposer. La realpolitik en a décidé autrement.

Les capitales européennes ratent là une

opportunité d'exprimer à Poutine, sinon leur mécontentement, du moins les inquiétudes que soulèvent les conditions de sa réélection. « Personne ne doute que Poutine aurait gagné, fraudes ou non », analyse cet expert. « Mais rien ne dit qu'il n'aurait pas dû attendre le second tour ». Le positionnement des Occidentaux vis-à-vis de Moscou aurait alors pu être influencé par la confirmation qu'il existe désormais une véritable opposition en Russie, une opposition devenue aussi évidente que l'affaiblissement de Vladimir Poutine.

Mais les Européens n'ont de toute évidence pas envie de se prendre la tête. Ils comprennent mal la Russie qui le leur rend bien. Faute d'y avoir épaulé suffisamment le développement des forces démocratiques dans les années 90, ils n'ont d'autre choix que de composer avec le « tsar » qui a rendu à la Russie une partie de sa splendeur impériale. Et ces fraudes ? Un diplomate rappelle que cette pratique a cours depuis la chute de l'URSS et qu'en 1996, Boris Eltsine ne dut lui-même sa réélection face au candidat communiste Guennadi Ziouganov qu'à des fraudes massives.

« Remédier aux lacunes »

Hier, la Commission européenne a fait le service minimum en « encourageant la Russie à remédier aux lacunes » et en partageant les préoccupations des ob-

© 2012 © Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles, 2012
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 10 janvier 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news:20120306-SR-3126064

servateurs internationaux. Elle attend un rapport plus complet sur les résultats du scrutin. Et puis ? Et puis rien, puisqu'à défaut d'une politique européenne commune à l'égard de la Russie, chaque Etat membre continuera à gérer son agenda avec Moscou, les Russes privilégiant de toute façon les relations bilatérales. Hier, l'embarras des capitales occidentales cachait mal les intérêts que chacune d'elles doit continuer à défendre, qu'il s'agisse de commerce extérieur, d'approvisionnement énergétique ou de géopolitique (Iran, Syrie, relations transatlantiques, etc.)

Les droits de l'homme attendront donc.

« Nous prions instamment le prochain président de ne pas décevoir les électeurs et d'élever la Russie au rang de nouveau chef de file mondial en matière de droits humains, afin que le pays puisse se montrer à la hauteur des attentes politiques et économiques de son peuple », avait déclaré fin février Sergueï Nikitine, le responsable d'Amnesty International en Russie. Mais sans pressions extérieures, ni les droits humains, ni l'indépendance de la presse, ni l'opposition démocratique ne pourront s'affirmer face au clan **Poutine**.

Vladimir **Poutine** n'aime pas les ingérences étrangères. Ses partenaires européens ont saisi le message. Contrairement aux Etats-Unis qui se sont dits hier *« prêts à travailler »* avec Vladimir **Poutine** une fois que les résultats de l'élection auront été validés par une enquête *« indépendante »*. Washington joue, il est vrai, dans une autre catégorie.

L'opposition « Ils n'arrêteront pas notre mouvement »



Le Soir* - 29 jan. 2018
Page 8

* Le Soir Bruxelles-Brabant, Le Soir Wallonie

R EPORTAGE MOSCOU DE NOTRE CORRESPONDANT L a Russie sans Poutine ! » Au pied de la statue de Pouchkine, au centre de la principale artère de Moscou, le slogan a de nouveau retenti. Autour, malgré les moins 7 degrés Celsius affichés au thermomètre et les légers souffles de neige, ...

R EPORTAGE

MOSCOU

DE NOTRE CORRESPONDANT

L a Russie sans Poutine ! » Au pied de la statue de Pouchkine, au centre de la principale artère de Moscou, le slogan a de nouveau retenti. Autour, malgré les moins 7 degrés Celsius affichés au thermomètre et les légers souffles de neige, entre 2.000 et 4.000 personnes se sont rassemblées dimanche après-midi. Avec un slogan : boycotter la présidentielle du 18 mars gagnée d'avance par Vladimir Poutine après déjà dix-huit ans au pouvoir. Un scrutin duquel a été exclu Alexeï Navalny, le leader de l'opposition, déclaré inéligible en raison d'une condamnation pénale.

Tout un symbole : l'avocat de 41 ans, à la tête d'un mouvement politique mais aussi d'une campagne anti-corruption, a été arrêté avant même d'avoir pu rejoindre la petite foule place Pouchkine. La manifestation avait en effet été interdite par les autorités.

« Vous n'êtes pas venus ici pour moi, mais pour vous et pour votre avenir ! », a crié à la foule Alexeï Navalny au moment de son interpellation. Il a finalement été libéré dimanche dans la soirée. L'an passé, il avait été pareillement détenu à trois reprises lors de rassemblements non autorisés réunissant parfois des dizaines de milliers de participants à Moscou mais aussi dans les régions. Ce dimanche, l'opposition avait appelé à manifester dans quelque cent villes à travers le pays.

« Cette organisation est nouvelle dans l'histoire de la Russie moderne ! Bien sûr, notre foule est petite à l'échelle du pays. Bien sûr, nous sommes une minorité. Mais, dans la jeunesse, une nouvelle société civile se développe bel et bien. Et elle refuse le régime de Poutine, cette présidentielle qui, malgré la pléthore de vrais faux candidats, est une parodie de démocratie », fustige, le ton calme mais déterminé, Radim, 21 ans, l'un des nombreux étudiants qui étaient présents de dimanche autour de la statue de Pouchkine.

A côté de lui, son camarade est plus pessimiste. « Les gens ont peur. Beaucoup de simples opposants baissent les bras. Nous manifestons, mais le régime de Poutine est plus fort... », regrette Mourat, 20 ans, en pointant un doigt vers le dispositif policier autour : plusieurs centaines d'hommes des unités anti-émeutes, avec casques et boucliers.

Impressionnante, la présence policière a cependant été plus légère que par le passé. Et les arrestations ont été moins nombreuses (tout de même 200 au total dans le pays selon un bilan temporaire). « Ils voient bien que le monde entier parle de cette répression. Ils arrêtent Navalny mais ils ne peuvent pas arrêter notre mouvement », confie Pavel, 20 ans, un autre étudiant parmi d'autres.

La foule de ce dimanche était toutefois plus bigarrée que lors des manifestations de l'an passé, dominées par des jeunes, étudiants mais aussi, fait nouveau, des groupes d'adolescents. Le rassemblement de la place Pouchkine ressemblait en fait dans sa composition sociale davantage à celui des grandes manifestations de 2011-2012, mobilisant avant tout des adultes de la classe moyenne.

« Je boycotterai la présidentielle car je veux de vraies élections libres. Poutine doit répondre à une seule question : où est passé l'argent que lui et ses amis ont volé ? », lance, très remonté, Alexeï, un homme d'affaires de 49 ans.

« Quelques-uns se sont enrichis en dix-huit ans de Poutine. Mais nous voyons qu'il y a moins d'argent public dans nos systèmes de santé et d'éducation », s'inquiète Olga, 45 ans, femme au foyer. « Jamais je n'ai voté Poutine. Espion du KGB, il le restera toujours. Sa priorité : tromper et mentir, s'emporte Galina, 69 ans. L'Europe doit nous écouter nous : il faut davantage de sanctions contre son régime », demande-t-elle.

Des voix nombreuses, ce dimanche, autour de la statue de Pouchkine, mais très minoritaires en Russie.

BENJAMIN QUÉNELLE

BENJAMIN QUÉNELLE

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Moscou De notre correspondant C'était, il y a quatre ans, un jour glorieux pour la Russie. La veille de la clôture des JO d'hiver de Sotchi-2014, ces Jeux à domicile salués pour la qualité de l'organisation malgré les polémiques initiales, les sportifs russes offraient un magnifique final. Avec un triplé ...

Moscou

De notre correspondant

C'était, il y a quatre ans, un jour glorieux pour la Russie. La veille de la clôture des JO d'hiver de Sotchi-2014, ces Jeux à domicile salués pour la qualité de l'organisation malgré les polémiques initiales, les sportifs russes offraient un magnifique final. Avec un triplé sur l'épreuve reine du ski de fond (50 km) remporté par Alexandre Legkov devenu héros national, mais aussi une seconde médaille d'or pour le bobeur Alexandre Zoubkov, porte-drapeau de la cérémonie d'ouverture et ami de Vladimir Poutine. Le président était dans les tribunes ce jour-là, félicitant chaudement les sportifs et saluant le bilan historique de l'équipe olympique russe. En février 2014, tout le pays célébrait treize médailles d'or, onze d'argent et neuf de bronze. Un bilan à la hauteur des rêves du Kremlin pour qui ces Jeux avaient une portée bien au-delà du sport. C'était, pour la Russie, une chance de donner au monde une autre image. Et, pour son président, un moyen de faire sa publicité en renforçant indirectement le « soft power » international de Moscou.

Quatre ans après, sur fond de soupçons de dopage institutionnalisé en Russie, l'historique moisson s'est réduite comme peau de chagrin après les décisions du CIO. Quatre des titres ont été retirés, dont l'or d'Alexandre Legkov et d'Alexandre Zoubkov. Suspendus à vie de tout futur JO, 42 sportifs ont disparu des classements. Et la Russie a dégringolé du rang de meilleure nation de l'olympisme hivernal au ban des Anneaux, classée derrière ses traditionnels rivaux, Norvège, Canada et Etats-Unis. Un déclassement encore incertain cependant : le Tribunal arbitral du sport (TAS) a, la semaine dernière, désavoué le CIO en annulant la sanction de 28 des 42 sportifs suspendus ; mais, depuis, le CIO a maintenu ses choix.

Lié au calendrier électoral

Dans tous les cas, la Russie de Vladimir Poutine le vit comme une attaque. Le chef du Kremlin a certes admis que la Russie avait sa part de responsabilité et reconnu « des cas de dopage ». Il a présenté ses excuses aux sportifs nationaux pour n'avoir pas su les « protéger » des retombées du scandale. Mais rejetant toute accusation de dopage institutionnalisé, le Kremlin et les médias au service de sa propagande ont contre-attaqué et présenté la Russie en victime d'un complot américain. Un élément de tension de plus dans cette période de relations troubles entre Moscou et Washington, depuis les révélations sur la possible influence russe lors de la présidentielle américaine de 2016. Dans une allusion à la présidentielle russe de mars prochain, Vladimir Poutine a répliqué : « Ce scandale du dopage est gonflé en lien avec notre calendrier électoral. »

Athlètes olympiques de Russie

A PyeongChang, du fait de la suspension de la Russie par le CIO, il n'y aura pas d'équipe russe mais des « athlètes olympiques de Russie ». Lors de la cérémonie d'ouverture, ils défilent derrière un drapeau neutre orné des cinq anneaux olympiques. S'ils gagnent une compétition, ils ne pourront pas porter les couleurs de leur pays sur le podium ni chanter l'hymne national. Vladimir Poutine avait au départ exclu cette éventualité, dénonçant une « humiliation ». Puis, pour permettre aux sportifs propres de participer tout de même, il s'est ravisé.

Mais l'humiliation reste profonde. Car ces Jeux de Sotchi, à l'origine de l'exclusion à PyeongChang, avaient été conçus par le Kremlin comme un grand spectacle sportif à dessein politique pour renforcer la stature internationale de la Russie. Tout comme la Formule 1 désormais en résidence dans la cité balnéaire olympique, le championnat d'athlétisme à Moscou en 2013 et, la même année, les Universiades d'été à Kazan. Tout comme aussi, cette année, la Coupe du monde de football. Ce Mondial devait être aux yeux du Kremlin bien plus qu'une compétition sportive. Il devait s'agir, pour la Russie, de donner au monde une autre image et, pour son président, de renforcer son « soft power » sur la scène politico-sportive. Mais l'affaire du dopage olympique a rattrapé ce Mondial, l'ombre du soupçon planant désormais aussi sur le football russe. Prêt à la contre-attaque, le Kremlin a déjà prévenu : il s'attend à « une grande volonté de discréditer la Russie, notre sport, tous nos efforts ».

BENJAMIN QUENELLE

BENJAMIN QUENELLE

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Poutine n'est pas branché



Le Soir* - 09 fév. 2018
Page 36

* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles-Brabant

Poutine n'est pas branché Le président russe, Vladimir Poutine, a avoué jeudi ne pas avoir de smartphone, après s'être déjà décrit l'an dernier comme une « personne ordinaire » qui n'utilise presque pas internet et n'a pas de compte sur les réseaux sociaux. « Vous dites que tout le monde ...

Poutine n'est pas branché

Le président russe, Vladimir Poutine, a avoué jeudi ne pas avoir de smartphone, après s'être déjà décrit l'an dernier comme une « personne ordinaire » qui n'utilise presque pas internet et n'a pas de compte sur les réseaux sociaux. « Vous dites que tout le monde a un smartphone », a déclaré M. Poutine, en réagissant à un discours du directeur de l'Institut national de recherches Kourtchatov, Mikhaïl Kovaltchouk, lors d'une réunion avec des chercheurs et des académiciens russes à Novossibirsk. Moi, je n'en ai pas. » (afp)

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Avant l'inévitable réélection de Poutine, l'élite spéculait déjà sur la succession



Le Soir* - 20 fév. 2018
Page 13

* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles-Brabant

Gagnée d'avance par le chef du Kremlin, la présidentielle du 18 mars n'est pas une vraie élection. Seul suspense : que va-t-il se passer après ?

DÉCODAGE

Moscou

DE notre correspondant

En pleine campagne électorale, cette vidéo aurait pu avoir l'effet d'une bombe. Alexeï Navalny, l'avocat anti-corruption et leader de l'opposition exclu de la présidentielle du 18 mars, a sorti sur YouTube un film-enquête compromettant deux alliés de Vladimir Poutine, candidat à sa succession après dix-huit ans au pouvoir. Sont montrés le puissant oligarque Oleg Deripaska et l'influent vice-Premier ministre Sergueï Prikhodko, le haut fonctionnaire prenant du bon temps sur le yacht du milliardaire. Un mélange de genres d'autant plus troublant que, sur fond de soupçons de corruption, les deux hommes se pavanent à bord avec une call-girl dont les selfies forment le fil conducteur de la vidéo.

L'assourdissant silence de la classe politique et d'affaires après ces révélations a bien donné le ton de la campagne de cette présidentielle verrouillée par Vladimir Poutine pour assurer sa victoire. « Où est le pot-de-vin ? Un oligarque a le droit d'inviter un ministre sur son yacht ! », a expliqué au Soir le bras droit d'un autre éminent membre du gouvernement. « Il faut être Européen pour se choquer. En Russie, c'est habituel », ironise pareillement un proche d'un autre oligarque. Dans les couloirs du forum de Sotchi, dernier rendez-vous la semaine dernière du gratin du business russe avant la présidentielle, l'élite politico-économique feignait ainsi l'indifférence. Un officiel confiait cependant son scepticisme : « Comment les photos de la call-girl ont fini chez Navalny ? Qui profite de cette opération ? »

D'aucuns soupçonnent Alexeï Navalny et la call-girl d'avoir été utilisés dans un règlement de comptes au sein d'une élite qui, à la veille de la présidentielle, s'inquiète moins du résultat du scrutin que de la suite. C'est-à-dire du scénario de la succession avec, en ligne de mire, la prochaine présidentielle en... 2024.

« Tous les coups sont permis »

« Les clans autour du Kremlin s'agitent. Parmi les différents groupes de libéraux et de siloviki, les faucons issus des forces de sécurité, chacun essaie de placer ses pions en vue de la formation des futures équipes dans l'administration présidentielle et au gouvernement. Tous les coups sont permis... », prévient un journaliste indépendant qui suit de près Vladimir Poutine depuis son arrivée au pouvoir en... 1999. Pour lui, la nomination clef à suivre : le nouveau Premier ministre.

« Toute l'élite veut la stabilité ! C'est pourquoi nous sommes tous derrière Poutine. Et c'est pourquoi Dmitri Medvedev restera à la tête du gouvernement », a confié au Soir un proche du Kremlin. Président par intérim lorsque, de 2008 à 2012, Vladimir Poutine avait été contraint par la Constitution de céder le Kremlin à un proche tout en gardant le contrôle du pouvoir au poste de Premier ministre, Dmitri Medvedev a depuis six ans été son chef de gouvernement, fidèle et loyal. Le maintenir à ce poste aura un double message : il n'y aura ni vraies réformes économiques ni rapides changements politiques ; la question de la succession sera remise à plus tard. Mais si, pour diriger le gouvernement de ce qui devrait être son dernier mandat, Vladimir Poutine, 65 ans, nomme un autre homme, celui-ci sera tout de suite vu en dauphin.

On se bouscule au portillon

De nombreux noms circulent : Igor Setchine, puissant patron du géant pétrolier Rosneft ; Sergueï Choïgou, populaire ministre de la Défense ; Alexeï Koudrine, libéral ex-ministre des Finances ; Sergeï Sobianine, fidèle maire de Moscou ; Andreï Beloussov, proche conseiller économique du Kremlin... A moins que le président ne prépare une surprise, piochant parmi les quadragénaires qu'il a ces derniers mois nommés à divers postes (ministres, directeurs de groupe public ou gouverneurs de région).

« Le nouveau chef du gouvernement ne sera pas nécessairement le futur président », insiste Alexeï Moukhine, politologue proche des autorités. Depuis un an et demi, Vladimir Poutine a renouvelé les équipes autour de lui. Il change, joue, choisit... », rappelle-t-il, misant pour la succession en 2024 sur un nom inconnu du grand public : Alexeï Doumine, ex-ministre adjoint de la Défense et aujourd'hui gouverneur de Toulouza, région près de Moscou. La liste est en fait longue parmi ces nouveaux cadres qui, avec des profils de managers modernes plutôt que d'hommes politiques, ont un point commun : nommés, choyés et contrôlés par le président, ils lui seront dociles. En tout cas au début...

BENJAMIN QUÉNELLE

BENJAMIN QUÉNELLE

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

« Poutine est dans la lignée des tsars rouges, c'est pour ça qu'il est si populaire »



Le Soir* - 28 fév. 2018
Page 24

* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles-Brabant

Le président russe, en passe d'être réélu, a remis la Russie au centre du jeu diplomatique. Bien aidé par « l'idiotie diplomatique » des Occidentaux, estime Vladimir Fédorovski.

Dans son dernier livre, « Au cœur du Kremlin. Des tsars rouges à Poutine », Vladimir Fédorovski retrace l'histoire du pouvoir russe post-Staline. Un récit bâti sur les souvenirs de cet ancien diplomate. A quelques semaines d'une présidentielle russe sans grand suspense, celui qui a notamment été proche de l'ancien maire de Saint-Petersbourg, Anatoli Sobtchak, qui a mis le pied à l'étrier politique à un certain... Vladimir Poutine, se dit aujourd'hui inquiet de la tournure des relations entre la Russie et l'Occident et renvoie les deux camps à leurs responsabilités.

De la Russie de Brejnev à celle de Poutine, on a l'impression que les choses n'ont pas vraiment changé : pouvoir fort, rôle important des services secrets et de l'armée, entreprises d'Etat, opposition politique muselée... D'accord avec ce constat ?

Dans chaque pays, il y a des permanences de fonctionnement. Ce pouvoir coercitif, quasi monarchique, a été un peu atténué avec Gorbatchev, mais s'est rétabli par la suite. Au Kremlin, la réalité dépasse la fiction, que ce soit Kafka ou

Game of Thrones

. Mais aujourd'hui, il y a un sentiment d'échec. J'ai œuvré, avec mes amis, à une transformation de la Russie, et aussi du monde, en mettant un terme à la guerre froide. Or, la situation est désormais beaucoup plus grave que pendant la guerre froide. Chacun vit dans un monde imaginaire. Les Russes pensent que derrière chaque action se cache l'Occident. Et l'Occident pense que la Russie est son ennemi principal. Ça fait vendre mes livres. Mais ça ne correspond pas à la réalité.

Vous écrivez que 80 % des Russes étaient pour l'Occident à la sortie du communisme et qu'ils sont à 80 % contre aujourd'hui. Comment en est-on arrivé là ?

Par la bêtise, des deux côtés. On a loupé une chance historique. L'Otan essaye de faire croire que c'est l'agressivité des Russes qui l'a poussée vers l'Est. Ce n'est pas la réalité. Les responsabilités sont partagées. Quand le communisme est tombé, les Russes ont raté l'opportunité extraordinaire de transformer leur pays. De l'autre côté, il y a une faille dans l'analyse d'une partie de l'establishment américain – pas souvent des phares d'intelligence – persuadée que la Russie doit s'écrouler parce qu'elle a perdu la guerre froide. Ils ont diabolisé les Russes et ont rompu plein d'accords, comme la promesse d'un non-élargissement de l'Otan, dont j'ai été témoin direct, lors des négociations sur la réunification de l'Allemagne.

Poutine a bâti sa popularité sur ce retour de la fierté nationale.

Le résultat de cette sorte d'ignorance, voire de mépris des Américains pour la civilisation russe, a été de mal analyser la réaction de l'opinion publique russe et de Poutine. Et c'est l'idiotie diplomatique qui a triomphé. Or, aujourd'hui, le monde a besoin de la Russie. On ne peut pas régler les problèmes au Proche-Orient, en Corée du Nord, avec l'Iran, sans elle. Or, les Occidentaux sont en train de pousser la Russie dans les bras de la Chine. Quel est leur intérêt de faire ça ? Croire qu'en rendant la vie de la population russe plus difficile, elle va se débarrasser de Poutine, c'est n'importe quoi. Ça le renforce !

Où situez-vous Poutine par rapport aux « tsars rouges » ?

Poutine se situe dans leur lignée. Et c'est pour ça que ça marche. Il est vraiment très populaire. Cela reflète la tradition historique et géographique de la Russie, une forme de malédiction aussi. Gorbatchev n'était pas aimé et il a dit pourquoi : « Je suis un mauvais tsar, un bon tsar est un tsar qui tue. » Poutine, ce n'est pas ma tasse de thé, c'est un dirigeant autoritaire, mais force est de constater qu'en diabolisant la Russie, l'échiquier politique a changé et Poutine est presque devenu le plus modéré des Russes ! Pour le reste, c'est un manipulateur, il met en scène le roman national en créant une histoire linéaire de Staline à aujourd'hui qui n'est pas la réalité. Il fascine en Europe notamment, du fait du discrédit de la classe politique européenne, qui n'arrive pas à exprimer quelque chose de profond, ce que parvient à faire Poutine. Et je dois le dire : Poutine se situe plus dans la réalité que les Occidentaux. Ceux-ci ont voulu faire alliance avec l'islamisme modéré. Belle connerie ! Résultat : désastreux. En Egypte, en Irak, en Libye. Poutine a refusé cette logique. Il est vu, selon les termes de Hillary Clinton, comme le « Hitler des temps modernes » qui soutient Assad qui tue son propre peuple. Ce n'est pas vrai. Il est pragmatique. Il pose les vrais problèmes. Damas était à cinq minutes de tomber aux mains des islamistes. Il s'est dit : si Damas tombe, le Caucase est contaminé et l'intérêt national russe est touché, c'est inacceptable.

La situation actuelle en Syrie n'est pas forcément plus enviable aujourd'hui. On voit le drame en cours dans la Ghouta orientale.

En Syrie, c'est difficile, il ne faut pas se leurrer. Assad n'est pas du tout ma tasse de thé. Mais Damas n'est pas aux mains des islamistes. Et pour Poutine, la présence russe est rétablie au plan international. Il sort vainqueur. Désormais, il est habité par le sentiment qu'il est l'incarnation de la défense de l'intérêt national russe. S'il avait été pourri, un homme d'argent, ça aurait peut-être été plus facile de l'amadouer. Mais ce n'est pas le cas.

Quelles sont ses failles ?

Il en a deux ou trois, énormes. Il a raté la politique ukrainienne. La reprise de la Crimée a camouflé son échec. Autre grand échec : l'économie. Il n'a pas réussi à la transformer, malgré un partage un peu plus important du gâteau avec la population et la mue de l'appareil militaire. Il y a une malédiction de la dépendance au gaz et au pétrole et l'avenir de Poutine se joue là-dessus. Si je peux me

permettre de lui donner un modeste conseil, c'est de s'occuper un peu plus des affaires intérieures et un peu moins des affaires des autres.

On parle beaucoup de l'ingérence russe dans la présidentielle américaine. Votre point de vue ?

Madame Clinton a perdu parce qu'elle était mauvaise. Et Trump a gagné parce qu'il est un guignol extraordinaire et qu'aujourd'hui on gagne avec la télévision, et qu'il a bénéficié de la frustration de la classe moyenne. Les Russes n'ont jamais cru à sa victoire. Poutine était étonné qu'il l'emporte. Qu'il y ait eu des usines à trolls faisant de la propagande, que la rencontre avec des membres de l'entourage de Trump avec l'ambassadeur russe ne soit pas déontologique, c'est évident. Mais ce n'est pas comparable à l'interventionnisme des Américains pour faire réélire Eltsine en 1996...

CORENTIN DI PRIMA

P. 13 La longue marche

de Ksenia Sobtchak comme candidate d'opposition

CORENTIN DI PRIMA

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Le discours de Poutine qui vise les Américains et séduit les Russes



Le Soir* - 02 mar. 2018
Page 11

* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles-Brabant

MOSCOU DE NOTRE CORRESPONDANT Le discours de Poutine a tué la présidentielle ! » Dans la foule chauffée à blanc par l'adresse annuelle hier du chef du Kremlin, cet invité parmi les 1.500 triés sur le volet n'a pas de doute : en sortant ses missiles, le président a ciblé ...

MOSCOU

DE NOTRE CORRESPONDANT

Le discours de Poutine a tué la présidentielle ! » Dans la foule chauffée à blanc par l'adresse annuelle hier du chef du Kremlin, cet invité parmi les 1.500 triés sur le volet n'a pas de doute : en sortant ses missiles, le président a ciblé les Américains et gagné les voix des Russes. Une double victoire en pleines tensions avec les Occidentaux et à deux semaines d'une présidentielle de toute façon orchestrée et gagnée d'avance par Vladimir Poutine, après pourtant déjà 18 ans au pouvoir. « Quel spectacle ! », se réjouit le patron d'un des géants bancaires publics russes. « Pas une menace, un avertissement à vous, les Occidentaux... », ironise un sénateur.

Visage froid et ton calme, le chef du Kremlin a en effet sorti l'artillerie lourde. Vidéos à l'appui, dans un mélange d'images réelles et 3D, avec moult explosions, Vladimir Poutine a présenté pêle-mêle drones à propulsion nucléaire, système de défense hypersonique « suivant sa cible comme un météorite », missiles au rayon d'action illimité et arme laser « dont il est trop tôt pour évoquer les détails ».

L'étalage a tenu l'audience en haleine. Non seulement l'élite politique et d'affaires conviée dans une grande salle près du Kremlin. Mais surtout, au-delà, les Russes dont les télévisions passent depuis en boucle propos et images chocs de Vladimir Poutine. « Personne ne voulait nous parler. Écoutez désormais », a-t-il lancé avec fierté, assurant que cet équipement balistique dépasse les autres systèmes de défense dans le monde.

Les États-Unis étaient la cible d'autant plus évidente des propos présidentiels que les vidéos montraient les nouveaux missiles russes en train de survoler le territoire américain. « À ceux qui ont tenté de profiter de la Russie, ont introduit des sanctions internationales illégales pour enrayer le développement de notre pays, y compris dans le domaine militaire, je vais le dire : ce que vous avez entrepris pour gêner, empêcher, entraver la Russie a échoué », a prévenu Vladimir Poutine.

Avant d'essayer de convaincre que c'était un discours de paix : « La Russie n'a aucun projet d'utiliser ce potentiel de façon offensive. Il permet de maintenir l'équilibre des forces dans le monde. »

Après le discours, l'atmosphère est électrique dans le public. Un communiquant du Kremlin décode : cette tirade militaire visait les Occidentaux et doit gonfler le patriotisme des Russes ; la première partie, consacrée aux « tâches » économiques et sociales, litote pour lister les promesses électorales, était le programme du président venu s'exprimer en candidat.

Mais sa longue liste à la Prévert, ratissant tous les électeurs, depuis les retraités jusqu'aux start-up, depuis les familles cherchant des prêts à bas taux jusqu'aux ouvriers attendant une hausse du salaire minimum, est passée au second plan. Car sans idée ni proposition nouvelle, outre la vague promesse d'« élargir notre espace de liberté », les propositions économiques et sociales sont apparues bien pâles sous l'écrasant défilé de missiles.

BENJAMIN QUÉNELLE

BENJAMIN QUÉNELLE

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Crimée Poutine parle... une minute



Le Soir* - 15 mar. 2018
Page 3

* Le Soir Bruxelles-Brabant, Le Soir Wallonie

Sébastopol De notre envoyé spécial Arrivé en retard mais détendu, Vladimir Poutine a souri et prononcé quelques mots. Puis le chef du Kremlin est reparti aussi vite qu'il est venu. Sous les applaudissements de la foule qui, après l'avoir attendu plus de deux heures, est restée bel et bien sur ...

Sébastopol

De notre envoyé spécial

Arrivé en retard mais détendu, Vladimir Poutine a souri et prononcé quelques mots. Puis le chef du Kremlin est reparti aussi vite qu'il est venu. Sous les applaudissements de la foule qui, après l'avoir attendu plus de deux heures, est restée bel et bien sur sa faim. Le discours a duré moins d'une minute et trente secondes. En pleine crise diplomatique avec Londres, le président n'a pas commenté les nouvelles sanctions britanniques contre Moscou. Et, à quatre jours de la présidentielle, il n'a rien dit sur son projet pour le pays, terminant sa campagne comme il l'a commencée : au-dessus de la mêlée, il ne défend pas de programme et ne participe pas au débat.

Pour ce qui devait être sa dernière grande intervention publique avant le scrutin de dimanche, orchestré et gagné d'avance après déjà dix-huit ans au pouvoir, Vladimir Poutine avait ce mercredi choisi une destination qui, en soi, était déjà un pied de nez aux Occidentaux : la Crimée, annexée par la Russie en mars 2014. Sur la scène montée en plein centre de Sébastopol, base de la marine russe sur la péninsule, les organisateurs avaient vu grand pour accueillir le président et célébrer avec lui le quatrième anniversaire de ce « printemps criméen », annexion condamnée par les Occidentaux et reconnue par aucun des alliés de Moscou : écrans géants, stars de la pop, hauts gradés militaires et personnalités politiques. Avec deux hits : un groupe de rockers quinquagénaires, jeans et cheveux longs, chantant à tue-tête « Sébastopol est redevenue une ville russe » et un haut gradé de la marine reprenant ce refrain avant d'ajouter que l'armée russe nouvellement modernisée se bat pour la paix, en Syrie et ailleurs.

Sous le contrôle des autorités

De toute la Crimée, les habitants étaient venus en nombre. De leur propre chef mais aussi, pour les larges groupes compacts et disciplinés, sous le contrôle des autorités. Les drapeaux russes étaient distribués en abondance. Certains étaient encore sous leur emballage avec une numérotation qui trahissait l'organisation très encadrée de cette foule à l'enthousiasme tout relatif. « On vient pour la fête. La fête, aujourd'hui, c'est Poutine chez nous », assure l'un des hommes menant un groupe de femmes d'une petite ville du cœur de la péninsule. « À l'université, on m'a fait comprendre qu'il fallait que je participe à ce meeting. Tout comme ils ont bien noté mes coordonnées pour vérifier que je vote dimanche », ajoute un étudiant.

Après avoir chauffé la foule, composée aussi de jeunes en couples, de familles en trottinettes et de retraités rajeunis par la musique pop, le couple d'animateurs a annoncé l'arrivée sur scène de Vladimir Poutine, vrai chef d'orchestre de l'annexion. Les applaudissements se sont renforcés. Après avoir salué la foule, tout sourire, le chef du Kremlin s'est contenté de féliciter la population d'avoir « rétabli la justice historique » en ratifiant l'annexion de la péninsule par un référendum pourtant reconnu internationalement par personne. « Par votre décision, vous avez montré au monde entier ce que c'est une vraie et non pas une fausse démocratie », a-t-il lancé. Un nouveau pied de nez aux Occidentaux du président, qui par cette remarque deux semaines après ses vidéos sur le nouvel arsenal de missiles nucléaires pendant son discours à la nation, visait sans doute indirectement la Grande-Bretagne et les autres démocraties européennes. « Je vous embrasse très fort », a conclu Vladimir Poutine en joignant le geste à la parole et en s'enlaçant lui-même. Avant de partir sur cet apparent geste de victoire.

« Notre héros »

Vladimir Poutine a en fait passé toute la journée de mercredi en Crimée, allant en particulier inspecter les travaux du futur pont entre la Russie et la Crimée. Le « pont Poutine », tel qu'il est surnommé sur la péninsule. Le chef du Kremlin est en fait l'objet d'un vrai culte de la personnalité en Crimée qui, priorité de Moscou, lui a concentré près d'un tiers des investissements de son budget fédéral l'an passé. Dans les rues, églises, kiosques à journaux et peintures murales, Vladimir Poutine est omniprésent à Sébastopol. « Notre héros, président pour encore vingt ans ! », s'enthousiasme une grand-mère sur la place de l'expéditif discours présidentiel.

BENJAMIN QUENELLE

BENJAMIN QUENELLE

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Poutine ne craint que l'abstention dans les urnes



Le Soir* - 17 mar. 2018
Page 16

* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles-Brabant

Au pouvoir depuis 18 ans, le chef du Kremlin l'emportera dimanche dès le premier tour. Sur fond d'apathie généralisée, il n'a même presque pas mené campagne. Seul bémol : le risque d'une désertion des bureaux de vote par les électeurs.

Moscou

De notre correspondant

Grands amateurs d'anecdotes politiques, les Russes plaisantent ces derniers jours sur les enjeux de la présidentielle de dimanche, orchestrée et gagnée d'avance par Vladimir Poutine, après pourtant déjà dix-huit ans au pouvoir. « Monsieur le président, j'ai une bonne nouvelle : vous êtes réélu. Mais j'ai une mauvaise nouvelle : personne n'a voté pour vous... », raconte un humoriste dans un sketch, devenu viral sur le web, qui pointe du doigt la vraie menace pour les autorités : la faible participation sur fond d'apathie politique.

Les multiples pressions rappelant ces derniers jours aux Russes d'aller voter suffiront-elles pour porter la participation aux 60-65 % souhaités ? Ce taux assurerait la légitimité de la victoire de Vladimir Poutine qui, en 2012, avait obtenu près de 64 % des voix. Pour le conforter, son résultat devra être au moins légèrement supérieur.

Les sociologues assurent que le président gagnerait sans manipulation avec quelque 55 %. Présenté en garant de la stabilité nationale et homme de paix dans le monde, il bénéficie d'une popularité d'autant plus forte que, certes profonde et réelle, elle est orchestrée par les autorités. « Cette élection est un test pour lui. En 2012, il avait recueilli 45 millions de voix. Les autorités, à Moscou et en régions, ont été prévenues : le président doit obtenir plus de voix que la dernière fois... », assure Alexeï Venediktov, rédacteur en chef de la radio Echo de Moscou, l'un des rares médias indépendants en Russie. Du coup, un même message s'est répandu un peu partout : « Notre pays, notre président, notre choix », insiste l'omniprésent slogan des autorités. Il s'affiche partout : dans les wagons de métro, sur les billets de bus, à la caisse des patinoires, sur l'écran des distributeurs bancaires de billets, dans les zones d'embarquement des aéroports, à l'entrée des écoles... Objectif : doper le taux de participation et éviter une forte abstention qui pourrait gâcher la victoire de Vladimir Poutine.

Tranquille et sûr de sa victoire, Vladimir Poutine, lui, a prétendu être au-dessus de la mêlée. Au Kremlin sans discontinuer depuis 2000, malgré quatre ans entre 2008 et 2012 lorsqu'il est devenu Premier ministre sous la présidence de son protégé Dmitri Medvedev, le président n'a participé à aucun débat public et, lors de ses deux faux meetings, il a prononcé des discours de moins de trois minutes. Avec toujours le même créneau : persuader qu'il peut offrir à la fois stabilité et changement.

Dans la rue, quelques affiches ont surgi avec son unique slogan étalé en lettres géantes sur les couleurs du drapeau national : « Une Russie forte ». Mais c'est surtout à l'écran des télévisions publiques, principal canal d'information des Russes, que Vladimir Poutine a mené sa vraie fausse campagne. Le 1^{er} mars, lors de son discours à la nation, Vladimir Poutine a notamment eu droit à deux heures de direct, suivies de programmes entiers de commentaires louangeurs. Vidéos à l'appui, le chef du Kremlin a fait étalage de son arsenal nucléaire et s'est montré en père protecteur. Une conclusion logique à ce que, depuis des mois, la propagande répète à longueur d'émissions télévisées : Washington veut la confrontation ; face aux menaces, Vladimir Poutine protège. Ce discours offensif a du coup fait passer au second plan la faiblesse de son projet économique.

« Loin d'être une vraie élection, c'est une opération pour, sous des apparences démocratiques, faire valider le prolongement de la nomination au Kremlin de Vladimir Poutine », insiste Dmitri Oreshkine, politologue indépendant. Illusion de campagne : pour créer une sorte de « reality show » politique, le Kremlin a téléguidé la concurrence, avec sept candidats officiellement contre lui - lire ci-contre les portraits des cinq principaux d'entre eux (1).

Mais avec un grand absent : Alexeï Navalny, le véritable leader de l'opposition. Depuis un an, le héros du mouvement anti-Kremlin de 2011-2012 se préparait pourtant et avait ouvert 84 bureaux à travers le pays. Finalement exclu de la présidentielle en raison d'une condamnation judiciaire, il a appelé à boycotter le scrutin.

BENJAMIN QUÉNELLE

(1) Les deux derniers, purement anecdotiques, sont Sergueï Babourine, un nationaliste discret, et Maxime Souraïkine, un communiste « schismatique ».

BENJAMIN QUÉNELLE

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

« Il n'y a plus de ligne rouge pour la Russie désormais »



Le Soir* - 20 mar. 2018
Page 10

* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles-Brabant

Après l'empoisonnement à Salisbury, les « déclarations » ne suffisent pas, plaide le ministre ukrainien Klimkin. Qui dénonce aussi le « lobbyiste Schröder ».

Fondamentalement, non seulement la Russie a franchi une sorte de dernière ligne rouge, mais il n'y a plus de ligne rouge pour la Russie désormais ». Pour Pavlo Klimkin, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, le crime est signé : la « tragédie de Salisbury », l'empoisonnement de l'ex-espion Skripal, a été fomenté par la Russie.

Dans un entretien exclusif accordé lundi au Soir et à Politico.eu, Pavlo Klimkin souligne que « nous nous souvenons tous comment cela s'est passé » : la tentative d'empoisonnement à la dioxine de Viktor Iouchtchenko, le leader de la Révolution orange de 2004 et candidat à la présidentielle, suivie par « tellement d'attaques terroristes perpétrées par les Russes » sur le sol ukrainien. Et pour Pavlo Klimkin, tout ce que le Kremlin a « testé en Ukraine – nous sommes sur la ligne de front – vient toujours en Europe, aux Etats-Unis, quelques années plus tard ».

Si Vladimir Poutine a délibérément organisé sa réélection le jour même du quatrième anniversaire de l'annexion par la Russie de la péninsule ukrainienne de Crimée, reprise en « représailles » à la révolte pro-européenne et anti-corruption de Maïdan de la fin 2013, l'Union européenne a aussi marqué symboliquement l'événement. En prélude à leur conseil mensuel, les ministres européens des Affaires étrangères ont reçu lundi à Bruxelles leur homologue ukrainien. Pour soutenir l'« intégrité territoriale » de l'Ukraine.

L'UE avait déjà souligné, à la veille du week-end, qu'elle ne reconnaîtrait pas le résultat du scrutin en Crimée, dont elle dénonce « l'annexion illégale ». Mais il s'agissait aussi, lundi, d'accentuer la pression sur Kiev, qui traîne à mettre en œuvre d'indispensables réformes. Surtout « une cour anti-corruption efficace », reconnaît Klimkin lui-même. Sur beaucoup de réformes, on doit être meilleurs, plus durs, plus rapides ». Les freins ? « Des intérêts personnels. Le pouvoir des oligarques, moins important qu'avant, mais encore présent en politique, dans les médias, partout ». Et de pointer le « mal » : le « mélange business, politique et média. Il faut séparer tout cela ! ». Le président Porochenko cumule aussi, mais lui « construit » l'Ukraine, plaide son ministre...

Kiev est cependant régulièrement accusé de rester immobile sur le volet du règlement politique de la guerre dans le Donbass. Avec l'élection présidentielle et parlementaire au printemps 2019, l'heure n'est pas à la souplesse ! Pour Klimkin, « tant que les Russes sont là avec leurs troupes régulières, avec leurs mercenaires, avec leur arsenal, toute avancée pour un règlement politique les légitimerait et soutiendrait leur narratif que c'est une sorte de conflit interne, qui n'a rien à voir avec nous, nous ne sommes pas en Crimée, pas dans le Donbass (NDLR : l'est industriel du pays, que 1,7 million d'habitants ont fui) »

« Je souhaiterais pouvoir dire que cela va mieux, mais ce n'est vraiment pas le cas ! », regrette le chef de la diplomatie ukrainienne.

La chancelière Merkel, parmi d'autres, formulait toutefois l'espoir, la semaine dernière, de pouvoir « donner un nouvel élan » à la tentative de rétablir la paix dans le Donbass, à l'aube d'un nouveau mandat pour Vladimir Poutine. Mais « les faits parlent différemment », juge Klimkin. Salisbury, une semaine avant l'élection, nous en comprenons tous la symbolique ». La « fenêtre d'opportunité » que « certains envisageaient », notamment « avec le championnat du monde de football », serait une illusion. « Regardez juste ce qui se passe sur le terrain en Russie, regardez tous ces messages, regardez l'atmosphère. C'est hallucinant ! ».

Les Européens ont critiqué l'élection de dimanche en Russie : les dés étaient pipés. Mais ils n'ont pas définitivement accusé la Russie pour l'attaque de Salisbury, encore moins envisagé l'imposition de sanctions, faute d'unanimité : « C'est le reflet de notre travail aujourd'hui », a expliqué la cheffe de la diplomatie de l'UE, rappelant que les leaders européens seront réunis au sommet en fin de semaine. « A suivre », dit Federica Mogherini. Entre-temps, une déclaration du Conseil des Affaires étrangères « prend très au sérieux l'évaluation » de Londres « selon laquelle il est hautement probable que la Russie soit responsable de cet acte ».

Moscou dément avec force. Et insinue même que c'est peut-être... le Royaume-Uni qui a empoisonné Skripal et sa fille. « C'est très similaire à la réaction de la Russie lorsque le vol MH17 a été abattu (dans le Donbass en 2014) : c'est le même déni, la même manipulation », réplique Pavlo Klimkin.

Le ministre plaide pour « une réponse claire et coordonnée de l'ensemble du monde civilisé : UE, G7, tout le monde ». Les déclarations ne suffiraient pas : « Le régime russe actuel devrait être traité exclusivement en position de force ». Pour Klimkin, il faudrait cibler « des personnalités, des oligarques russes, l'économie, les menaces non conventionnelles, du cyber à l'énergie ». Et d'affirmer que « des lobbyistes russes comme (l'ex-chancelier allemand) Schröder devraient attirer l'attention des Européens. Je n'ai pas dit qu'il devrait être sanctionné immédiatement mais j'ai dit qu'en ne prêtant pas attention à de pareils lobbyistes, ce sera un défi pour l'UE et la sécurité de l'UE en tant que telle ».

Gerhard Schröder est président du conseil de surveillance de Nord Stream, un gazoduc de Gazprom développé avec quelques géants du gaz européens. Ce tuyau approvisionne l'Europe via la mer Baltique, en « snobant » le transit via l'Ukraine.

Un deuxième pipeline, hautement controversé, est en projet.

Pavlo Klimkin, lui-même « grand fan de football », jugerait par ailleurs indécent que des « politiciens occidentaux » se rendent au Mondial en Russie. Et il a suggéré à Boris Johnson, son homologue britannique, de « relocaliser quelques diplomates (britanniques) expulsés (par la Russie) en Ukraine ! Il m'a dit que c'était une bonne idée... Ce serait symbolique ».

PHILIPPE REGNIER

PHILIPPE REGNIER

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

À bas Poutine ! Et puis après ?



Le Soir* - 20 mar. 2018
Page 22

* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles-Brabant

Vladimir Poutine réélu. Haut la main. Aucune surprise. Élection truquée ? Son résultat électoral correspondant, à en croire tous les sondages, à son taux de popularité, les irrégularités, même nombreuses, n'y ont sans doute pas changé grand-chose.

En revanche, on l'a oublié, sa première élection, celle qui lui permit de succéder à Boris Eltsine, elle, fut certainement en grande partie truquée. Or, non seulement l'Occident ne s'en offusqua pas, mais il s'en réjouit tant il avait craint qu'un « méchant », un communiste ou un ultranationaliste, ne l'emportât.

D'ailleurs, il s'était déjà réjoui, l'Occident, quand le résultat du référendum d'approbation de la nouvelle Constitution (celle grâce à laquelle Poutine exerce les pleins pouvoirs) fut, lui aussi, ostensiblement truqué. Et il s'était également réjoui lorsque Boris Eltsine avait envoyé ses blindés écraser une Douma, à majorité centriste, qui n'en était pas moins récalcitrante.

En ce temps-là, tout en Russie allait à vau-l'eau. Les retraités ne touchaient plus leur retraite. Les salaires s'écroulaient. La démographie dégringolait. Le crime organisé s'emparait du domaine public à la faveur de privatisations sauvages et le pays ressemblait à un paillason sur lequel chacun pouvait s'essuyer les pieds.

Et cela nous plaisait bien.

Apparemment, on aimait beaucoup cette Russie-là.

Ce faisant, et systématiquement par la suite, on a contribué à l'émergence ou au renforcement de celle que l'on n'aime plus et que l'on a de bonnes raisons de ne plus aimer.

L'affaire des empoisonnements de Salisbury en est un bon exemple. Qui a cherché à éliminer l'ex-espion russe réfugié en Angleterre et reconverti ? L'État profond russe ? Donc poutinien ? C'est possible. En vérité, c'est même probable. Le bon sens aurait donc voulu qu'on enquête et que, fort des preuves recueillies, on prenne des sanctions exemplaires.

Au lieu de quoi que fait-on ? En l'occurrence Madame Theresa May, la Première ministre britannique, désigne d'emblée le coupable et décide a priori de sanctions qui ne sont, d'ailleurs, nullement exemplaires. Et elle obtient des pays européens et des États-Unis, et de l'Otan en prime, que, par solidarité, ils s'alignent sur elle.

Dès lors, qui peut croire qu'on peut prendre le risque de découvrir, par exemple, même si cela serait fort surprenant, qu'il s'agit finalement d'un règlement de compte inter-mafieux sauf, du coup, à se décrédibiliser collectivement ?

C'est évidemment ce que claironnera, de toute façon, le pouvoir russe : vous avez désigné d'avance le coupable, dès lors aucun résultat d'enquête n'est plus crédible.

C'est ainsi qu'on fait le jeu de ceux qu'on aurait pu confondre.

Toute notre attitude à l'égard de la Russie de Poutine paraît, désormais, contribuer à le renforcer en lui permettant d'arguer d'un complot permanent ourdi contre son pays et son peuple. En accumulant compulsivement des sanctions, surtout formelles, qui n'ont qu'un impact limité (et cela même alors qu'on lui demande d'intervenir auprès des sécessionnistes du Donetsk), on lui donne l'occasion de mettre la lenteur du redémarrage économique sur le compte, non de l'absence ou de l'insuffisance de réformes, mais précisément de ces sanctions.

Donner constamment l'impression qu'un ennemi multiforme cherche à affaiblir son pays ne fait que conforter son statut de victime et, pour peu qu'il ne plie pas, sa stature d'homme fort. Pourquoi, s'interroge le Russe moyen, en appeler au Conseil de sécurité de l'ONU contre les agissements russes en Syrie, mais jamais contre les agissements turcs contre les Kurdes de Syrie ? Pourquoi condamner aussi fermement la sécession de la Crimée, alors qu'on a encouragé la sécession du Kosovo ?

Tout se passe comme si une espèce de conflictualité de cinéma arrangeait tout le monde : ceux, en Occident, qui sont trop contents de pouvoir mettre l'élection de Trump, le Brexit, la victoire des populistes italiens, la crise de l'Europe, et pourquoi pas le réchauffement climatique et les bisbilles au Vatican, sur le dos de Poutine (qui devient, dès lors, un démiurge prométhéen). Et ceux, en Russie, qui ont besoin de cette hostilité mobilisatrice et unificatrice pour éloigner l'attention populaire de leurs propres échecs et de leurs propres turpitudes.

La Russie est devenue dangereusement plus forte. On serait mieux placé pour s'en inquiéter si on ne s'était pas à ce point réjoui quand elle devenait de plus en plus dangereusement trop faible.

Est-ce que cela fut de bonne politique, de 1920 à 1930, de s'enfermer dans la recherche obsessionnelle d'une dévalorisation systématique de l'Allemagne ?

Faut-il s'interdire de se demander pourquoi, Poutine, l'insupportable Poutine, bénéficie, que cela nous plaise ou pas (et ça ne me plaît pas) d'une telle assise populaire quand Gorbatchev et Eltsine étaient, eux, si massivement rejetés ?

Et surtout, compte tenu même du résultat de ces élections dérangeantes, compte tenu de qui, une fois de plus, est arrivé second et troisième, croit-on que si demain Poutine chutait, il serait remplacé par un gentil démocrate libéral pro-occidental et propre sur lui ?

Jean-François Kahn Journaliste et essayiste

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

L'histoire selon Boris Johnson



Le Soir* - 22 mar. 2018
Page 12

* Le Soir Bruxelles-Brabant, Le Soir Wallonie

L'histoire selon Boris Johnson Le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson a trouvé « juste » de comparer la Coupe du monde de football en Russie avec les Jeux olympiques de Berlin en 1936. « Oui, je pense que la comparaison est juste », a répondu Johnson à un ...

L'histoire selon

Boris Johnson

Le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson a trouvé « juste » de comparer la Coupe du monde de football en Russie avec les Jeux olympiques de Berlin en 1936. « Oui, je pense que la comparaison est juste », a répondu Johnson à un parlementaire qui estimait que le président russe Vladimir Poutine allait utiliser la Coupe du monde « comme Hitler a utilisé les Jeux olympiques de 1936 ».

Qu'un pouvoir fort tire parti d'un grand événement sportif pour conforter sa position n'a rien de neuf. Le stratagème est vieux comme la politique. Il consiste à redorer l'image d'un dirigeant avec les mollets des autres, tout en cachant sous le maillot les misères du quotidien. Comparer les JO de 1936 avec la Coupe du monde de football 2018 revient en revanche à prêter les intentions de Hitler à celles de Poutine, ce qui est bien sûr mensonger.

Lorsque le 1^{er} août 1936 s'ouvrent les JO de Berlin dédiés à la supériorité supposée de la race germanique, Hitler a déjà remilitarisé la Rhénanie. Ce qui se passe de l'autre côté du Rhin inquiète les vainqueurs de 14-18 qui comprennent que la guerre est à nouveau à leurs portes. Des circulaires ont déjà été lancées par les nazis contre les tziganes. Six mois encore et ce sera l'Anschluss. Puis, viendront les Accords de Munich, l'occupation des Sudètes, le pacte germano-soviétique, la guerre enfin avec l'invasion allemande de la Pologne le 1^{er} septembre 1939.

Vladimir Poutine n'en est heureusement pas là et le comparer avec Adolf Hitler comme le fait Boris Johnson n'aboutit jamais qu'à fausser la lecture de la politique du Kremlin. Mais reconnaissons qu'en effectuant au début de ce mois une série de jongles avec le président de la Fifa, Gianni Infantino, Poutine a mis un joli coup au but. A l'opposé du Führer qui était fort en gueule mais plutôt du genre menu, le « tsar » préfère jouer des muscles. Autre époque, autres mœurs.

P. Ma.

P. Ma.

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Le bellicisme à courte vue de l'Amérique de Donald Trump



Le Soir* - 12 avr. 2018
Page 2

* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles-Brabant

Le président des Etats-Unis souffle le chaud et le froid en menaçant la Russie d'envoyer des missiles en Syrie, puis en lui proposant son soutien économique et l'arrêt de la course aux armements. Le tout au moment où les risques de confrontation directe augmentent. Que faut-il comprendre ?

New York

De notre correspondant

L'Amérique n'annoncera jamais à l'avance où et quand elle va frapper ses ennemis. Jamais ! La fameuse antienne de Donald Trump, durant la campagne présidentielle 2016, visait à enfoncer son futur prédécesseur Barack Obama, coupable d'avoir renoncé en 2013 à sa « ligne rouge » quant à l'emploi d'armes chimiques par le régime syrien, puis l'année suivante à avoir vendu la mèche quant au retrait des GI d'Afghanistan. Avec lui, Trump, à la Maison-Blanche, on allait voir ce qu'on allait voir. Que les ennemis de l'Oncle Sam se méfient : l'homme à la barbichette blanche cognerait sans prévenir, et durement.

On a vu. Mercredi matin, le président des Etats-Unis a tweeté le scénario des prochains jours, à l'attention de son homologue russe Vladimir Poutine : « Prépare-toi, Russie (...) car (nos missiles) arrivent, beaux, neufs et intelligents ! » Un aimable avertissement, accompagné un peu plus tard d'un regret : « Nos relations avec la Russie sont pires qu'elles n'ont jamais été, y compris durant la Guerre froide. La Russie a besoin de notre soutien économique, chose qu'il serait très simple à réaliser, et toutes les nations doivent collaborer. Arrêtons la course aux armements ? »

Après avoir tancé le Kremlin pour sa complicité avec « cet animal gazeux qui tue son propre peuple et y prend du plaisir », l'efficacité du message demeure à prouver. Perplexe, Vladimir Poutine s'est contenté de relever « que l'état des affaires du monde, de plus en plus chaotique, ne peut que susciter de l'inquiétude ».

Intenses consultations

Cette incohérence américaine s'accompagne d'intenses consultations avec les deux principaux partenaires de l'Amérique face à l'axe Damas-Moscou-Téhéran : la France et la Grande-Bretagne. Le président français, Emmanuel Macron, insiste pour que des frappes concertées, si elles sont ordonnées, se concentrent sur les sites syriens de stockage d'armes chimiques. La Première ministre britannique Theresa May a émis pour sa part une opinion plus modérée, appelant à voir établie l'identité des coupables dans le bombardement chimique de Douma, dans les faubourgs rebelles de Damas (40 morts), le 7 avril. « En cas de preuve », Londres accepterait, à reculons, de se joindre à une action militaire multilatérale. Plombée par une impopularité record en pleines négociations avec l'UE sur le Brexit, May n'a pas oublié que son prédécesseur David Cameron avait essuyé le 30 août 2013 un échec cinglant à la Chambre des communes pour les mêmes raisons.

En Méditerranée, une armada occidentale croise au large des côtes syriennes, prête à déclencher les hostilités contre Damas. Un message d'avertissement a été adressé par Eurocontrol, l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne, à toutes les compagnies aériennes desservant le Proche-Orient, en particulier Chypre et le Liban, au sujet d'un « risque majeur », dans les « prochaines 72 heures ». Le risque d'escalade est réel : l'ambassadeur russe au Liban a annoncé que tout missile américain tiré contre le territoire syrien serait abattu en vol, tout comme les sites d'où ils ont été tirés. L'armée russe, pour sa part, a promis « des mesures de riposte » directes pour le cas où la vie des 4.300 soldats russes stationnés en Syrie serait menacée.

En 2003 aux abords de la ville de Nadjaf, en Irak, un général américain, David Petraeus, avait repris la fameuse expression du président Dwight Eisenhower en avril 1954 : « Dites-moi comment tout cela va finir. » « Ike » se demandait à quoi servirait un appui aérien massif, au camp retranché français de Dien Bien Phu. Il avait sagement décidé de s'abstenir face au risque de Troisième Guerre mondiale. Ce risque existe à nouveau aujourd'hui : une confrontation entre troupes américaines et russes en Syrie, après celle qui a tué plus de 200 mercenaires russes sur les rives de l'Euphrate le 7 février, pourrait transformer l'actuelle nouvelle Guerre froide (ou « paix chaude ») en guerre déclarée. Les incursions de patrouilleurs aériens russes sur le flanc nord de l'Otan depuis quatre ans ont déjà considérablement accru les tensions avec Moscou, dans le sillage de l'annexion de la Crimée ukrainienne par la Russie.

« Qui tient les rênes d'une politique syrienne à Washington ?, questionne Kevin Baron, du site Defence One. Si ce n'est le président Trump, qui au sein de son Administration pourrait prendre ces rênes ? Le nouveau secrétaire d'État Mike Pompeo (NDLR, qui passe son examen d'entrée devant le Sénat ce jeudi) ? Le secrétaire à la Défense Jim Mattis ? Le nouveau conseiller à la sécurité nationale John Bolton ? Le patron du Central Command, le général Joe Votel ? L'ambassadeur à l'ONU, Nikki Haley ? »

Un Département d'Etat fantôme

Et surtout, pour quels buts ? D'après Richard Haass, du Council on Foreign Relations, les Etats-Unis « doivent retrouver une consistance diplomatique », certes difficile avec un Département d'État fantôme, vidé de ses meilleurs éléments, et convaincre ses adversaires de l'intérêt d'un plan de paix acceptable pour tous. Ou, comme le suggère Baron, « opter pour une stratégie militaire plus ambitieuse », qui aboutisse à la chute d'Assad, avec des risques de déstabilisation accrus pour une région morcelée et débordant de réfugiés.

Les frappes ne résoudront donc rien, pas plus sur le terrain... que l'immense frustration des décideurs occidentaux, politiques et militaires, soucieux de boucher enfin l'effrayant trou noir syrien. Elles sont cependant, après des heures de débats au sein de la Maison-Blanche et entre chancelleries, l'hypothèse la plus probable, et l'horizon indépassable d'un président américain novice en

politique étrangère. Ne serait-ce que pour une seule et bonne raison : même conscients que des tirs de missiles ne règlent rien, « les Américains se sentent une obligation morale d'aider les victimes (d'un drame) humanitaire », assurent Sarah Kreps et Sareh Maxey, politologues à Cornell University et Penn, auteures d'une étude sur ce thème. A défaut d'avoir la moindre intention de régler le pire conflit de la planète, en termes humanitaires et géopolitiques, depuis trois quarts de siècle.

MAURIN PICARD

MAURIN PICARD

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Trump, meilleur ennemi de Poutine



Le Soir Wallonie - 12 avr. 2018
Page 1

Cette extravagance est devenue une banalité, qui n'en est que plus extravagante : la planète entière en est à se demander chaque jour combien elle sera secouée par les tweets matinaux de l'homme le plus puissant du monde, voire si l'un de ces tweets en robe de chambre ne déclenchera pas la Troisième guerre mondiale. La succession de messages contradictoires de Donald Trump, commençant par annoncer à la Syrie une prochaine attaque de missiles, menaçant directement ses parrains russes dont le président Poutine, avant de regretter la dégradation des relations américano-russes à un niveau « pire que la Guerre froide », nous ramène à ce constat qu'on exprimait dans ces pages le 10 novembre 2016 : « Cet homme inculte, fantasque et infantile aura son doigt sur le bouton du plus important arsenal nucléaire au monde. C'est proprement terrifiant. »

Il y a de quoi être terrifié en effet à la vue de ce tweet promettant à la Russie de se prendre « de chouettes et tout neufs missiles intelligents ». Faut-il déjà paniquer ? Fort heureusement, aucune attaque militaire américaine ne peut se décider à la manière du docteur Folamour : ce sont encore les généraux, plus modérés et moins va-t-en-guerre qu'on ne pourrait le croire, qui préparent et soumettent les options militaires, lesquelles ne sont pas simplement décalquées de l'esprit volatil de Donald Trump.

Il y a toutefois une vérité qui n'est pas bonne à dire. Face à Vladimir Poutine qui a décidé de se mesurer ou s'imposer par la force aux Occidentaux – avec le déclenchement de la guerre en Ukraine et l'annexion de la Crimée, puis son engagement massif aux côtés de Bachar al-Assad en Syrie, sans oublier les interférences dans des processus électoraux –, les États-Unis de Trump se sont avérés acteur beaucoup moins coulant que ne l'étaient les États-Unis d'Obama. (Rappelons que ce dernier avait renoncé à la dernière minute, contre sa promesse publique, à punir Bachar al-Assad pour avoir recouru une première fois à l'arme chimique. Obama s'était aussi abstenu de réagir aux interférences russes, déjà manifestes, lors de la campagne électorale de 2016. Il est vrai que c'est parce qu'il a cru que Hillary Clinton en sortirait malgré tout victorieuse...)

Le durcissement envers Moscou est-il l'effet de Trump, comme pourraient le laisser croire ses tweets de mercredi matin, ou celui du complexe militaro-politique qui, n'en déplaise au président, tient la machine ? Probablement plus le second que le premier, même si Trump pense avoir intérêt à faire mentir par ses décisions, les accusations de collusion avec les Russes dont font l'objet son équipe de campagne et ses proches, voire lui-même, sous enquête du procureur spécial Mueller.

Mais le plus inquiétant de tout cela, ce ne sont pas les mouvements brusques de Trump, dont les doigts déraperaient de son smartphone sur le bouton nucléaire. C'est l'absence totale de vision et de stratégie globales des États-Unis quant à la façon d'aborder l'endiguement russe, le chaos syrien et plus largement l'équation moyen-orientale. Même avec les meilleurs généraux ou stratèges, ce n'est pas possible sans un président normal.

Jurek Kuczkiewicz

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

En reconduisant Medvedev, Poutine opte pour le statu quo



Le Soir* - 08 Mai 2018
Page 11

* Le Soir Bruxelles, Le Soir Wallonie

Moscou De notre correspondant Vladimir Poutine n'a guère fait durer le suspense. Quelques heures après son investiture, sous les ors et applaudissements au Kremlin, deux jours après les huées et coups de matraque de la manifestation de l'opposition, le président a reçu, lundi, son Premier ministre Dmitri Medvedev. Formellement, il ...

Moscou

De notre correspondant

Vladimir Poutine n'a guère fait durer le suspense. Quelques heures après son investiture, sous les ors et applaudissements au Kremlin, deux jours après les huées et coups de matraque de la manifestation de l'opposition, le président a reçu, lundi, son Premier ministre Dmitri Medvedev. Formellement, il a accepté sa démission. Mais, tout de suite, il lui a demandé de reprendre la tête du gouvernement. Cette candidature sera soumise ce mardi à la Douma, chambre basse du Parlement contrôlée par le parti au pouvoir. Sauf surprise, les députés approuveront le choix présidentiel à une majorité sans doute encore plus vaste que le taux obtenu chez les Russes le 18 mars par Vladimir Poutine pour son quatrième mandat, 76 % des voix.

« Je considère comme mon devoir et le sens de ma vie de faire tout mon possible pour la Russie, pour son présent et pour son avenir », a déclaré Vladimir Poutine après avoir prêté serment, main droite sur la Constitution et regard concentré. A 65 ans et après déjà dix-huit ans au pouvoir, il devrait rester au pouvoir jusqu'en 2024. Dmitri Medvedev, son Premier ministre depuis le début du précédent mandat en 2012, pourrait lui aussi battre les records de longévité. D'autres noms avaient pourtant circulé ces derniers jours pour le remplacer et répondre, tout en prolongeant les savants jeux d'équilibre entre clans, à une question esquivée pendant la campagne : quel gouvernement pour quelle politique économique ? En gardant son allié, un fidèle mais une figure peu appréciée dans la population et raillée par l'opposition, Vladimir Poutine opte pour la stabilité et le statu quo.

Mesures impopulaires en vue

« Ce quatrième mandat sera le plus difficile pour Poutine. Jusque-là, son agenda avait été dominé par la politique étrangère, thème gagnant. Mais il va devoir se concentrer sur l'économie, thème où il a beaucoup à perdre... », prévient Dmitri Oreshkine, politologue indépendant. Les défis économiques seront d'autant plus nombreux que la Russie, certes sortie de deux ans de récession, est menacée de stagnation. Des mesures impopulaires sont à prévoir, dont la hausse de l'âge de la retraite. D'autres mettront à mal la rente pétrolière et les intérêts de proches du pouvoir peu enclins à la diversification industrielle pourtant indispensable afin d'assurer de nouveaux moteurs de croissance. Les plus libéraux espèrent des changements institutionnels, notamment pour rendre le système judiciaire plus indépendant et donc plus efficace dans la lutte contre la corruption.

Le maintien de Dmitri Medvedev ne devrait cependant pas être synonyme de grandes réformes. Un mot d'ailleurs absent des derniers discours de Vladimir Poutine. Mais le gouvernement devra bel et bien faire face à un mécontentement croissant chez les Russes malgré la popularité du président qui, réelle et profonde, est largement orchestrée par la propagande.

Depuis son triomphe électoral, deux faits divers en Russie même sont d'ailleurs venus assombrir le paysage politique : la pollution de la décharge de Volokolamsk (près de Moscou) et l'incendie du centre commercial de Kemerovo (en Sibérie). Ces deux événements, a priori locaux, ont créé de vrais nuages sur le système du président car ils l'ont directement remis en cause : depuis la corruption, cause des problèmes, jusqu'à la couverture médiatique, déni de la colère publique.

BENJAMIN QUÉNELLE

BENJAMIN QUÉNELLE

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés

Documents sauvegardés

Mercredi 29 janvier 2020 à 18 h 18

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Soir

16 avril 2018

Moscou pourrait relancer le dialogue politique autour de la Syrie

... La Russie a vigoureusement condamné les frappes occidentales en Syrie. Mais au-delà d'une rhétorique dure, elle a déjà envoyé des signaux diplomatiques. ...

3

LE SOIR

Nom de la source

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

p. generale2



Lundi 16 avril 2018

Le Soir • GENERALE • p. GENERALE2 • 886 mots

Moscou pourrait relancer le dialogue politique autour de la Syrie

BENJAMIN QUÉNELLE

La Russie a vigoureusement condamné les frappes occidentales en Syrie. Mais au-delà d'une rhétorique dure, elle a déjà envoyé des signaux diplomatiques.

Moscou Des mots durs. Mais pas un seul sur de potentielles répliques militaires après les frappes américaines, françaises et britanniques contre Damas dans la nuit de vendredi à samedi. « *La Russie dénonce avec la plus grande fermeté l'attaque sur la Syrie* », a fustigé le chef du Kremlin, Vladimir Poutine, qui, peu habitué à réagir à chaud, n'a cette fois pas tardé à s'exprimer. Mais seulement par la voie indirecte d'un simple communiqué. Et loin des menaces de représailles qu'avait pourtant agitées Moscou la semaine dernière, des fuites dans la presse assurant même que les missiles « Kalibr » étaient pointés sur les bases américaines.

« *La réplique de Moscou devrait en rester aux mots, sans directe confrontation armée. Au Kremlin, ils sont durs mais pas fous...* », a confié au Soir Andreï Kolesnikov, expert au centre Carnegie à Moscou. *Les Russes vont sans doute se concentrer sur les contre-sanctions. Mais éviter une réponse militaire qui serait beaucoup trop dangereuse.* » Moscou devrait rester d'autant plus mesuré dans sa réaction que les trois cibles visées par l'alliance occidentale,

EPA. EPA

Le général Sergueï Roudskoï, chef du commandement opérationnel principal de l'état-major russe, a déclaré que la Russie envisage de fournir des systèmes de missiles S-300 à la Syrie. Possible coup de bluff du Kremlin...

une près de Damas et deux autres dans le centre de la Syrie, ont touché seulement des installations liées au programme chimique du régime d'Assad, n'ont fait aucune victime et, surtout, ont évité les installations russes sur place. Moscou a d'ailleurs confirmé qu'aucune des frappes n'avait atteint les abords de ses bases aérienne et navale.

Alors que d'aucuns craignent des représailles via des cyberattaques, les tensions militaires restent palpables. L'armée russe, dont les « conseillers » sont omniprésents au sein des forces syriennes, s'est félicitée que 71 des 103 missiles occidentaux ont été interceptés.

Une information à prendre avec précaution. En soi, la destruction de missiles américains par des Russes, même via le système de défense syrien, pourrait servir à elle seule de prétexte à un affrontement entre Moscou et Washington. Possible coup de bluff du Kremlin,

© 2018 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles, 2018
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 janvier 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20180416-SR-3Intc3

le général Sergueï Roudskoï, chef du commandement opérationnel principal de l'état-major russe, a d'ailleurs déclaré que la Russie envisage de fournir des systèmes de missiles S-300 à la Syrie. Ces déclarations rappellent l'ampleur des risques d'escalade alors qu'au conseil de sécurité des Nations unies, la Russie a essayé de faire adopter une résolution condamnant les frappes occidentales en Syrie, une « agression » contre un Etat souverain. Sans succès, son projet ne recueillant pas les neuf voix nécessaires.

Mais, au-delà de cette rhétorique dure, Moscou n'a apporté aucun élément sur de possibles représailles armées. « *Le scénario du pire, celui de l'affrontement militaire, semblant avoir été évité ce week-end, cela peut rouvrir les portes d'une sortie pacifique grâce au dialogue politique* », suggère l'expert Andreï Kolesnikov. Pour mieux orchestrer la transition et s'imposer en faiseur de pays au Proche-Orient, Vladimir Poutine a toujours un atout de taille : il est le seul chef d'Etat à parler directement avec tous les acteurs de la crise syrienne. Mais, pour orchestrer une vraie transition politique, il a besoin avant tout de fédérer les forces syriennes et, pour partager la facture de la reconstruction économique, de s'associer aux Occidentaux.

Dès samedi, Moscou a repris l'initiative diplomatique. Juste après les frappes occidentales, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, a donné une interview à *Kommersant*, journal de référence à Moscou, dans laquelle il a assuré que la Russie « *reste en contact* » avec la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Une autre voix autorisée au ministère, Vladimir Ermakov, en charge de la non-proliféra-

tion et du contrôle des armes, a de plus confié qu'« *il existe au sein de l'administration américaine certaines personnes avec lesquelles il est possible de dialoguer* ».

Signal parmi d'autres : peu après les frappes, Emmanuel Macron s'est empressé de se déclarer favorable au dialogue avec Moscou. Le président français est attendu en hôte d'honneur le 25 mai au forum économique de Saint-Petersbourg, le Davos russe orchestré chaque année par Vladimir Poutine dans sa ville natale.

Ce week-end, le chef du Kremlin a déjà parlé avec ses homologues turc et iranien, Recep Erdogan et Hassan Rohani. Pour déplorer « *la violation du droit international par les Occidentaux* ». Mais aussi pour relancer ses initiatives en cours avec la Turquie et l'Iran, deux alliés de la Russie soutenant des camps opposés en Syrie. Ces derniers mois, avec Ankara et Téhéran, Moscou essaie de passer à la phase politique en gardant l'avantage acquis depuis ces deux dernières années sur le front militaire. Mais, malgré les efforts de mise en scène, cela a échoué et son « *congrès du dialogue national syrien* », organisé en janvier à Sotchi, a donné d'autant moins de résultats que la réelle opposition, les Kurdes et les Occidentaux étaient tous absents de cette rencontre. Après les frappes de ce week-end, les compteurs pourraient être remis à zéro.

la lettre d'Europe

de Nicolas Baverez sur la Syrie

Documents sauvegardés

Samedi 1 février 2020 à 18 h 28

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Soir

16 avril 2018

Syrie : des frappes ciblées pour éviter les Russes

... était encore inconnu. Et ce n'est qu'au vu du renoncement américain que Vladimir Poutine décida de s'engager massivement aux côtés du régime syrien, sauvant le boucher sanguinaire Assad pour ...

3

LE SOIR

Nom de la source

Le Soir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

p. wallonie1



Lundi 16 avril 2018

Le Soir • WALLONIE • p. WALLONIE1 • 503 mots

Syrie : des frappes ciblées pour éviter les Russes

Jurek Kuczkiewicz

Washington, Paris et Londres ont-ils eu raison de mener leurs frappes punitives sur le régime syrien ? Et d'abord, l'option militaire est-elle jamais justifiable ? Les pacifistes dans l'âme, mais aussi ceux qui se retranchent derrière leur angélisme pour défendre des régimes oppressifs, argueront toujours que les solutions militaires doivent être exclues, au profit du dialogue politique. Ils n'ont pas tort. À ceci près que face à des acteurs qui font la guerre – dans le chef du régime syrien et de leur protecteur russe, une guerre particulièrement cruelle, barbare et meurtrière – l'option militaire est parfois le seul instrument indispensable pour servir les objectifs politiques les plus louables.

Les frappes américano-franco-britanniques surviennent avec cinq ans de retard. En 2013, lorsque Barack Obama renonça à la dernière minute à frapper le régime syrien, auteur d'une attaque chimique de grande ampleur sur sa population insurgée, l'État islamique était encore inconnu. Et ce n'est qu'au vu du renoncement américain que Vladimir Poutine décida de s'engager massivement aux côtés du régime syrien, sauvant le boucher sanguinaire Assad pour s'assurer un rôle majeur dans la région.

Mais au lendemain des frappes nocturnes de vendredi, peut-on considérer

qu'elles ont été justifiées et qu'elles ont atteint leurs objectifs ? Si les bombardements ont effectivement détruit ou au moins drastiquement réduit les capacités militaires chimiques du régime syrien – cela reste à voir – on ne peut que s'en réjouir. Non que les souffrances du peuple syrien en soient allégées : la quasi-totalité des 500.000 Syriens morts dans cette guerre l'ont été par armes dites conventionnelles. Et c'est bien de cette façon qu'Assad et son parrain russe s'apprêtent à achever le travail en générant d'autres milliers de victimes civiles. Mais le recours aux armes de destruction massive, notamment chimiques, reste un tabou : rien ne pourrait justifier que la communauté internationale laisse passer la moindre entorse à cette interdiction absolue.

Enfin, toute intervention militaire en Syrie devrait avoir pour objectif stratégique de forcer le passage à l'étape suivante : celle de la négociation politique pour ramener la paix et entamer la reconstruction de ce pays martyr. À ce niveau, c'est sur la Russie que la pression occidentale aurait dû s'exercer tant il est vrai qu'elle seule peut amener le régime syrien à la table de négociation. Dans cet ordre d'idée, il faut bien se demander comment Vladimir Poutine aura interprété le soin extrême apporté par Washington, Paris et Londres, à éviter de toucher d'une quelconque manière les intérêts russes en Syrie : comme un signe de faiblesse, ou comme une mar-

© 2018 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR Bruxelles, 2018

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 1 février 2020 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20180416-SR-31nr9z

que d'encouragement à entrer enfin dans l'étape de la résolution politique du conflit ? Jusqu'à preuve du contraire, les frappes occidentales n'ont rien changé au rapport de forces : Vladimir Poutine reste maître du jeu syrien, et de son timing. Les Occidentaux, et en particulier les Européens, en sont réduits à attendre, et à espérer.